

sem 3-4

allemagne.....	2	
Leipzig, Germany – Incendiary attack on the State’s forces of repression (31/12/2017).....	2	
Fribourg, Suisse : Attaque incendiaire d’un collabo de la machine à expulser (et à enfermer).....	3	
chili.....	4	
Santiago, Chili : Attaque incendiaire contre un sanctuaire catholique.....	5	
france.....	6	
Notre-Dame-des-Landes: à propos de la présence des flics autour de la ZAD.....	6	
“Zadisfaction ?” par Gédicus.....	7	
Photo.....	8	
L'urgence est un paravent à la merde.....	8	
Jean-Pierre, cette victoire est aussi la tienne.....	10	
Prison de Fresnes : Par la grille d’aération.....	12	
Italie : A propos des faits de Naples.....	12	
Tout le monde aime Stockholm.....	14	
“Une envie de voyager librement...” par Camille*.....	15	
5 raisons de ne pas attendre la prochaine grosse manifestation.....	17	
Rennes : Les intégristes catho ratent la marche antiavortement.....	18	
Une belle série de dégradations d’écoles.....	21	
Centre de rétention de Sète : Entre lui et la liberté, les flics.....	23	
Strasbourg : Action directe contre les fascistes !.....	23	
Maubeuge, Sequedin et Longuenesse (Haut-de-France) : Révolte à la prison contre le mouvement d’humeur des matons.....	24	
Solidarité avec les inculpés de la lutte contre la machine à expulser.....	26	
[Bure] Audience du 16 janvier : 6 mois fermes requis pour menaces et refus de signalétique !...28		
On a eut la tête de VINCI mais le combat est très loin d’être fini !.....	32	
[Bure] Les 3 et 4 mars, accordons nos montres contre l’Andra et son monstre.....	35	
Bure : appel à contribution pour un livre d’or de la chute du mur.....	35	
Perquisition matinale et arrestation d’un camarade mercredi 17 janvier.....	36	
#NDDL - « Déchicanisation » : comme un malaise.....	37	
Besançon : Fracas nocturnes.....	39	
Centre de rétention de Vincennes (Paris) : Vive la belle !.....	40	
Un drone au-dessus des manifs parisiennes !.....	40	
Valence [Drôme] cente pénitencière 100 prisonniers contre le mouvement d’humeur des matons41		
Témoignages de « famille » de prisonniers face aux mouvements d’humeur syndicale des matons 42		42
« Ils ne peuvent même plus aller se doucher ».....	42	
#NDDL: On veut du silence et du temps... Alors on se met en grève.....	43	
Rémire-Montjoly (Guyane) : Contre le méga-projet industriel d’extraction d’or.....	44	
France : Brèves d’évasions depuis les prisons pour étrangers (décembre/janvier 2018).....	44	
France : Chronique des révoltes en prison contre la grève des matons.....	45	
Communiqué de l’Amassada : 16 gardes à vue dans la lutte anti-transfo et éolien industriel.....	46	
Tribune d’un collectif de détenus incarcérés à la maison d’arrêt des hommes de Fleury Mérogis47		
Contre la grève des matons.....	49	
Grève des matons ? Feu aux prisons !.....	50	
[Toulouse] Journée de rencontres « Des femmes face à la prison » : regards croisés, vécus et luttes. 52		52
Rassemblement en solidarité avec les prisonniers en lutte devant la MAH de Fleury-Mérogis samedi 27 janvier 13h.....	56	
Ils veulent expulser une de nos Zones à défendre, silencieusement ! No pasaran !.....	57	
Toulouse : Contre la grève des matons.....	59	
Un soir de janvier à Paname.....	60	
Thessalonique : Communiqué de Libertatia suite à l’incendie de leur squat par des fascistes.....	61	
italie.....	61	
Cagliari, Sardinia – Fire to the accomplices of war, a Vitrociset vehicle under attack.....	62	

nouvelle-calédonie.....	62
Nouméa (Nouvelle-Calédonie) : Le DAB en miettes !.....	62
suisse.....	63
Basile,Switzerland – Job centre attacked (31/12/2017).....	63
Attaque pyrotechnique contre le Secrétariat d'Etat à l'économie suisse.....	63
tunisie.....	65
« Mais qu'est ce qu'on attend ? ».....	65
usa.....	73
Government Shutdown Doesn't Go Far Enough: Make It Permanent.....	73

allemagne

[Leipzig, Germany – Incendiary attack on the State's forces of repression \(31/12/2017\)](#)

Our flames against their repression!

As in many places they were celebrating the new year with uproar, drinking a toast till exhaustion, repeating promises and wishes, as if all the shit of the past could be simply swept away by a glass of wine, we had our fireworks: taking advantage of the occasion we went to the Witzgallstraße area, loaded with incendiary devices, and gave our wishes of a happy new year to cops and prosecutors. In this place the authorities of repression join forces to reintegrate young “criminals” in “the best of the worlds”, the system and its logic of exploitation.

In recent months we experienced the bases of this society: many things happened, which we lived with much discomfort, anger and incomprehension. On the one hand – just to make some examples:

- the new reform which further reduces refugees' rights, already pretty much inhuman
- the new law concerning cops and their being armed
- the acknowledgment of AfD and a society increasingly right wing
- the G20 and its consequences: campaign of defamation and slander, raids, manhunt, public publication of arrest warrants, an attempt at creating divisions, dissociations...

On the other hand it is our very paralysis and feeling of impotence that sees the absence of a cry of protest which should followed in the face of permanent arbitrariness and the vortex that drags us more and more towards a life of total surveillance and a threatening police State. We are well aware that the fact of going out of this state of impotence won't make the state order waver or crumble. But we have no intention to wait or to express our critique to existing conditions in the tranquillity of a basement.

Our greetings go to all those imprisoned in the struggle who don't let themselves be crashed and who persevere, to all those who don't dedicate their energy to dominators and the powerful, but who are looking for a free life and unlimited freedom!

The autonomous ones (A)

[Lipsia \[Germania\]: Attacco incendiario contro le forze repressive dello Stato \(31/12/2017\)](#)

Translated by Act for freedom now!

[Fribourg, Suisse : Attaque incendiaire d'un collabo de la machine à expulser \(et à enfermer\)](#)

Dans la nuit du 14 au 15 janvier, des allumes-feux ont été placés et allumés sur les pneus d'un véhicule du constructeur IMPLENIA à Schmitten (Fribourg).

« Encore ces casseurs d'extrême-gauche »

Quelque soit l'étiquette qu'ils veulent nous coller, il est juste question pour eux de nous distraire de ce que nous voulons vraiment aborder. Nous sommes un groupe d'ami.e.s qui en avons assez d'accepter passivement les mécanismes d'oppression qui gouvernent et détruisent ce monde. Nous discutons régulièrement de ce qui nous dérange et de ce que nous sommes capables de faire pour nous y opposer.

« Allons donc ! Ce n'est que du vandalisme gratuit ! »

Le fait que nous ayons décidé d'attaquer IMPLENIA est parfaitement réfléchi. Implenlia est l'une des principales entreprises qui œuvrent à l'extension de la prison pour étrangers « Bässlergut » à Bâle.

Nous ne voulons pas tolérer plus longtemps que des entreprises fassent de la thune en enfermant et en expulsant des gens.

Quoi qu'il en soit, nous sommes très en colère. Peu importe que nous ayons 15, 25, 45 ou 75 ans, cela ne change rien au fait que nous ne pouvons ni ne voulons vivre sans rien faire, avec cette rage au ventre.

Mais comment pourrions-nous agir d'une autre manière, si nous étions séparé.e.s de nos ami.e.s et déportés (ou aussi appelé dans le jargon des politicien.nes, « reconduit.e.s à la frontière ») ?

Nous sommes enragé.e.s contre tou.te.s celles et ceux qui acceptent et soutiennent cette merde ou, comme dans le cas d'IMPLENIA, en font davantage de fric.

Nous ne voulons ni nous résigner, ni nous conformer aux normes ou faire comme si ça n'existait pas. Nous voulons exprimer notre rage et nous opposer activement à la domination.

« Mais de telles actions ne mènent à rien. Que cherchez-vous à obtenir au juste... ? »

Des actions directes comme celles-ci sont l'un des nombreux moyens pour impacter l'image publicitaire des entreprises en ciblant leurs voitures, leurs pelleteuses et chantiers. Si elles sont sabotées en tout temps et en tout lieu, elles ne pourront bientôt plus se permettre de foutre leurs logos et enseignes partout. Moins d'espace publicitaire = moins d'argent.

Elles sont cependant obligées de dépenser davantage d'argent en vue de réparations ou d'achats de nouvelles machines. Elles doivent de fait subir des pertes de profits, parce que des voitures, pelleteuses ou autres sont manquantes au travail.

Il n'y a malheureusement presque pas de critique du système carcéral et de la machine à expulser dans la société en général. Les médias bondissent sur le sensationnel mais ne parlent guère de critique de fond. Nous aimerions cependant mettre un terme cela et montrer que beaucoup de choses importantes se passent en plus des actions directes. D'autres formes d'actions font tout autant partie de la résistance contre ce monde d'oppression et elles ne sont pas plus ou moins importantes. Et peut-être que le battage médiatique autour de ces actions directes mettra un peu plus en lumière l'éventail d'actions de résistance, petites et grandes, pacifiques et combatives.

Enfin, nous espérons bien sûr que les entreprises participant aux chantiers comme celui de Bässlergut à Bâle, le centre de police et de justice à Zurich ou aux camps fédéraux ou à d'autres prisons auront peur pour leur image et leur bénéfice et leur feront perdre des contrats.

« Mais nous allons bien ici, de quoi vous plaignez-vous tout le temps ? »

[...] Mais même dans cette « belle et saine » Suisse, c'est vraiment la merde pour de nombreuses personnes. Seulement, cette souffrance est souvent invisible. Par exemple, au cours de cette année déjà, des dizaines de

personnes sont mortes en prison, très souvent après s'être automutilée, ce qui montre le degré de désespoir des prisonniers.e.s. Voici une liste sûrement incomplète :

- En novembre dernier, une femme de 61 ans se suicide à la prison régionale de Thoun.
- Le 7 décembre c'est un homme de 21 ans qui se suicide à la prison régionale de Berne.
- En février, deux personnes se suicident dans la prison de Muttentz, près de Bâle.
- En juin, un homme de 29 ans se suicide à la prison de Champ-Dollon à Genève.
- En juillet, un homme se pend à la prison « La Croisée » près d'Orbe.
- En septembre, un détenu de la prison de Bochuz refuse de remonter dans sa cellule après la promenade, monte sur le toit et menace de se suicider. Après qu'il est attaché par les matons et placé en cellule d'isolement, il la dévaste le même jour.
- Le 24 octobre, un homme de 23 ans meurt dans la prison « La Blécherette » de Lausanne dans des circonstances troubles.
- Le 25 octobre, un homme de 61 ans est retrouvé mort dans le centre de détention « Ferrara » dans le Tessin.

Cette liste fait mal et est sûrement incomplète. Mais elle montre une continuité brutale et qu'il est important de s'insurger contre le système carcéral. Par exemple en attaquant celles et ceux qui construisent de telles taules.

Pour un monde débarrassé autant que possible de la domination et de l'oppression !

[Traduit de l'allemand de Barrikade.info]

chili

Santiago, Chili : Attaque incendiaire contre un sanctuaire catholique

Revendication de l'installation d'un engin incendiaire/explosif dans l'une des entrées du sanctuaire du Mouvement Apostholique de Schoenstaat, situé sur la commune de La Florida (Santiago), le 15 janvier, jour de l'arrivée du Pape François Ier au Chili.

Par cette action nous réaffirmons le combat contre l'autorité de l'Église Catholique, institution dont les organismes et représentants ont dans l'histoire exercé la répression sur les corps, l'imposition de rôles et de modèles comportementaux, la manipulation des esprits et le monopole spirituel qui castre la liberté des individus.

Complice de massacres, persécutions et génocides dans l'histoire mondiale, l'Église Catholique et sa papauté sont un pilier de la domination civilisée et du colonialisme sur le territoire appelé « Amérique Latine ».

Le Mouvement Apostholique de Schoenstaat, fondé en Allemagne en 1941 par le prêtre Joseph Kentenich, qui créa lui-même le mouvement au Chili en 1949, est sans doute aucun une enclave importante et une référence du conservatisme de la bourgeoisie chilienne. À travers son réseau d'écoles, les Pères de Schoenstaat éduquent plus de 6000 enfants au Chili à travers des valeurs qui répriment la liberté sexuelle, condamnent l'avortement et défendent avec force l'hégémonie de l'institution-contrat du mariage hétérosexuel.

On trouve tout un tas de personnages méprisables liés à ce mouvement, comme le prêtre Raúl Hasbún, défenseur moral et politique de la dictature; le parlementaire José Antonio Kast, défenseur de la dictature et de ses tortionnaires, et homme d'affaire et ex candidat présidentiel de tendance fasciste; l'homme d'affaire Agustín

Edwards, patron du journal de droite « El Mercurio », qui priait dans le Sanctuaire de Schoenstaat lorsqu'un groupe de guerilleros du FPMR ont enlevé son fils au début des années 90; l'homme d'affaire Felipe Matta Navarro, ami personnel du Président Piñera et qui trempe dans les magouilles des fonds de pension; le prêtre Rodrigo Gajardo, pédophile reconnu, ainsi que le prêtre Francisco José Cox Huneeus, accusé d'abusé sexuel sur mineur et qui vit aujourd'hui reclus dans un monastère.

Au-delà de ces liens et de tout contexte ou justification, nous savons que c'est toujours le bon moment pour attaquer la tranquillité des temples de la morale et de l'autorité.

Nous saluons par cette action l'appel lancé par les compagnon-ne-s de la « [Cellule Santiago Maldonado](#) », qui depuis l'Italie ont proposé de redoubler les attaques qui attendent à la paix des représentants et complices de la domination.

Nous saluons chaque cellule et individualité anarchiste qui continue à propager le feu insurgé de la liberté.

**CONTRE LE POUVOIR DE L'ÉGLISE ET LA MORALE CHRÉTIENNE.
PLUTÔT BLASPHEMATEURS ET BLASPHEMATRICES QUE PIEUX !
FRANCISCO¹, TU N'ES PAS LE BIENVENU !
NOUS SOMMES EN GUERRE CONTRE TOUTE AUTORITÉ.**

Cellule Incendiaire Anticléricale « Hortensia Quinio » – Fédération Anarchiste Informelle / Front Révolutionnaire International (FAI/FRI)

[Traduit de l'espagnol de [contrainfo](#) par [Attaque](#)]

NdSAD:

¹Il s'agit du nom du pape qui était en visite à Santiago le jour même. D'ailleurs, [cinq autres églises ont été incendiées la veille.](#)

france

[Notre-Dame-des-Landes: à propos de la présence des flics autour de la ZAD](#)

Alors que pour les opposant·e-s au projet sont en train de continuer à travailler sur l'avenir de la ZAD, l'État, qui dit vouloir privilégier le dialogue, a envoyé au moins 700 Gendarmes Mobiles pour se relayer dans les alentours de la ZAD, et des CRS à Nantes et à Rennes.

La préfecture a par ailleurs publié 5 arrêtés ([source](#)) pour la période du 18 au 25 janvier 2018 :

- Arrêté préfectoral du 17 janvier 2018 portant interdiction temporaire de transport de carburant, d'accélérateur, de carburant et de gaz
- Arrêté préfectoral du 17 janvier 2018 portant interdiction temporaire de transport de matières dangereuses
- Arrêté préfectoral du 17 janvier 2018 portant interdiction temporaire de transport de matériaux combustibles
- Arrêté préfectoral du 17 janvier 2018 portant interdiction temporaire de transport d'explosifs, de produits inflammables, d'artifices et de pétards

- Arrêté préfectoral du 17 janvier 2018 portant interdiction temporaire de port et de transport d'objet pouvant constituer une arme par destination, d'arme de chasse et de munitions

Nul doute que des arrêtés de ce type seront publiés chaque semaine. Vous pouvez consulter [cette page](#) pour vérifier.

Ces arrêtés vont évidemment être accompagnés de réquisitions du procureur de la république pour autoriser les contrôles d'identité et la fouille des véhicules, comme c'était le cas pendant la tentative d'expulsion en 2012 et les mois d'occupation militaire qui ont suivi. **Les réquisitions concernant la fouille des véhicules doivent être renouvelées toutes les 24 heures** (article 78-2-2 du code de procédure pénale) **et indiquer les lieux et la période de temps concernée. On est donc en droit de demander à voir cette réquisition et d'en vérifier la validité.**

« Toutefois, la visite des véhicules spécialement aménagés à usage d'habitation et effectivement utilisés comme résidence ne peut être faite que conformément aux dispositions relatives aux perquisitions et visites domiciliaires » (extrait de l'article 78-2-2 du code de procédure pénale).

Ressources utiles :

- [La GAV – Recettes théoriques et pratiques](#)
- [Face à la justice, face à la police](#) : guide d'autodéfense juridique
- [Rubrique antirépression sur le site de la ZAD](#)

“Zadisfaction ?” par Gédicus

L'arrêt définitif du projet d'aéroport de Notre Dame des Landes est une victoire. C'est évident. Et la déconfiture rageuse des divers clans de bétonneurs est un régal pour tous ceux qui ont combattu ce projet toxique, cet « éléphant blanc » pour safaris ravageurs.

C'est la menace d'actes de résistance de milliers de personnes dans toute la France et le risque de « déstabilisation » que ça lui faisait courir qui a contraint le gouvernement à ainsi lâcher du lest, et non la « sage » considération expertisée d'un projet « obsolète ». Ce gouvernement n'est pas moins que ses prédécesseurs souteneur de « grands projets inutiles » ou plutôt utiles seulement à quelques saigneurs de l'humanité et de la planète. Il est plus prudent, voilà tout.

Mais c'est une victoire qui vise à préparer une défaite.

Depuis des années, le véritable affrontement entre l'état, ses gérants, la grande majorité des politicards, les barons du business, et les Zadistes et leurs soutiens, n'est pas seulement l'affrontement pour ou contre un débile projet d'aéroport mais aussi et surtout pour ou contre certains choix de société. C'est d'ailleurs ce qu'ont déclaré souvent les plus forcenés partisans du projet : pour eux, le plus important était, et reste de détruire la Zad. En effet, cette zone contre laquelle ils ne cessent de vitupérer à coups de mensonges grossiers la déguisant en repaire de casseurs et terroristes ; cette zone qu'ils dénoncent comme « Zone de non droit » est une zone où le « droit » d'asservir et d'exploiter a largement pris fin. C'est un exemple concret que l'on peut vivre autrement que broyés par une « économie » cannibale, asservis à des patrons et des actionnaires toujours plus voraces, truanés par des financiers rapaces, menottés par des « lois » carcérales, matraqués ou flingués par des « autorités » mafieuses. C'est la preuve que des humains peuvent avoir d'autres relations que la guerre de tous contre tous. La preuve que des citoyens peuvent s'auto-organiser au moyen d'une véritable démocratie directe au lieu d'abdiquer leur pouvoir aux mains de démagogues véreux. C'est évidemment une menace pour toutes les oligarchies régnantes. C'est cela qu'ils veulent anéantir.

En habiles politicards, Macron et sa clique s'affairent donc à ôter son prétexte à la résistance. La sauvegarde des intérêts des vampires de l'humanité vaut bien le sacrifice d'un aéroport ! Si ce projet d'aéroport est abandonné, la Zad n'a plus de raison d'exister, argumentent-ils. Ils visent ainsi à faire éclater ce qui a fait la force du mouvement de résistance : sa capacité à concilier diverses opinions et stratégies en un front uni. Ils espèrent que certains vont se contenter de l'abandon du projet d'aéroport et lâcher les Zadistes, égoïstement, sans considération pour le fait que « sans eux, l'aéroport serait déjà fait », comme le constate lucidement un opposant « historique ».

Ils se préparent ainsi à mettre fin à ce qui reste un territoire libéré de leur domination ; à une expérience de changement social dont ils redoutent qu'elle fasse tache d'huile ; à cette « commune » exemplaire.

Pour ceux qui estiment que celle-ci est à défendre, il est donc prématuré d'applaudir trop fort cette « victoire ». Il faut, au contraire, se préparer à de nouvelles attaques, qu'elles soient lancées par la force ou, plus subtilement, au moyen d'échafaudages diplomatiques plus ou moins « verts ». Le collectif des diverses composantes du mouvement en est conscient, en écrivant dans son communiqué du 17 janvier : *Dans le futur, ce territoire doit pouvoir rester un espace d'expérimentation sociale, environnementale et agricole.*

Plus que jamais, la Zad reste une zone à défendre.

■ Gédicus

18 janvier 2018.

Photo



L'urgence est un paravent à la merde

L'urgence est un paravent à la merde

« Je veux partout, dès la première minute, un traitement administratif qui permette de déterminer si on peut aller vers une demande d’asile ou non », Emmanuel Macron, Orléans, juillet 2017.

« Ce que nous voulons c’est un centre d’accueil. Ca s’appelle CAO, centre de répit, comme on veut... on ne peut pas faire en sorte qu’à partir du moment où ils ont préenregistré une demande, on ne soit pas en capacité de leur permettre d’aller au bout d’une démarche », Un avocat proche de Roya Citoyenne à Nice matin, juin 2017. Traduction : nous voulons des taules où parquer les migrants et migrantes et favoriser le fichage.

Nous savons qu’il y a des situations d’urgence et de simples conditions de survie à essayer d’améliorer, particulièrement en ce moment, et qu’il est bien difficile de lutter ensemble, avec ou sans papiers, tant nous ne vivons pas la même chose. En outre, une bonne partie des migrants et migrantes aspirent à partir le plus vite possible d’ici pour rejoindre l’Angleterre. Il est donc difficile de créer des bases de lutte commune.

Il est toutefois impossible pour nous de nous contenter d’en rester là. Un toit, des fringues, et même de potentiels papiers, sont déjà beaucoup, mais ne résoudront jamais les causes de cette situation. C’est pourquoi nous comptons participer à cette lutte en mettant en cause l’existence même des frontières et des Etats. Il n’y aura jamais de liberté de circulation, si ce n’est pour les riches, tant qu’ils existeront.

En outre, la condition qui est faite aux jugés indésirables par les gens au pouvoir et leurs complices sert d’abord à maintenir un ordre existant merdique, et annonce les modes de gestion et de répression de tout pas de côté et de toute révolte. Les indésirables, toujours plus nombreux et nombreuses dans le monde d’aujourd’hui, sont les cobayes de la répression et de l’administration de nos vies sacrifiées au nom du fric et d’un progrès qui nous mène au désastre. Si une lutte a ses spécificités, elle ne peut pas être séparée tant la domination est partout et se renforce. Les flics et les juges répriment et enferment, les politicards (de gauche comme de droite) décident à la place des gens, les médias mentent et justifient l’injustifiable, les patrons exploitent et profitent. Europe Ecologie Les Verts, dont une sénatrice a été invitée à visiter un squat caennais de migrants et migrantes, a par exemple participé à des gouvernements qui se vantaient de faire mieux que la droite en termes de reconduite à la frontière. Qu’aurions-nous à faire avec ce genre de personnes dans cette lutte ? C’est bien pour cela que toute lutte doit être autonome des organisations politiques et syndicales.

L’Etat annonce en ce moment un tour de vis supplémentaire sur toutes les franges sociales. Pour les migrants et migrantes, ce sera davantage de reconduites aux frontières et d’enfermements (en doublant le temps de la rétention administrative et en augmentant le nombre de places dans leurs taules), pendant que l’Etat continue de défendre les régimes autoritaires qui lui sont favorables en Afrique et ailleurs. Elle entend faire de plus en plus participer les associations à sa politique, en proposant des hébergements et autres centres d’accueil, où les migrants et migrantes seront fichés et triés, pris dans la machine à expulser. Certaines associations y sont mêlées depuis déjà bien longtemps, tels la Croix-Rouge, Emmaüs, ADOMA et bien d’autres encore. A la dernière manif à Ouistreham, un bien étrange slogan est d’ailleurs apparu, appelant à l’aide les pouvoirs publics pour fournir un hébergement d’urgence : pour leur donner une bonne occasion de ficher des gens qui essaient de s’y soustraire ?

Nous sommes plusieurs à avoir participé à l’Assemblée générale de lutte contre toutes les expulsions et à ses ouvertures de squat, puis à l’avoir quitté suite à des divergences, notamment en opposition à un certain esprit gestionnaire et paternaliste qui s’est développé de plus en plus. On ne veut pas lutter à la place des gens, mais avec elles et eux. Nous sommes tous et toutes déterminés à ne pas laisser en paix les gens qui décident de laisser crever, de parquer, fiché, faire la chasse à des personnes parce qu’elles n’ont pas le bon bout de papier et essaient de trouver un endroit où vivre un peu plus dignement.

Au moment où sept camarades et compagnon-nes passent en procès, accusés d'avoir contribué aux sabotages de la machine à expulser (dégradations de locaux de collabos, à savoir Air France qui reconduit aux frontières, Bouygues qui construit les taules, la SNCF qui balance aux flics), nous tenons à affirmer notre détermination à nous opposer à l'ordre existant, par l'auto-organisation et l'action directe.

Des révolté-es.

Jean-Pierre, cette victoire est aussi la tienne...

Retour sur la victoire enthousiasmante du mouvement contre l'aéroport vue par un ancien membre du collectif Notre-Dame-des-Lande Paris. L'occasion d'un brin de nostalgie et de joie à propos de cette formidable aventure.

Un éclair dans une période pourrie :

Lorsque hollande arrive au pouvoir, on sent que ça va être long. Les luttes sont au point mort depuis déjà deux ans et sont pas prêtes de reprendre tant une grande partie du mouvement social croit encore aux promesse de « la gauche gouvernementale ». La rentrée sociale n'en est pas une et chacun essaie de combler le vide par un militantisme du quotidien qui n'a pas trop de sens et qui peine à faire le lien avec des gens... On avait bien entendu parler de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à ce moment-là. Tout le monde était évidemment sympathisant de cette lutte, nous étions nombreux à être déjà allés sur la « zone à défendre », à une époque où le terme « zadiste » n'existait pas encore. Mais à titre personnel, je n'imaginai pas le rapport de force encore très faible (la plus grosse manif du mouvement en mars 2012 avait regroupé environ 10 000 personnes) pouvoir renverser le monstre Vinci. Et les quelques personnes qui occupaient la zone ne pesaient pas lourd... Alors quand Valls et Ayrault ont lancé leurs flics et leurs gendarmes sur la ZAD en novembre 2012, bah on s'est dit qu'on allait vers une énième défaite. Mon pessimisme me perdra...

On a donc fait les premières réunion au CICP à l'initiative d'individus bien connus pour leur engagement libertaire et écologiste... et en premier lieu le regretté Jean-Pierre Petit, présent aux premières heures de cette mobilisation. Et là c'est la surprise : on est une centaine au CICP. Grosse énergie mais aussi gros bordel : la cohabitation entre les membres des Verts, les altermondialistes professionnels, les autonomes pur jus et les hippies amoureux de Gaïa est assez compliquée. C'est une vraie galère, on tente toutes les formes d'organisations, ça marche pas trop. Nous on organise des bus pour aller à la grosse manif de réoccupation prévue le 17 novembre 2012. On sent qu'il y a de l'envie mais on patine. Et puis on fait des rencontres. Ce genre de grosse AG, où aller boire un coup à la fin est presque aussi productif que les laborieux tours de parole à 70. Parce que la plupart du temps les AGs du début c'était « bon on a pas trouvé de consensus sur ce point, donc on en rediscute la semaine prochaine ». L'enfer pour tout bon militant marxiste léniniste mais tellement jouissif pour les gens qui venaient de se politiser !

Le transfo

Assez vite, on voit que le CICP c'est vraiment pas adapté, on demande donc à aller au [Transfo](#), un gros lieu occupé à Bagnolet. On arrive donc là-bas et l'ambiance change petit à petit. On revient tous de la manif de réoccupation qui a connu un succès inespéré puisqu'une foule de 40 000 personnes s'est entassée dans la boue de la zad. On a un cœur gros comme ça, on se sent très solidaires et sur le collectif parisien ça se ressent. Au Transfo il caille, c'est l'hiver. On est tous en doudoune à prendre plein de décisions dans la salle du premier étage, ça prend forme, on est vraiment un collectif. On appelle à des manifestations, on organise le départ pour l'événement « sème ta zad ». On se paye vraiment des barres à organiser des covoiturages, les initiatives fusent de partout. Un coup y'en a qui veulent organiser des campagnes d'affichages dans le métro parisien, ils se

mettent au boulot à un groupe d'une quinzaine et font ça. C'est mortel. On est tous trop contents. Et là y a une idée géniale et complètement folle qui émerge : si on construisait une cabane en pièce détachée au transfo, on la redémonte ensuite, et ensuite on la remonte sur la ZAD. Bon au début j'ai pris les gens qui ont proposé ça pour des tarés (mais des gentils tarés), et puis quand j'ai vu les tonnes de matos qui arrivaient, les pleins de gens qui passaient des après midi entières dedans, le nombre de gens qui ont vissé, cloué, coupé, bah j'ai halluciné. J'ai halluciné mais j'y ai cru. Mais quelle énergie ! Et quelle transmission. Merci à L. entre autre, qui aura passé des mois à expliquer à des gens pas du tout bricoleurs comment utiliser à bon escient une palette... Et donc quelques fous sont allés monter la Transfu sur la ZAD. Incroyable. Une cabane avec étage, une beauté [1].

Et d'autres pendant ce temps se réunissaient dans le Squat de la rue Florian dans le 20e pour former un atelier « automédia ». On alimentait le blog du collectif, on écrivait des communiqués de presse, on trouvait vaguement des consensus pour écrire un tract qui sentait trop le consensus et les compromis... Bref on tâtonnait mais avec toujours autant d'énergie [2].

On se rappelle aussi des foirages et de cette action complètement loupée chez François Pinault où Salma Hayek avait signé un PV (jolie dédicace) aux 13 copains, dont Jean Pierre, qui s'étaient fait chopper pour « intrusion dans une propriété privée ». Ça nous avait quand même bien fait marrer rétrospectivement même si on avait dû bien batailler judiciairement parlant (et ça [avait payé !](#)).

Le concert a la parole errante le 15 février 2013 ou on avait vu près de 2000 personnes et ou on avait fait 6 500 balles de benef, du jamais vu !

Et puis évidemment, on était dopé par la résistance sur le terrain : les flics arrivaient pas à expulser les gens de la ZAD, l'État avait été obligé de lâcher une « trêve ». Alors c'était la belle vie. Mais malheureusement ces moments de grâce ne peuvent pas durer éternellement. La trêve obtenue par le mouvement a réduit les activités du collectif Notre-Dame-des-Landes Paris. Après quelques mois, le collectif s'est plus ou moins mis en sommeil, on a perdu un peu d'énergie, des réunions ont toujours eu lieu mais avec intermittence, bref, l'euphorie du début est un peu retombée. Certains sont allés vers la zone de Bure, d'autres se sont carrément installés à la Zad, beaucoup ont décidé d'arrêter de bouffer la pollution à Paris... Même si le collectif parisien a continué d'exister, je m'en suis aussi éloigné petit à petit, occupé par d'autres impératifs militants et d'autres envies. Mais par contre, on s'y est toujours retrouvé les jours de grande manif. Et [on s'y retrouvera le 10 février !](#)

Jean-Pierre...

Alors quand mercredi, l'État par l'intermédiaire de son ministre en chef a déclaré qu'on avait gagné, qu'une putain de chape de béton n'écrasera pas le bocage nantais j'ai chialé. Pour tous les moments qu'on a vécus j'ai chialé. Quand j'ai lu le communiqué commun du mouvement anti aéroport j'ai chialé. J'ai chialé parce que je me suis rappelé que moi l'anar, l'autonome le casse couilles, le radical, je me suis retrouvé au coude à coude avec des militants d'Attac ou des amis de la terre, avec des gens avec qui je partageais pas le même imaginaire ni les mêmes aspirations avant cette lutte. Et en lisant le communiqué, j'ai vu qu'à la zad c'était pareil. Que des gens super différents avaient réussi à causer, à se mettre autour d'une table et à offrir un projet commun. Alors quand j'ai pensé à vous Antoine, Pierre, Lucie, Judith, Audrey, Karim, Léa, Luc, Vincent, Thomas, Robin, Gilles, Alain, tous les gens qui venaient à toutes la AGs sans parler parce qu'il y avait trop de grandes gueules, tous les gens que je croisais sans connaître leur nom mais avec qui j'avais des discussions passionnantes, tous les gens avec qui j'ai tenu des banderoles, écrits des tracts, avec qui j'y ai cru, bah j'ai chialé comme un gosse. Tous les gens qui m'ont rappelé encore une fois qu'ensemble on est plus fort. Et quand j'ai pensé à Jean-Pierre, j'ai doublement chialé. Jean-Pierre Petit, la pierre angulaire du collectif. Le

mec qui était toujours là. Toujours présent, son éternel chapeau feutre vissé sur la tête. Jean-Pierre et toutes ses contradictions.

Jean Pierre le 22 novembre 2013 devant le siège de Vinci à Rueil Malmaison

Jean-Pierre qui poussait des coups de gueule quand ça patinait, Jean-Pierre qui essayait toujours d'aller dans le consensus même quand il y avait des positions irréconciliables ! Jean-Pierre [qui nous a quitté le 10 mai dernier](#). Jean-Pierre qui n'aura pas vu un monde sans cette enfoirée de machine à avion. Jean-Pierre auquel on a tous et toutes pensé quand on appris la nouvelle.

Cette victoire contre l'aéroport c'est donc celle des occupants, c'est celle des paysans qui ont refusé de revendre leur terre. Mais c'est aussi la nôtre, à tout ceux qui ont animé les comités locaux. C'est aussi la mienne. Et c'est aussi la tienne Jean-Pierre.

M. ancien membre du collectif francilien

Prison de Fresnes : Par la grille d'aération

Le Parisien / vendredi 19 janvier 2018

Deux hommes ont été placés en garde à vue dans la nuit de jeudi à vendredi pour une tentative d'évasion manquée à la prison de Fresnes. Avec la complicité d'un autre détenu, **un homme s'est échappé de sa cellule en passant par une grille d'aération**. Il a été surpris par un surveillant depuis son mirador vers 2h30. [...]

This entry was posted in [Anticarcéral](#), [Evasions](#) and tagged [Fresnes](#), [Val-de-Marne](#). Bookmark the [permalink](#).

Italie : A propos des faits de Naples

Article13 / jeudi 18 janvier 2018

La pacification des mouvements politiques a provoqué la disparition presque totale de toute aspiration révolutionnaire dans notre société, remplacée par une course frénétique pour occuper les places confortables et chaleureuses qu'offre le pouvoir. Cela a conduit à une lutte acharnée, souvent sans merci, pour se joindre à l'actuelle politique, qui pour de troubles intérêts de pouvoir se trouve élevé au rang de révolutionnaire afin de garantir aux politiciens «antagonistes» une zone d'acceptabilité politique au sein des institutions. En conséquence, nous assistons à l'annulation volontaire de toute forme d'opposition en faveur de la concertation et souvent de la collaboration avec un système politique qui, jusqu'à récemment, était considéré comme hostile. Tous ces éléments représentent des faits tangibles qui ont des répercussions négatives sur ce qui reste du mouvement révolutionnaire ou insurrectionnel, si vous préférez.

Dans un contexte similaire, les dernières poches de résistance, ceux qui persistent à considérer la destruction de ce système politique et économique comme inéluctable, sont beaucoup plus facilement identifiables et attaquables par l'appareil répressif étatique.

L'énorme quantité de ressources que la police et la magistrature ont à disposition peut être utilisée entièrement et avec une résistance réduite aux conditions minimales pour anéantir un ennemi social qui de fait de voit ses espaces de manœuvre de plus en plus réduit.

Plus précisément, le mouvement anarchiste est le plus durement touché par l'attaque répressive déclenchée par l'État. Tout cela est rendu possible aussi par l'utilisation massive de soi-disant délits associatifs qui se sont constamment adaptés à la structure sociopolitique de la société.

En ce moment même, des dizaines de compagnons se retrouvent à purger des peines de prison, assignés à résidence ou contraints à la cavale, beaucoup sont soumis à diverses formes de mesures de précaution tels que l'obligation de pointage, des obligations de résidence (interdiction de quitter le territoire, ndT), surveillance spéciale, etc. et un nombre indéterminé, certainement très élevé, fait l'objet d'une enquête par les différents parquets dispersés dans toute l'Italie. Parmi ceux-ci, le procureur de Naples, qui a fait tout un foin pendant des années sans grand succès pour donner son infâme contribution, a fait entendre sa voix au début de décembre.

Suite à deux enquêtes réunies en une procédure, l'une en 2010 et l'autre en 2011, l'arrestation de vingt camarades et camarades anarchistes a été demandée. Les enquêteurs émettent l'hypothèse d'une cellule, active à Naples et avec des liens en Grèce et en Espagne, liée à la FAI / FRI et que les magazines La Miccia, Blasphemia et le blog d'Arraggia sont les outils de propagande que l'organisation utilise pour divulguer leurs communiqués de presse et leurs revendications.

L'accusation pour tous est l'association subversive (270 bis) et, pour une compagne, de délits spécifiques concernant la possession et l'usage d'explosifs. En outre, a été demandé le recours au sequestre préventif du Centre d'études libertaires, qui depuis les années 1970 a accueilli le groupe anarchiste Louise Michel, et l'espace anarchiste 76A, considéré comme les bases logistiques de la cellule napolitaine.>

L'auteur de l'enquête est Catello Maresca de la DDA (direction antimafia, ndT), au sein duquel il est devenu célèbre pour avoir arrêté plusieurs chefs de la mafia liés au clan Casalesi. Maintenant, après les huit années de séjour canonique dans l'anti-mafia, il a été muté à l'antiterrorisme et donc il a jugé bon, pour maintenir un certain style, de poursuivre les anarchistes.

Lui, comme les autres magistrats, est ravi d'écrire des livres dans lesquels il nous montre au commun des mortels les opérations «très importantes» qu'il a accomplies. Dans l'un d'eux, il a collaboré avec Leandro Del Gaudio, connu pour nous parce qu'il utilisait souvent le journal qu'il écrit, Il Mattino, pour jeter un peu de la merde sur les anarchistes napolitains. Et cela ne l'a pas empêché de divulguer la nouvelle de la procédure contre les anarchistes, manifestement influencé par son ami Catello à la recherche d'un minimum de visibilité médiatique.

L'enquête est toujours ouverte, donc nous n'avons pas encore eu l'occasion de lire la considérable quantité de papier qui concernent le procès ouvert contre nous (la seule requête du Proc. a plus de 1500 pages). Nous ne connaissons pas, par exemple, la véritable ampleur de l'ensemble de l'opération. En particulier, nous ne connaissons pas le nombre total de suspects parce qu'il est plausible que pour d'autres camarades aucune mesure de précaution n'ait été demandée. De plus, nous ne savons pas sur quelle base repose l'hypothèse investigatrice de notre magistrat zélé.

L'une des rares choses que nous savons est que, en premier lieu, la demande a été rejetée par un GIP (équivalent de juge d'instruction, ndT) qui n'a pas considéré valide les éléments en sa possession pour valider les arrestations. Jamais auparavant l'autorité du ministère public ne fait appel de l'appel parce qu'il ne peut accepter que quiconque soit autorisé à faire échec au travail qu'il a accompli avec tant de diligence. Une des étoiles les plus brillantes du firmament de nos inquisiteurs ne tolère pas les défaites, pour lesquelles, semble-t-il, il n'abandonnera pas jusqu'à la fin.

En amont de tout raisonnement, l'expérience nous enseigne que l'un des principaux objectifs de ces opérations est de désintégrer, voire d'éradiquer, un groupe de camarades actifs du territoire sur lequel il agit.

Dans notre cas, ils ont eu tort de faire les calculs. Nous n'avons pas l'intention de faire un pas en arrière. Nous continuerons notre parcours politique et existentiel face à ceux qui voudraient que nous soyons muets et soumis.

La date de l'audience d'appel a été fixée au 14 décembre et a ensuite été reportée au 22 février en raison d'un défaut de notification.

Des mises à jour suivront dès que nous aurons la possibilité d'avoir des informations plus détaillées.

QUELQUES ANARCHISTES À NAPLES

Source : roundrobin.info

Tout le monde aime Stockholm

Autant le dire tout de suite, je ne suis certainement pas en faveur d'une psychiatisation des comportements, de la tendance à médicaliser et à voir comme maladie chaque personnalité. Chaque pas en avant de la science et de la médecine, c'est deux pas en arrière de nos individualités et de notre autonomie. Si j'utilise ici le parallèle avec le syndrome de Stockholm, ce n'est pas pour dire que tout ça est médical ou psychiatrique, mais parce que ça me semble compréhensible.

Rapidement, ce qu'on nomme « syndrome de Stockholm », c'est de l'empathie, de l'affection et jusqu'à même l'amour pour son geôlier. En 1973 à Stockholm, Jan Erik Olson enchaîne une deuxième action que je qualifierais subjectivement de chouette : après s'être évadé de prison, il braque une banque. Ne connaissant pas ses motifs, je n'en ferais pas un compagnon. Bref il prend des otages, ça dure 6 jours. Il obtiendra la libération de son compagnon de cellule. Par la suite, les otages refuseront de témoigner à charge, le défendront, et iront le voir en prison. Il y eut même une relation sentimentale entre Olson et une otage. Et de fait, à part pour qui veut tout médicaliser, tout analyser, in fine tout *contrôler*, rien de psychiatrique. Peut-être que les otages ont partagé les motivations d'Olson, qu'une certaine complicité est née, etc etc.

Et donc, parce que quand même tout le monde l'aime, crève Stockholm. Que ce soit individuellement ou en groupes. Parce que je pense que ce monde est comme un gigantesque syndrome de Stockholm, dans l'acceptation la plus dégueulasse du truc. Avant tout, n'étant pas donneur-euse de leçon, ni chevalier-e noir-e de l'anarchie, je précise que moi aussi, dans ma vie, j'ai souvent du mal à me défaire de personnes qui m'ont pourtant déchiré le cœur, et ont éparpillé les morceaux un peu partout, afin de s'assurer que je ne puisse jamais tout recoller. Mais face à l'ennemi, là c'est différent.

Qui ne connaît pas de prolos qui adorent leur patrons, ou qui leur trouvent des excuses ? Quel syndicaliste ne vous dira pas que sans patron, pas de travail (et ils ont raison ! sauf que le problème c'est le travail les gars ! – oui c'est rarement des filles). Tous et toute trouvent que même si *parfois* la police « abuse », en fait finalement ils font leur boulot, et puis des fois heureusement qu'ils sont là. La technologie annihile l'individu, détruit les individualités, arrive à ce truc incroyable qu'il faut s'enfermer pour communiquer ?! Oui mais quand même c'est utile... Les politiques bah euh franchement c'est nul quoi... ah oui sauf machin ou bidule. La loi nous opprime par essence même ? Oui mais là ils ont interdit les tests sur animaux, et ici ils ont égalisé les salaires alors quand même... L'armée c'est une bande de bourrins amoureux des flingues. Mais elle nous protège. Les chasseurs sérieusement... oui mais après tout 'font pas de mal, et il faut bien des volontaires pour réguler. Les religions, toutes les religions, oui oui toutes (chrétienne, musulmane, bouddhiste, rasta, marxiste, démocrate...) démolissent méthodiquement les consciences, certaines depuis 2000 ans. Mais liberté de pensée et d'expression quoi ! L'alcool a anéanti des populations entières, a crée tellement de merdes... mais c'est si chouette. Le patriarcat ? Oui mais (je n'ose même pas aller plus loin). Je pourrais certainement en écrire des pages. Pourrais-je ajouter que les regroupements permanents détruisent l'individualiste qui sommeille en toi ? Même si je ne peux pas l'ajouter, trop tard, c'est fait.

Donc oui, les esclaves de cette planète aiment leurs maîtres. Ou leur trouvent des excuses. Ils et elles polissent leurs chaînes. Parce que plus brillant, c'est quand même mieux. Et finalement après tout, que penser de ces révolutionnaires qui trouvent aussi des excuses aux esclaves qui en demandent toujours plus ? Non parce que si le prolétariat, ce *spectre*, avait la « mission » de tout défoncer, il faudra revoir la copie.

Une existence libre, sans autorité, sans domination, combien sont prêt-es à seulement l'imaginer ? On ne m'enlèvera donc pas l'idée que ce monde est rempli d'individus épris-es de leurs geôliers. Oui, certes l'environnement n'est pas vraiment à la conscience de son individualité, de son unicité, et à la liberté, mais c'est pas comme si ça faisait 2000 ans que l'humanité, cet autre *spectre*, accepte qu'une partie d'entre elle fouette l'autre partie... ! Et en redemande ! Alors pas question d'attendre quoi que ce soit pour agir, attaquer, assouvir mes passions et goûter, même si c'est du bout de mes lèvres gercées, au doux parfum de la liberté.

“Une envie de voyager librement...” par Camille*

Dès le milieu des années 70, Camille* milite dans la mouvance anarchiste et prend une part active aux luttes de terrain (anti-franquisme, antimilitarisme, insoumission, anti-nucléaire, droit à l'avortement, immigration, abolition de la peine de mort., contre les prisons et les lieux d'enfermement, Larzac, Plogoff...) puis au fil du temps squatts, autonomie, solidarité et accueil de réfugié·e·s de nombreux pays d'Amérique latine, ensuite Italien·ne·s, Allemand·e·s des «années de plomb», Turc·que·s, Kurdes... En 81, elle participe à nombre d'actions pour arracher la libération des prisonniers politiques.

Au long de toutes ces années, elle va rencontrer puis se lier avec certain·e·s qui formeront ensuite Action Directe. Un bout de route assez proche, des amitiés sincères, mais elle refuse de choisir l'option lutte armée.

En garde à vue à plusieurs reprises, elle se sera jamais inculpée et n'a pas de casier judiciaire.

En 86, son amour de l'époque décède après l'avoir sauvée sans le savoir. Intoxication au monoxyde de carbone.

Elle passe près de la folie et ses camarades organisent son départ au Canada pour lui redonner désir de vivre et de lutter. Ce qui réussit après plusieurs mois. Elle envisage alors de s'installer là-bas.

Elle rentre en France pour effectuer une demande d'immigration selon les règles légales, remplit un dossier. Elle renoue bien sûr avec ses ancien.ne.s ami .e.s, le milieu militant et attend cette réponse de l'ambassade du Canada qui prend des mois. Les militant·e·s d'AD sont arrêté·e·s à Vitry-aux-Loges. Les médias se déchaînent. Elle se laisse glisser doucement de nouveau, bataille contre des obstacles administratifs qui semblent sans fin.

Un jour, elle est contactée dans la rue par des policiers en civil qui lui proposent l'odieuse marché habituel : elle donne, ils donnent : ce qu'ils pensent qu'elle peut savoir de militant·e·s encore mal connu·e·s contre son départ.

Elle tient tête au chantage, aux menaces.

Mais pour obtenir ces délais, cette attente forcée, les autorités françaises ont dû demander l'aide du gouvernement canadien, et celui-ci pense désormais que cette personne qui peut tant intéresser la police ne serait pas bienvenue dans la Belle Province si tranquille.

Et le Consulat l'informe alors après un xième rendez-vous qu'elle est déclarée *persona non grata* et n'obtiendra aucun visa pour s'établir au Canada et qu'il est même inutile qu'elle envisage un simple voyage touristique. Les frontières lui sont désormais fermées.

Après l'abattement, la colère et l'idée que sa petite personne puisse avoir une telle force lui redonnent le goût de vivre et de se battre. Et de nouveau, elle rejoint les luttes contre les injustices, les expulsions, les lieux d'enfermement...

Dix ans, puis vingt ans plus tard, elle tentera de retourner au Québec, craignant toujours d'être refoulée à l'entrée du pays, et les deux fois elle y parviendra suite à des hasards de contrôles aux frontières. Et elle a toujours gardé d'étroits contacts avec ce pays qui lui a comme sauvé la vie.

Aujourd'hui Camille a 63 ans. Envie de retourner voir le Québec en hiver, saluer les t'chums et prendre dans ses bras l'un des plus proches qui peine maintenant à prendre l'avion et l'une des plus chères qui veille son compagnon malade.

Depuis septembre 2016, un nouveau document est obligatoire pour se rendre au Canada: l'AVE (autorisation de voyage électronique).

Camille remplit le questionnaire. Le délai lui semble anormalement long. Puis un mel «Refus de la demande d'AVE». «Le dossier de votre demande est maintenant fermé». Le motif manque de précision mais quelle importance ?

Rien de grave dans toute cette histoire. Rien de comparable avec les parcours dramatiques de personnes migrantes qui fuient la mort et la misère sans nom et se heurteront à des frontières d'une manière autrement tragique. Des Palestinien.ne.s, chaque matin, se demande si ce jour-là ils passeront la frontière. Chaque jour, des milliers de personnes se voient refuser l'entrée de dizaines de pays simplement PARCE QUE. Pas le bon papier, pas la bonne origine, pas la bonne religion, pas ...

Rien de commun dans ces histoires que la mainmise absolue des États sur la libre circulation des personnes.

Camille se demande juste si ce refus est l'œuvre d'un sombre crétin dans un obscur bureau qui a abusé de son minuscule pouvoir ou si c'est l'obéissance à un État qui n'a rien de mieux à faire que de poursuivre une rancune vieille de 30 ans.

Camille refuse de déposer une réclamation, de contester la décision, de discuter avec des autorités qu'elle sait ennemies, représentatives d'un pouvoir détesté. Mais elle refuse aussi de taire cette histoire absurde, imbécile et ridicule.

■ Camille*

* Le prénom a été modifié.

5 raisons de ne pas attendre la prochaine grosse manifestation

Traduction d'un article d'Anathema, publication anarchiste de Philadelphie USA, paru en novembre 2017.

Les initiatives autonomes sont vitales pour l'anarchie.

Sans des individus qui rêvent, intriguent et transforment leurs pensées en actions, rien ne se passe. Les organisateurs de manifestations n'ont rien de spécial ; ils imaginent une situation qu'ils veulent voir advenir et ils demandent aux autres de les aider à y parvenir. Ce constat est vrai pour toute initiative anarchiste impliquant plus d'une personne. Jardins, sabotages, collectes de fonds, occupations, groupes affinitaires : elles résultent toutes de personnes décidant de créer leur propre réalité. Le processus continu consistant à penser et à agir sans qu'on nous dise quoi faire est ce qui rend l'anarchie possible. Certaines personnes appellent cela l'autonomie, et sans elle l'anarchie est impossible.

L'attente des manifestations reporte la responsabilité d'agir sur les autres.

En tant qu'anarchistes, nous rejetons l'idée que les autres sont responsables de faire de nos vies ce que nous voudrions qu'elles soient. Nous n'avons pas envie de faire confiance à des dirigeants pour satisfaire nos besoins

et nos désirs. Nous devons agir en fonction de ce que nous voulons nous-mêmes. Lorsque nous attendons des manifestations au lieu de faire ce que nous voulons, nous confions la satisfaction de nos besoins aux organisateurs, aux flics, aux autres militants ou à quiconque planifie le prochain grand événement. Si nous voulons pratiquer l'autodétermination, nous ne pouvons pas suivre le courant en attendant la prochaine manifestation.

L'attente des manifestations centralise notre puissance.

Il y a un nombre infini de façons dont nous pouvons être puissants ; la lutte est protéiforme. Nous pouvons construire notre autonomie matérielle et nous soutenir les uns les autres, nous pouvons affiner nos analyses pour mieux comprendre et combattre toute autorité, nous pouvons gagner en confiance et apprendre de nouvelles compétences, nous pouvons attaquer ce qui nous tient éloigné de la liberté. Lorsque nous abandonnons nos projets en anticipant la prochaine manifestation, nous limitons notre puissance à une seule forme.

Attendre les manifestations implique d'agir uniquement avec la police et les sociaux-démocrates.

Toutes les grandes manifestations garantissent la présence de deux acteurs : la police et les sociaux-démocrates. La police est payée pour garantir la paix sociale, et les sociaux-démocrates sont plus que disposés à essayer de la maintenir gratuitement. Ces personnes ne sont pas des compagnons idéaux pour des rebelles créatifs. Il est certain que des choses peuvent encore se passer s'ils sont là, mais généralement beaucoup moins - alors pourquoi essayer de faire avec eux ce que nous pourrions faire sans eux un autre jour ? Ce n'est pas un appel à abandonner complètement les marches et les rassemblements, mais plutôt à faire des choses à l'extérieur et à côté d'eux quand cela a plus de sens.

Attendre la prochaine manifestation, c'est attendre.

On ne répétera jamais assez que « le secret c'est de commencer vraiment ». Quand nous remettons à plus tard les actions que nous savons nécessaires pour créer les vies que nous voulons, libre de toute domination, nous contribuons à l'inertie et à l'inaction que nous combattons par ailleurs. L'anarchie n'est pas seulement un horizon lointain que nous atteindrons après la révolution, c'est aussi chaque instant de liberté vécu ici et maintenant.

Article tiré du magazine Anathema (vol.3, n°9) : <https://anathema.noblogs.org/>

Rennes : Les intégristes catho ratent la marche antiavortement

Dimanche 21 janvier à 14h30, une « Marche Pour la Vie » et contre l'avortement était organisée à Paris. Des départs en bus était prévu dans différentes villes. Une cinquantaine de personnes, en Bretagne, comptaient y accéder en prenant un bus qui s'arrêtait entre autre à Beaulieu sur un parking de Rennes 1.

Le 18 janvier, les anti-choix s'en sont pris au Planning Familial de Rennes en recouvrant les vitres du local de leurs ignobles affiches et tags. [...]



Un groupe d'environ 40 personnes bien déterminées a rejoint le lieu de rendez-vous afin d'empêcher le départ du bus qui est arrivé à 8h.

Empêcher le départ de ce bus, c'est bien ce qui nous a motivées à nous lever aux aurores ce dimanche matin. Un couple de « marcheurs », pensant que nous allions prendre le bus pour la marche, nous accompagne pour trouver leur route jusqu'au lieu du rendez-vous. Eux décident de monter. De notre côté, nous nous sommes simplement positionné.es à l'avant et à l'arrière du véhicule. Nous avons déployé la banderole « AVORTEMENT ACCESSIBLE ET GRATUIT POUR TOU.TE.S ». Le groupe de percussions commence à jouer, et nous scandons les slogans : « A Paris, vous n'irez pas ! Mon corps, mon choix, ça n vous regarde pas ! » ; « Gouines, bi.es, trans et pédé contre l'hétéronormativité » « Ah, Ah, Ah, antipatriarcat ». Nous chantons, dansons pour se réchauffer, et pour égayer le tout, nous ajoutons de la couleur avec quelques fumigènes.

Des jeux s'improvisent sous les yeux et caméras des « marcheurs » ratés planqués à l'intérieur du bus et d'un pauvre RG de permanence un dimanche matin. Au lever du jour, des camarades nous apportent thé, café et viennoiseries.

Il est 10h30, et le car n'a toujours pas démarré.

A l'intérieur du bus, les occupants sont moins rigolos. Une personne du bus a tenté d'arracher le masque d'une camarade, déséquilibré par son geste, il s'effondre sur la barrière ainsi que sur elle. Quelques insultes ont fusé, puis ils se sont tous réfugiés dans le bus.

Plus tard, une fervente chrétienne s'impatiente, pointe son chapelet vers nous. Malheureusement, nous n'avons pu éviter ses bénédictions.

Espérant rejoindre la marche, les réseaux sociaux les occupent. C'est ce que nous avons pu constater sur leurs comptes twitter.

Pourquoi nous définissent-ils spontanément comme des « antifas » et non comme des féministes ? Se considéreraient-ils comme des fascistes ?!?

Les marcheurs pour la vie ont appelé la police. Une voiture est arrivée, puis un flic est venu nous parler afin de nous dire que nous avons bien joué notre coup. En effet, puisque nous ne gênions pas la circulation, nous pouvions rester. Il a ensuite rassuré les marcheurs immobilisés en leur disant que nous n'étions pas un black block ! Après nous avoir demandé à quelle heure nous comptions partir, il a conclu ironiquement « ah, ça va, vers 10h30 ils vont rater la messe ».

À 11h15, deux voitures arrivent, de la brigade cynophile et de la sécurité départementale. Pas très matinaux et certainement habillés à la va-vite : mi-uniforme mi-civil, ils ont permis au bus de repartir. Après être resté 4h, le moteur allumé, le bus est donc parti puis s'est arrêté, à l'abri des regards, pour déverser des « marcheurs » ratés rennais qui sont retournés à leurs voitures. [...]

et la version des journaflics :

Le Télégramme / dimanche 21 janvier 2018

Un car affrété par l'association familiale catholique a été bloqué pendant trois heures à Rennes par une cinquantaine de manifestants. Il acheminait vers Paris des Vannetais qui devaient participer à la marche pour la vie. Deux personnes ont eu leurs vêtements brûlés.

Le car était parti de Vannes à 6 h du matin et avait fait une première halte à Ploërmel pour embarquer d'autres personnes. Tout se passait bien jusqu'à la halte à Rennes, vers 7 h 45 près de l'école de Chimie à Beaulieu, où le car devait embarquer les derniers passagers, ceux de l'AFC de Rennes.

« On attendait le car, témoigne un passager rennais. Quand il est arrivé, on est monté à bord et le car a été encerclé par une cinquantaine de manifestants. Visiblement, ils savaient qu'on allait embarquer à cet endroit ».

Les manifestants, pour la plupart encagoulés ou portant un foulard, posent immédiatement des barrières à l'avant et à l'arrière du car pour le bloquer. L'un d'eux jette un fumigène à l'intérieur du car. La fusée incandescente rebondit sur une vitre et atterrit sur un siège occupé par un homme. Celui-ci parvient à se dégager mais son manteau est brûlé. Le pull-over d'une jeune femme est également brûlé tout comme le siège, très endommagé.

Les passagers parviennent heureusement à rejeter le fumigène à l'extérieur au bout d'une quinzaine de secondes ! Une personne fait alors un malaise et est contrainte de sortir pour respirer un peu d'air frais avant de reprendre sa place à bord.

Pour les passagers, âgés de 15 à 75 ans, l'attente est longue et angoissante. « Au début, il faisait nuit. Ils jouaient du tam-tam, lançaient des cris de haine, dansaient autour du car et nous prenaient en photo. Ils ont même réussi à prendre une des feuilles de présence, raconte un responsable de l'AFC. Des passagers sont descendus pour parlementer avec eux. En vain ».

La police, appelée à la rescousse, arrive environ 30 minutes après l'épisode du fumigène. La patrouille tente de raisonner les opposants, sans grand succès. Finalement, les opposants acceptent de laisser partir le car vers 10 h 30. Une annonce qui ne sera pas suivie d'effets.

Ce n'est que lorsque les renforts de police sont arrivés que les barrières ont pu être enlevées. Les manifestants ont alors laissé partir le car. Il était environ 11 h. Le véhicule a été escorté sur quelques centaines de mètres par la police et a pu prendre l'autoroute. **Ils sont arrivés à Paris vers 16 h 15, soit une heure et demie après le début de la marche pour la vie.**

Une belle série de dégradations d'écoles

Dégradations à répétition à Caumont-l'Éventé (Calvados)

Ouest-France / Mardi 16 janvier 2018

Depuis mi 2017, le collège de Caumont-l'Éventé (Calvados) est victime de dégradations volontaires à répétition. La dernière remonte aux vacances de Noël. Les gendarmes enquêtent.

« C'était le jeudi 4 janvier 2018. Je revenais au collège pour assurer mon astreinte en cette fin de vacances et avant la rentrée scolaire. Je me suis alors aperçue que **des dégradations avaient été commises au niveau des installations électriques de l'établissement** », témoigne Graziella Noël, principale du collège Les Sources d'Aure, à Caumont-l'Éventé (commune nouvelle de Caumont-sur-Aure), située en plein milieu de l'axe nord – sud Bayeux – Vire Normandie.

Un hic et pas des moindres. Ces dégradations ont eu pour effet de mettre en sécurité les branchements électriques alimentant la cantine et les réfrigérateurs de l'établissement. **Bilan : « 50 kg de produits frais pourris, dont de la viande, en train de dégouliner**, ajoute la principale. Nous avons dû tout jeter. Il faut savoir qu'ici, on prépare aussi les repas de l'école, pour un total de 500 élèves avec le collège ! »

Cet épisode fâcheux aurait pu passer inaperçu, voire relever de l'anecdote, tant les faits de vandalisme sont devenus légion. Mais là, la coupe est pleine. « **Depuis la rentrée scolaire de septembre, ces actes de malveillance sont devenus plus que récurrents** », regrette Graziella Noël. **Inventaire à la Prévert : des vitres brisées, du mobilier de la cour dégradé, des extincteurs vidés volontairement, des alarmes incendies abîmées, des robinets d'eau ouverts à souhait...**

Dans ce contexte, la gendarmerie indique que deux plaintes ont été déposées : une en juin 2017 pour dégradations sur un disjoncteur et un extincteur dans le collège, l'autre durant les vacances de Noël pour intrusion dans l'établissement. Les gendarmes avaient également constaté des dégradations sur des vitres brisées en août 2017. Les enquêtes sont en cours.

L'Île Rousse (Haute-Corse) : Le collège en flammes

Eurpe1 / lundi 22 janvier 2018

Un incendie, vraisemblablement volontaire, a endommagé des bureaux de l'administration d'un collège en Haute-Corse, et des dossiers scolaires ont été détruits. Un incendie vraisemblablement « volontaire » a endommagé des bureaux dans le collège Pasquale Paoli de l'Île Rousse, en Haute-Corse. Le recteur Philippe Lacombe a exprimé lundi dans un communiqué « sa vive émotion suite à l'incendie volontaire qui a détruit les locaux de la vie scolaire » du collège. **Le bureau de la conseillère principale d'éducation et celui des surveillants ont été touchés**. Philippe Lacombe « condamne avec la plus grande fermeté cet acte » qu'il qualifie de « malveillant et délictueux ». Il se rendra dans l'établissement mardi.

Les enquêteurs privilégient la piste d'un incendie d'origine criminelle notamment en raison des traces d'effraction qu'ils ont relevées, a appris l'AFP de source proche du dossier. **Plusieurs dossiers scolaires ont notamment été détruits dans le sinistre**. Une enquête a été ouverte lundi matin, au moment de la découverte des faits, pour « destruction par moyens dangereux » et a été confiée à la brigade territoriale de la gendarmerie de l'Île Rousse, a précisé la procureure de la République de Bastia. Les dégâts ont été découverts lundi matin à l'arrivée du personnel éducatif de l'établissement.

Monceau-les-Mines (Saône-et-Loire) : La fille qui rêvait d'un bidon d'essence et d'une allumette... dans son collège !

Vibration.fr / jeudi 18 janvier 2018

Les pompiers sont intervenus pour un incendie au collège Saint-Exupéry de Monceau-les-Mines ce mardi. Les élèves ont été évacués, et l'un d'eux a été placé sous contrôle judiciaire.

Les enquêteurs n'avaient que très peu de doutes : l'incendie du collège Saint-Exupéry est bel et bien volontaire. Mardi, le feu s'est déclenché dans les toilettes du premier étage de l'établissement, faisant pas mal de dégâts. Les murs et le sol du local ont été endommagés. Heureusement, aucun blessé puisque les élèves avaient été évacués à temps. Depuis, les enquêteurs recherchaient le coupable. Il s'agirait vraisemblablement d'une jeune fille, une collégienne de 13 ans qui a été placée en garde à vue. L'adolescente a été présentée à un juge des enfants, elle aurait reconnu avoir allumé l'incendie selon nos confrères du *Journal de Saône-et-Loire*, mais sans donner plus d'explications. La collégienne a été placée sous contrôle judiciaire et elle n'a plus le droit de se rendre dans son établissement. Elle a été prise en charge par la Protection judiciaire de la jeunesse.

Auvers-sur-Oise (Val d'Oise) : Il y en a aussi pour la maternelle !

Le Parisien / mardi 23 janvier 2018

L'établissement est fermé depuis lundi, les lieux ayant été saccagés. Une réouverture est espérée pour jeudi. Les tout-petits du centre-ville sont privés d'école depuis lundi. La maternelle Vavasseur a dû garder portes closes après avoir été vandalisée le week-end dernier. **Les dégâts sont très importants et il faut plusieurs jours aux agents municipaux pour remettre les bâtiments en état.**

Les faits se sont semble-t-il produits dans la nuit de vendredi à samedi. Mais l'alerte n'a pu être donnée que tôt lundi, par les agents d'entretien. **De la peinture et du jus d'orange ont été répandus partout, sur les murs et les sols. Des décorations ont été arrachées, tout comme le câblage du réseau informatique. De plus, au moins un ordinateur portable et des clés, qui se trouvaient à l'intérieur, ont disparu. Le toit du bâtiment a également été endommagé.** C'est sans doute par là que les malfaiteurs sont passés pour entrer. A cause des fortes pluies tombées tout le week-end, des dégâts des eaux se sont ajoutés au vandalisme.

[...] L'inspecteur d'académie a donné son accord pour une réouverture de l'établissement ce jeudi matin. La ville a déposé plainte et une enquête de gendarmerie est en cours. D'autres dégradations auraient également été repérées vendredi soir au niveau du gymnase des Ponceaux, juste à côté de l'école.

Centre de rétention de Sète : Entre lui et la liberté, les flics...

extrait d'e-metropolitain / jeudi 11 janvier 2018

Deux policiers de la Sécurité publique de l'Hérault ont été blessés lundi soir, au centre de rétention administrative -CRA- de Sète, par un étranger en situation irrégulière, qui a violemment tenté de s'évader. L'information n'a été révélée que ce jeudi matin. L'agresseur a volontairement assommé un adjoint de sécurité -ADS- en poste à la police aux frontières pour tenter de s'enfuir du bâtiment de rétention, dans le quartier du port de Sète. Il a été blessé à la tête, où deux points de suture ont été posés aux urgences de l'hôpital. Depuis, le jeune policier souffre de maux de tête et de douleurs aux cervicales. Témoin de ces violences gratuites, un collègue de l'ADS s'est précipité pour neutraliser l'auteur présumé. Ce fonctionnaire de la police aux frontières s'est blessé durant l'arrestation, qui a été mouvementée. Des renforts sont intervenus. L'agresseur a été interpellé par les policiers de la Sécurité publique et placé en garde à vue au commissariat de Sète, avant d'être déféré mercredi au parquet de Montpellier. [...]

Selon la Cimade, *Comité inter mouvements auprès des évacués* -une association de la loi de 1901 de solidarité active et de soutien politique aux migrants, aux réfugiés, aux déplacés, aux demandeurs d’asile et à tous les individus en situation irrégulière, bref une association nationale d’aide aux sans-papiers [plutôt une association qui, garantissant la paix à l’intérieur des CRA, aide le fonctionnement de ceux-ci; NdAtt.] -, près de 2 000 étrangers ont été placés en rétention administrative en France l’année dernière, très exactement 1 944. Un chiffre qui a doublé par rapport à 2016, où ils avaient été 1 123 à être retenus.

L’association a dénoncé lundi, une “*explosion de l’enfermement*”. [...] Dans la région, les trois centres de rétention administrative de Sète, de Nîmes et de Perpignan sont pleins à craquer.

Strasbourg : Action directe contre les fascistes !

NdAtt. : En l’espace de quelques mois, deux manifs antifascistes ont été organisées à Strasbourg contre l’ouverture du local L’Arcadia, nouveau repaire des fachos locaux tenu par le « Bastion Social » (ex-GUD). Cette fois, la lutte est directement menée contre les fascistes, contrairement aux revendications que l’on a pu entendre ou lire dans ces manifs, consistant à demander aux autorités (mairie et préfecture) la fermeture de ce lieu.

Dernières Nouvelles d’Alsace / Lundi 22 janvier 2018

La façade de l’Arcadia dégradée

Vers 15 h cet après-midi, trois personnes procédaient au nettoyage de la façade du local d’extrême droite.

Vitres, grille et mur ont été recouverts d’une peinture verte avant le début du conseil municipal qui doit se prononcer sur une motion suite à l’ouverture de l’Arcadia.



Avant le nettoyage...

This entry was posted in [Antifa](#) and tagged [Alsace](#), [Bas-Rhin](#), [Strasbourg](#). Bookmark the [permalink](#).

Maubeuge, Sequedin et Longuenesse (Haut-de-France) : Révolte à la prison contre le mouvement d'humeur des matons

Mutinerie à Maubeuge

La Voix du Nord / Samedi 20 janvier 2018

La mutinerie, qui avait débuté en fin de matinée, ce samedi, au centre pénitentiaire de Maubeuge, a pris fin aux alentours de 14h50, suite à l'intervention des équipes régionales d'intervention et de sécurité (ERIS). Aucun blessé ne serait à déplorer. Les détenus n'avaient, ce samedi midi, fait part d'aucune revendication officielle [*Juste en lutte directe contre la prison et ses gardiens... et c'est tant mieux! NdAtt.*]. Selon nos informations, en fin de matinée, **24 détenus se seraient regroupés dans la coursive de l'aile A2. Ils y auraient cassé des vitrages, entassé des poubelles et déversé de l'eau savonneuse pour perturber toute intervention. Par ailleurs, environ 70 détenus auraient été à l'extérieur de leur cellule dans trois autres ailes de la prison.** « **Ils ont bouché les serrures, afin qu'on ne puisse pas les fermer** », explique Christophe Muzzolin, secrétaire du syndicat FO.

Depuis 13 h 30, des pompiers et une équipe régionale de sécurité étaient regroupés à l'entrée de la prison. Des équipes régionales d'intervention et de sécurité (ERIS) sont intervenues. Les pompiers de Maubeuge étaient sur place pour leur porter éventuellement secours et venir en aide en cas de blessés. À 14 h 25, la mutinerie était terminée. Cinq détenus ont été placés au quartier disciplinaire. Aucun blessé n'est à déplorer.

Vendredi, en fin d'après-midi, un prisonnier avait contacté *La Voix du Nord* pour faire part du mal-être qui gagnait certains détenus, . Ce samedi, sur le parking visiteurs, les familles de détenus étaient passablement énervées par une situation qui dure depuis le début de semaine. « *On est venu mercredi et vendredi pour voir notre cousin, explique Hakim*. Ça nous a été refusé. On l'a eu au téléphone, à l'intérieur, ils n'en peuvent plus d'être coincés dans leur cellule. Ils sont énervés, et ils n'ont pas à tous payer parce que certains font n'importe quoi.* »

A Sequedin aussi...

20minutes / dimanche 21 janvier 2018

Dimanche, en fin d'après-midi, plusieurs dizaines de détenus ont refusé de regagner leur cellule à la fin de la promenade dans les prisons nordistes de Sequedin et Maubeuge, a-t-on appris de sources concordantes.

« **Une quarantaine de détenus à Maubeuge et environ 160 à Sequedin ne veulent pas regagner leur cellule après la promenade** », a déclaré à l'AFP Guillaume Pottier, secrétaire Ufap-Unsa pour les Hauts-de-France. Selon le syndicaliste, des dégradations ont également eu lieu dans la cour de la prison de Sequedin, toute proche de Lille.

« On ne connaît pas leurs revendications mais sur place, c'est très tendu, les Eris [Equipes régionales d'intervention et de sécurité] doivent arriver », a-t-il ajouté, précisant que les incidents avaient débuté aux alentours de 15 heures.

Une source à l'administration pénitentiaire a confirmé que 50 détenus à Maubeuge et 85 à Sequedin avaient refusé de retrouver leur chambre.

En fin de journée, dans les deux établissements, la situation était revenue à la normale après l'intervention des Eris. « Les détenus voulaient être solidaires du mouvement des surveillants, on ne sait pas trop si c'est vrai ou si c'est une blague », a déclaré Guillaume Pottier.

Samedi, des Eris avaient déjà été dépêchées à la prison de Maubeuge à la suite d'un « mouvement d'excitation » d'une vingtaine de détenus, selon l'administration régionale pénitentiaire.

Cet incident intervient dans un contexte tendu autour de la problématique de la sécurité des personnels de l'administration pénitentiaire. Un mouvement de grève s'était déclenché après l'agression de trois surveillants par un détenu jihadiste, lundi dernier, au centre pénitentiaire de Vendin-le-Vieil, dans le Pas-de-Calais. Ce dimanche, plusieurs prisons étaient encore touchées par de nouveaux débrayages des personnels avant un mouvement de blocage total prévu, lundi.

Et à Longuenesse (Pas-de-Calais) il agit tout seul

L'Obs / lundi 22 janvier 2018

Nouvelle agression dans une prison. **Un surveillant et une surveillante ont été agressés dimanche 21 janvier avec un pied de table en fer par un détenu à la prison de Longuenesse (Pas-de-Calais), près de Saint-Omer, et ont été conduits à l'hôpital.**

« Un détenu a agressé deux surveillants avec un pied de table et les a touchés au bras. Les surveillants ont été conduits à l'hôpital », a indiqué à l'AFP la Direction de l'administration pénitentiaire (DAP)

Yannick Lefebvre [*l'ordure ci-contre; NdAtt.*], du syndicat Ufap-Unsa à la prison de Longuenesse, a confirmé l'agression en précisant qu'elle s'était déroulée vers 18h30. Dans ce centre de détention, les cellules sont ouvertes jusqu'à cette heure-là.

« Il a certainement arraché le pied de table pour agresser le personnel », a-t-il ajouté.

D'après le secrétaire interrégional FO pénitentiaire Julien Martin, « deux détenus avaient prémédité leur action et un seul est passé à l'acte ».

L'agresseur présumé « les a frappés avec un pied de table, une barre de fer de 80 cm de long, de 5 cm sur 5 cm.

Les deux surveillants ont été blessés gravement car ils ont été conduits à l'hôpital, l'un des deux a peut-être un bras cassé», a dit Julien Martin.

L'agresseur, un détenu de droit commun, a été placé en garde à vue, selon Julien Martin.

« On est très choqué, ça ne va faire qu'amplifier la grogne et il y aura un durcissement demain à Longuenesse », a dit dimanche soir Julien Martin alors que les syndicats de surveillants de prison ont prévu de reprendre l'épreuve de force avec le gouvernement en appelant à un nouveau « blocage total » des établissements lundi.

« Les syndicats appellent à ne pas prendre les clefs demain à Longuenesse : on peut s'attendre à ce que ce soit les policiers qui viennent gérer l'établissement », a-t-il confié.

« Il s'agit encore une fois d'une agression envers le personnel, on n'en peut plus : c'est quotidien! » a estimé M. Lefebvre.

Selon lui, les deux blessés, deux quadragénaires, ont été transportés à l'hôpital d'Helfaut, à quelques kilomètres du centre de détention de Longuenesse. « Ils effectuent des examens, ils ont de nombreuses contusions aux bras et sont touchés psychologiquement. »

Interrogé sur les circonstances de l'agression, il a dit préférer attendre les résultats de l'enquête. Julien Martin a, lui, qualifié les faits de « guet-apens » et de « tentative d'assassinat ».

Dimanche après-midi, toujours dans les Hauts-de-France, des dizaines de détenus dans les prisons de Maubeuge (Nord) et Sequedin (Nord) avaient refusé de regagner leur cellule après la promenade. La situation est redevenue normale en fin de journée.

Solidarité avec les inculpés de la lutte contre la machine à expulser

Le 31 janvier, ce sont sept personnes qui seront passées en procès (l'une d'entre elles était déjà jugé dans le procès du mois de juin). La logique est la même : après une débauche de moyens policiers et judiciaires, quatre personnes ne se voient reprochés qu'un refus d'ADN et de signalétique, alors que les trois autres sont accusés en plus de faits de dégradation lors d'occupations sauvages et éclairs de locaux d'entreprises participants à l'enfermement et à l'expulsion des sans-papiers (en l'occurrence Air France, SNCF et Bouygues Telecom).

A travers cette répression dont les procès en cours constituent le bancal épilogue, ce sont des dynamiques de luttes autonomes et auto-organisées qu'il s'agissait de briser, en cherchant à rompre les liens qui se construisaient alors entre les luttes à l'intérieur et à l'extérieur des Centres de Rétention Administrative. Plus largement, il s'agissait de mettre fin aux formes de luttes auto-organisées et offensives qui, à partir de 1996 dans le mouvement dit « des sans-papiers », se sont opposées aux partis, aux syndicats, aux logiques gestionnaires et humanitaires, pour défendre la liberté pour tous, avec ou sans-papiers. Si le refus de la politique de tri des migrants et la lutte contre les moyens répressifs qui l'accompagnent ont pris des formes variées, collectives et « affinitaires », privilégiant, selon les moments, ou en même temps, l'agitation publique et l'attaque diffuse, c'est la perspective de s'opposer concrètement à la machine à enfermer et à expulser qui fera le lien entre les différentes phases de cette période de lutte. S'attaquer à ceux qui participent et profitent de l'enfermement et de l'expulsion des sans-papiers par des mobilisations décentralisées (contre Air France, Accor, Bouygues, Carlson Wagonlit, la Croix Rouge...) ou bien, de manière plus ponctuelle et diffuse, s'opposer aux expulsions, s'organiser contre les rafles, empêcher la construction de nouvelles places en centres de rétention, que ce soit par des attaques, des occupations, des manifestations, des visites inamicales de jour comme de nuit, c'est toujours lutter pour la liberté de tous et toutes.

Aujourd'hui cette question est plus que jamais d'actualité. Alors qu'un nouveau projet de loi prévoit d'augmenter encore le délai de rétention jusqu'à plus de trois mois, qu'il s'agit désormais de trier les migrants aux portes de l'Union Européenne, alors que les migrants sont toujours plus nombreux à mettre en crise la gestion de ces dispositifs, il est d'autant plus urgent de se donner les moyens d'entraver la mise en place concrète des dispositifs d'enfermement, de répression et d'expulsion.

Pourtant, dans cette période extrême de troubles et de crise internationale de la gestion migratoire, aucune intervention subversive à la hauteur des enjeux n'est venue, ces toutes dernières années, bousculer réellement la bonne gestion des migrations et sa cogestion humanitaire. Les pratiques, l'élaboration offensive sous ses formes variées et vivantes et les analyses qui ont fait l'inventivité de ces luttes se sont sclérosées, leur vitalité s'est perdue. A défaut de perspectives révolutionnaires, le découragement fait son chemin et les logiques « pragmatiques » et « réalistes », c'est-à-dire humanitaires, triomphent. On entend parler de « soutien aux réfugiés » quand des luttes avaient imposé le refus de ces dénominations d'Etat (ou de cogestionnaires) qui valident le tri des migrants, la régularisation par la normalité, le travail, la famille ou l'amour de la patrie, comme de cette position de « soutien » qui condamne à l'impuissance et au paternalisme, et dans laquelle s'installent désormais celles et ceux qui voulaient auparavant en finir avec les frontières et l'enfermement sous toutes ses formes. Une époque de pacification et de confusion, dont la page mérite d'être tournée au plus vite, avec le souvenir de ce qu'ont pu être ces luttes, de ce qu'elles pouvaient avoir de véritablement offensif, et la volonté de reparcourir les chemins de la subversion de l'existant, de ses défenseurs et de ses faux critiques.

A la place des bétonnages politiques et identitaires, des crispations égotiques et des modes d'affirmations politiques qui ne peuvent que s'approfondir dans la séparation et l'isolement, venant vernir de radicalité la vanité et les dérives dans lesquelles s'enlise la morne séquence que nous vivons, il nous faudrait trouver de nouveaux espaces de lutte désintimisés et déprivatisés, sans dieux et sans chefs, dans lesquels il ne s'agirait plus

de se situer, ou d'être situé, que ce soit sur un plan politique, affinitaire et/ou identitaire.

Plutôt que de reconstruire le passé pour établir une mythopoïesis en dépit d'un présent *décomposé*, et de délimiter des pré-carrés en dépit d'un passé *composé* dans lequel les divergences pouvaient s'exprimer, dialoguer, voire se confronter dans la construction commune de perspectives révolutionnaires, il est urgent de puiser dans la mémoire des luttes protéiformes, vivantes et foisonnantes, de quoi nourrir notre refus de ce monde, de l'État et de ses frontières.

Ces deux procès, comme tous les autres intentés à celles et ceux qui luttent, sont d'énîèmes coups portés par l'Etat dans la guerre sociale en cours depuis toujours, il nous appartient donc de reprendre l'initiative et l'offensive plutôt que de continuer à subir.

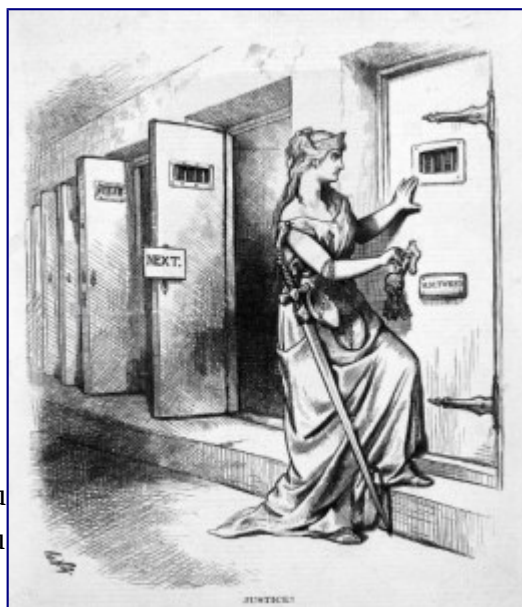
Ne nous laissons pas juger en silence Liberté pour tous et toutes, avec ou sans papiers Feu à toutes les prisons !

paflédab@canaglie.net

(nouvelle adresse)

[Bure] Audience du 16 janvier : 6 mois fermes requis pour menaces et refus de signalétique !

L'[article de l'Est Républicain de ce mercredi 17 janvier](#) est sans ambiguïtés dans son titre : à Bure on entend faire « régner la loi ». Suit un texte un peu confus où l'entrée en fonction d'un nouveau substitut, d'une juge des libertés et de la détention et d'une assesseur se retrouvent mêlés aux bonnes résolutions de notre bien-aimé procureur Olivier Glady qui entend se battre sur tous les fronts de l'injustice meusienne : la délinquance burienne, les stupéfiants, les harcèlements sexuels. Une lecture un peu rapide du titre et du contenu prêterait presque à penser que Bure est le Gotham du crime dont Olivier Glady sera le Batman. En tous cas, M. Glady nous avait prévenu l'année passée en demandant au feu juge



En attendant, la couleur est annoncée avec cette première audience burienne de l'année et trois autres audiences inscrites par le procureur pour le 13 février prochain puis une autre le 6 mars. Ce mercredi la salle était emplie aux deux tiers avec une cinquantaine de personnes dont une quarantaine de soutiens pour notre ami X qui comparait après avoir été interpellé à la Maison de Résistance, lors de sa perquisition le 20 septembre dernier..

Deux autres audiences passent avant : la première en visio-conférence depuis Fleury-Merogis : le détenu prend 6 mois ferme pour « évasion », pour ne pas être rentré à la prison de St Mihiel à l'issue d'une permission de sortie. La seconde audience change de composition, le juge [Fabien Parmentier](#) est remplacé par le Juge Le Fur, le même qui conduit la commission rogatoire ayant amené aux perquisitions du 20 septembre à Bure pour « association de malfaiteurs » suite aux dégradations commises à l'Hôtel du Bindeuil en juin 2017. Une histoire

d'escroquerie où assistance, cours et procureur se perdent dans une plaidoirie interminable et labyrinthique de l'avocat de l'a défense.

Enfin, vers 15h l'audience débute avec le juge Fabien Parmentier qui revient avec ses deux assesseurs.

Le juge ouvre l'audience « Vous êtes M. x., ça se prononce comme ça ? »

X est assisté de Matteo Bonaglia, avioat au barreau de Paris

Les motifs de la comparution sont relus par le juge :

« À Bure le 20 septembre 2017 vous êtes accusé d'avoir seul et sans armes opposé une résistance violente aux gendarmes.

À Ligny-en-Barrois le 20 septembre 2017, vous êtes accusé d'avoir refusé de vous soumettre aux prélèvements signalétiques

À Ligny-en-Barrois le 20 septembre 2017, vous êtes accusé d'avoir refusé de vous soumettre aux vérifications d'alcoolémie dans l'enceinte des locaux de la gendarmerie alors que vous étiez l'auteur présumé d'un crime ou d'un délit

À Ligny-en-Barrois le 20 septembre 2017, vous êtes accusé d'avoir proféré des menaces de mort à l'encontre de représentants des forces de l'ordre. «

Le juge informe du droit à des déclarations spontanées et à garder le silence.

Il donne ensuite la parole à l'avocat pour les conclusions de nullités qu'il à présentées

Matteo B. : « J'ai fait des conclusions de nullités pour prendre un peu de recul sur cette affaire et pour la recontextualiser. Les faits prennent place à la Maison de Résistance se retrouvent en commun pour organiser la résistance. Un juge de votre juridiction a décidé de perquisitionner sur commission rogatoire et les forces de l'ordre, à 6h du matin, réalisent cette perquisition. Il faut 1h30 pour que les gendarmes qui sont dans toute la maison remarquent la présence d'un homme qui dort. Ça dénote d'une certaine incompétence.

Trois hommes armés et cagoulés réveillent M. x. et lui demandent son identité. Il semble normal que sur un lieu perquisitionné on vérifie une identité conformément au code de procédure pénal sur les droits concernant la vérification d'identité. Mais il est prévu dans le code qu'il faut qu'on justifie par « tous les moyens » de son identité. Il est important de justifier de son identité mais il n'est pas précisé que seule la carte d'identité permet de le faire.

Les agents spécifient que s'il le fait (justifier son identité), il ne sera pas emmené . Il le fait avec un justificatif de perte de papier d'identité et le tribunal a la confirmation que l'identité affirmée par ce papier était avérée. Le fait que un des papiers présentés est officiel et corroboré par la carte bancaire est suffisant mais je ne pense pas que ce sont les consignes qu'ont eu ce jour-là les forces de l'ordre.

On a ici une mesure contraignante qui conduit M. x. au commissariat pour une vérification d'identité et conduit à un récit dont vous n'avez pour l'heure que la version policière dans le dossier.

Vous êtes donc invités ici à établir la régularité de ce contrôle d'identité.

Cette invitation de force dans un commissariat a porté préjudice à M. x. Si cette nullité est retenue, toute la procédure tombe mais je vous demanderai néanmoins de la conduire au fond car il est important de signifier aux forces de l'ordre qu'un militant opposé à un projet politique n'est pas un citoyen de seconde zone.

Dans un article récent du Figaro je lis que près de « 75 analyses de la gendarmerie » se penchent sur des lieux de lutte tels que Notre-Dame-des-Landes ou Bure et dans un autre article de la revue Regards je lis que Bure

subit une « pression (policière) inimaginable », avec « un contrôle quasi-colonial du territoire. ». Les militants ne doivent pas être traités comme des citoyens de seconde zone.

Le juge passe la parole au substitut du procureur, Bruno Fleury à propos des nullités invoquées :

« Non, Monsieur x. n'est pas un citoyen de seconde zone ! »

Nous connaissons bien tous les éléments concernant la lutte à Bure, ici, il n'est pas question de parler politique mais de dire quelles sont les circonstances juridiques.

Monsieur Fleury rappelle que nous sommes dans le cadre d'une commission rogatoire avec des personnes susceptibles d'avoir commis les actes mis en cause, et affirme que la police judiciaire est soumise à la souveraineté de l'autorité judiciaire

Et la loi sur le contrôle d'identité est claire : dans une maison où tout le monde n'est pas propriétaire et est susceptible d'avoir commis des délits, il est normal qu'on procède à la vérification d'identité.

Or ce n'est pas parce que Monsieur x. déclare s'appeler x., et qu'il montre une carte avec ce nom inscrit dessus que cela prouve son identité. L'identité a donc été établie au bureau de la police : le nom correspond à la photo donné, ça matche.

Concernant la perquisition, et plus précisément le dispositif policier : ces 150 policiers étaient là pour éviter que personne ne soit blessé. Il n'y a donc pas nullité, le contrôle est valable »

Le procureur demande donc le rejet des nullités.

Le juge dit être d'accord avec le procureur et rejette la nullité. Le juge relit les faits telles qu'ils sont apparaissent dans le dossier et interroge x de temps en temps, lui demandant si ce qu'il lit est juste.

X revient sur les circonstances. À 6h du matin, plusieurs hommes armés le réveillent et lui demandent son identité. Il répond qu'il l'a perdue, leur montre un document le justifiant, et on le conduit au commissariat. Ses souvenirs de la GAV sont confus de par l'état de choc dans lequel il se trouvait, et il dit ne pas comprendre pourquoi, parce-qu'il est militant, on l'arrête.

Le juge intervient, rétorquant que les gendarmes ne disent pas tout à fait cela: selon eux, x a été découvert à 7h25, a été virulent, et à refuser de déclarer son identité. X répond, sur conseil de l'avocat, qu'il va désormais user de son droit de garder le silence pour laisser la parole à celui-i. Les assesseurs ne font aucune observation.

On en vient aux éléments de la personnalité de x et à son casier judiciaire(voir dossier)

Une assesseure demande à x s'il a consommé de l'alcool le jour de son arrestation. X garde le silence.

L'assesseur insiste, en vain, et le juge rappelle que x a décidé de garder le silence. Il n'y a plus d'observations de la part des assesseurs, et le procureur semble affligé. Le juge lui laisse la parole.

Selon lui, il est dommage que le mis en cause choisisse de ne pas s'exprimer pour échanger en toute démocratie. Le procureur demande toutefois la relaxe pour deux des chefs d'inculpation : 1° la rébellion : bien qu'il soit dit que x ne soit pas content, il est dit qu'après être menotté, il se laisse emmener -certainement parce que le menottage est là pour le protéger de lui-même. 2° le refus de donner son identité, puisque de fait, x l'a donné, comme il pouvait, après s'être fait réveiller. Il y aura toutefois une peine requise pour le « refus de donner ses empreintes », et les « menaces de morts » qui auraient été portées à l'encontre des gendarmes : 2 mois de prison ferme pour le premier, 4 mois de prison ferme pour le second. Selon lui, les propos adressés aux forces de l'ordre, tel que « je vais tuer quelqu'un en sortant d'ici » ne sont pas à prendre à la légère, d'autant que c'est déjà arrivé que de telles menaces soient réalisées après être prononcées.

L'avocat choisit de revenir sur le fond : « Cette procédure commence à s'étioler, c'est pour ça que je tenais à amener cette affaire au fond, car au vu des faits commis à Bure, les opposants sont traités comme des citoyens de seconde zone sous contrôle « quasi-colonial ».

Ici il n'est pas question d'opposer la parole de M. x à celle des policiers. Car dans la plupart des dossiers de ce genre, j'ai des agents qui me disent une chose mais qui n'ont pas d'éléments probants. Je ne souhaite donc pas m'attarder là-dessus. »

Pour défendre qu'il n'y a pas eu rébellion, il s'appuie sur deux questions qui ont été posées à x par les gendarmes :

-« pourquoi t'es tu tapé la tête contre le mur? »

-« quel a été le but? »

Ces deux questions prouvent bien qu'il n'y a pas eu rébellion : x ne s'en prenait qu'à lui-même.

Il ajoute que le test d'alcoolémie avait pour but de savoir si x était « en mesure de comprendre la portée de ses droits : le condamner pour cela n'a donc strictement aucun sens.

Quant au refus signalétique, celui ci est une infraction qui sanctionne quelqu'un qui, étant dans l'impossibilité de justifier son identité, refuse par suite de justifier son identité. Or pour pouvoir sanctionner, il faut recevoir une autorisation du procureur, ce qui n'a pas été fait. Il s'agirait donc ici d'une infraction non constituée.

Enfin, et il reste le cœur de ce dossier qui doit être regardé en gardant en tête tout ce qui s'est passé avant : les menaces de mort. Selon lui, contrairement à ce que Monsieur Fleury avance, l'infraction n'est pas « parfaitement constituée » : il faut que les menaces soient directement proférées « à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique. »

Or aucune ne l'est ! Tout au plus, ACAB est-il un outrage mais pas une menace. Et la situation ne présentait aucun risque de dommage : x était attaché à un poteau tout au long de sa garde à vue.

Il a été ici fait le choix de trouver tout ce qui est possible de trouver contre celles et ceux qui se mobilisent contre un projet périlleux pour l'environnement. et comme les fonctionnaires de police ont vu que x avait été condamné pour les mêmes faits dans le passé, alors ils ont choisi cette infraction pour lui donner plus de poids.

« C'est un abus de pouvoir et un détournement de procédure »

L'avocat revient alors sur ses condamnations précédentes pour évoquer sa personnalité. Il invoque le droit à l'oubli pour des faits vieux de 14 ans. Il souligne que x est vice-président de l'association des sans domicile fixe. Il ajoute que, plutôt que d'aborder la question de la personnalité sous le point de vue du logement, de l'emploi et de l'insertion, il préfère produire l'attestation de M. Jacques Bérès (cofondateur de Médecins Sans Frontières) qui témoigne, dans une lettre, de l'investissement de x au sein des enfants du canal.

L'avocat conclut : « je ne pense pas que la personne qui vous est présentée aujourd'hui corresponde au portrait brossé par le dossier »

Le juge demande alors à x s'il a quelque chose à ajouter.

X répond : « pendant 7 heures je suis menotté à un poteau de béton dans une position inconfortable, et avec une opération récente à l'épaule. Et je récolte que moqueries et quolibets lorsque je demande à être détaché alors que j'ai très très mal. »

Le délibéré est fixé au 30 janvier 2018, à 9h, au tribunal de grande instance de Bar-le-Duc. Nous étions là au procès, nous serons là pour entendre le délibéré !

Face à un réquisitoire aussi lourd, nous ne laisserons pas notre ami aller seul au-devant d'une justice qui isole et individualise : nous vivons et luttons ensemble, le procès de l'un d'entre nous est donc le procès de l'ensemble d'entre nous !

On a eut la tête de VINCI mais le combat est très loin d'être fini !

Texte adressé par une compagne-e à des camarades en lutte au chiapas et ailleurs.

Salut aux médias libres !

Hola Compañer@s del Mx, del Chiapas y de los pueblos !

Comme vous le savez, près de Nantes, le projet d'aéroport privatif de VINCI est abandonné ! Ça, c'est fait !
Voici un [super récit de Nicolas de la Casinière sur cette incroyable journée](#).

Vous trouverez ici le [communiqué du Mouvement \(traduit en espagnol\)](#)

Ce communiqué comporte une partie peu compréhensible vu de loin, il concerne la route D281. Les lignes qui vont suivre sont un peu complexes, mais, je crois, nécessaires. C'est une analyse personnelle donc subjective de ce qui est en train de se jouer, mais je suis loin d'être la seule à avoir cette vision. N'hésitez pas à me questionner si des trucs ne sont pas clairs. Mon intention est juste de faire éviter que la lutte soit recyclée et ré-appropriée non par les camarades anticapitalistes du monde entier, mais par « l'Hydre Capitaliste » si rusée !

Certes VINCI a perdu mais ce n'est pas pour autant les « zadistes » qui ont gagné : c'est « en même temps » le capitalisme vert qui tente de faire une percée.

La zad, zone à défendre où se sont installés des dizaines et des dizaines de personnes pour la protéger au fil des années, est désormais sous double pression :

– Une pression externe : pour évacuer, voire expulser. Aujourd'hui prend place une présence policière autour de la zone qui commence à contrôler (sur [Twitter](#) et [Presse Océan](#)), qui va harceler les gens et tout faire pour « nettoyer » la zone des « squatteurs » afin qu'elle ne soit plus « une zone de non-droit » aux yeux du citoyen. Ces contrôles vont s'abattre en priorité sur les plus précaires dont les véhicules et les papiers sont loin d'être en règle. A force d'amendes et de retraits de permis (certains.e.s pourraient même passer en justice) l'ensemble sera incité à aller migrer ailleurs sous peine de matraquage général au printemps, chose que personne ne veut évidemment. La campagne de stigmatisation des « zadistes-parasites-de-la-société » continue en parallèle, hyper virulente aujourd'hui par esprit de revanche. Il est à craindre que des arrestations aient lieu dans le coin, peut-être même une intervention express sur un/des lieux ciblés de la zad afin de livrer un.e ou des coupables idéaux à la vindicte populaire qui se déchaîne, furieuse d'avoir loupé une guerre et la mise à mort de l'ennemi intérieur (du pain, du vin et des jeux 2.0...) Une fois ce nettoyage terminé, ce qui semble se dessiner est la « promotion » d'une zone agricole « pacifiée » servant le mythe de l'élève turbulent devenu professeur rentré dans les rangs pour former à une permaculture intensive, productive et rentable. La petite étoile verte nécessaire pour donner du galon à Macron face à Trump, Poutine et autres « super vilains » qu'il pourrait combattre en super-héro... Pardon, je m'égare dans un cauchemars « dystopique » comme dirait Damasio !

– Une pression interne : une partie du mouvement veut absolument « nettoyer » en « urgence » la D281 comme s'il y avait un contrat à validité temporaire à respecter avec l'Etat. Une sorte d'auto-gestion de du territoire et de la justice, ça pourrait être chouette, mais là c'est pas exactement ce qui se profile à cause de l'insistance, l'intransigeance et le chantage de certains.e.s, parasitant une nouvelle réflexion et de nouvelles pistes à l'aulne d'un abandon enfin concret et même pas encore digéré par tou.te.s !

Réhabiliter la route départementale (et non pas la libérer ou la ré-ouvrir) ça implique la réparation évidemment nécessaire des trous et bosses, les multiples nids-de-poule et dos-d'ânes, le retrait des chicanes (demi-barricades) désormais inutiles et le nettoyage des déchets entassés « en cas de besoin de projectiles »... tout en laissant de quoi limiter à une vitesse très lente puisque c'est désormais une zone d'habitations, et ce point est systématiquement minoré dans la balance. Mais cela veut aussi dire pour certain.e.s la destruction d'anciens ou actuels lieux de vie, de cabanes surréalistes d'anarchitecture (l'une a été incendiée il y a peu) et la disparition des vestiges les plus visibles du visage de la lutte le moins contrôlable. Peut-être que ces cabanes seront volontairement laissées par leurs occupant.e.s, peut-être qu'il y a moyen de les déplacer (les cabanes !) ... voire de déplacer un peu la route, après tout, qu'est-ce qui limite nos possibilités ? Mais celle-ci est devenue un véritable enjeu stratégique, telle une plaie qu'un chirurgien voudrait recoudre sans avoir compris que sa profondeur implique de la traiter avec l'ensemble du corps afin que le soin fonctionne. Il y a d'énormes pression de la part de certaines personnes, toutes tendances confondues, pour que la route redevienne « normale ». Parmi ces personnes il y a des paysan.e.s fatigué.e.s de galérer à manœuvrer quotidiennement pour passer. Et cela se comprend. Il y a des habitant.e.s, historiques ou non, sincèrement épuisé.e.s par la lutte et qui pensent qu'après ça, tout sera enfin terminé, qu'ils pourront reprendre le cours de leur vie et/ou qui aimeraient passer à un autre combat. Et cela se comprend. Il y a des personnes, d'ici ou d'ailleurs, qui se sont fait agresser sur cette route et ont besoin d'une justice à la hauteur de leur peur. Ces personnes sont rares, mais cela se comprend, tout autant. Et puis il y a des stratégies, sûrement, mais là, aucun moyen de savoir si elles sont justes ou non.

Mais il y a des personnes qui veulent commencer par nettoyer la route, puis les cabanes aux abords, puis les cabanes au milieu des champs, puis « nettoyer » toute la zone des vestiges de l'occupation, pas seulement des pneus et poubelles-pas-belles qui maculent tristement la campagne. L'ayant entendu de mes oreilles par un porte-parole d'une des composantes en qui j'avais plutôt confiance, ce n'est pas de la paranoïa, c'est concret et même une vision à plutôt court terme. Leur but est que chaque habitant.e paye loyer, factures, charges, dans des maisons, que les cabanes soient détruites... bref de faire cesser le squat et de légaliser la zone. Puis, sans doute, devenir une zone pilote d'agriculture éco-responsable, etc... la boucle est bouclée.

Et ce qui est le plus triste est que ces personnes n'arrivent pas à voir en quoi elles se conforment au besoin exact du capitalisme vert...

Je ne dis pas que cette route ne doit pas se transformer, je juste dis que le calendrier, la modalité et le langage utilisés ouvrent une brèche. Comme j'habite à Nantes, ville phare de la gentrification dans le but de devenir la capitale des smart-cities après avoir été le modèle de Ville Culturelle (artwashing) puis Capitale Verte (greenwashing), lorsque de chouettes personnes du mouvement me demandent le lâcher prise, de faire confiance et de calmer mon esprit critique, j'ai des années de trahisons dans mes cartons à leur montrer...

Vu l'implication, et l'imbrication, de tout ça, le mouvement se déchire et l'Assemblée de ce soir risque d'être douloureuse pour un lendemain de fête. Des mots assez terribles sont parfois employés, et des personnes que nous n'avons jamais vues en AG se permettent de parler au nom du mouvement, le plus hallucinant de tous étant quand même José Bové par qui j'apprends que ce week-end, la route sera libérée par l'ensemble du mouvement ! [edit : au final ce sera le cas dès lundi !] Rien de tel n'a été acté collectivement, mais l'avalanche de contournement des décisions qui semblaient avoir été prises à la dernière AG indique bien que celle-ci n'est plus qu'une tribune et en rien un organe décisionnaire. Bien évidemment la plupart des « invités officiels » des médias ont un cursus de personnalité politique éligible, comme si certains voulaient ressortir des cendres de leurs pactes passés avec feu le PS... mais n'est pas Khaleesi qui veut. Et la prédominance masculine de ces stratégies efface complètement la grande place des femmes dans cette lutte.

Voilà pourquoi je vous invite à faire circuler aussi ce texte ci-dessous, que je trouve très représentatif de la lutte sur la zone. Sans angélisme ni binarité, il tente de faire passer quelques notions primordiales comme le refus de l'urgence, la nécessité de préserver la diversité, et le besoin d'en appeler à l'intelligence collective, encore une fois. De nouvelles visions commencent à émerger, des informations émanant de sources diverses aux compétences variées, qui montrent une autre voie possible que la cautérisation brutale. J'espère sincèrement que notre mouvement ne tombera pas dans le même piège que celui qu'il a combattu : n'accepter qu'une seule vision d'un « projet » qui devrait bien plus être l'affirmation d'une nouvelle commune dans le bocage...

« [Lettre aux comités locaux, aux soutiens du mouvements, et à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans le mouvement contre l'aéroport et son monde](#) ([lecture audio](#), version espagnole en deuxième partie [ici](#))

L'[appel à rejoindre la zad le 10 février 2018](#) n'a rien perdu de son importance, le nombre d'humains venant protéger la zad de l'appétit vorace de « l'hydre capitaliste » sera un indice sur notre capacité à résister à la suite.

Le lendemain il y a une super invitation de l'Ambazada, vaisseau interlutttes-intergalctiques en cours de construction « [Appel à toutes les forces rebelles spatiales - Méta assemblée générale de l'Ambazada](#) »

C'est aussi chouette de recevoir des signaux de soutien de partout hein, pour celles et ceux qui ne peuvent venir, pensez à les transmettre à zad@riseup.net afin que le plus grand nombre puisse en bénéficier :D Si vous avez envie d'écrire des trucs, y'a de quoi illustrer par là ;)

La Lucha Sigue, Sigue !

Bizades.

[Bure] Les 3 et 4 mars, accordons nos montres contre l'Andra et son monstre

Week-end de renforcement de la forêt et rencontres intercomités à Bure dans le Meuse les 3 et 4 mars.

Bure : appel à contribution pour un livre d'or de la chute du mur

Salut à tou.tes

Le 13 février, deux amis passeront en procès au tribunal de Bar-le-Duc : ils sont accusés de la destruction du fameux mur de béton érigé par l'Andra autour de la forêt à l'été 2016. Quand on songe à la vague d'espoir et de joie, au sentiment profond d'unité et de force qui avaient accompagné ce moment historique, il est clair que nous ne pouvons pas ne pas réagir ! Nous sommes toutes des tombeurs de mur ! Des informations suivront donc bientôt sur ce procès scandaleux, et sur notre appel à mobilisation. Restez aux nouvelles sur vmc.camp !

D'ici là, nous vous invitons à mettre à profit les 21 jours qui nous séparent de l'audience, en rédigeant ensemble un **livre d'or de la chute du mur**. En une phrase ou en dix pages, que vous ayez été là ce jour là ou non, partagez vos souvenirs, dites-nous ce que cela vous a inspiré, et envoyez vos contribution à livredordumur@riseup.net.

Montrons leur que nous n'avons clairement pas vécu la même journée, ce 14 aout 2016, et que ce qu'ils voudraient réduire à une "déterioration" commise par deux personnes a en fait fait vibrer à l'unisson des centaines voire des milliers de personnes. Individus, collectifs ou associations, nous y étions tous et toutes, ou nous aurions voulu y être : faisons-nous entendre !

On compte sur vous !

A bientôt

Des chouettes hiboux

Perquisition matinale et arrestation d'un camarade mercredi 17 janvier.

Communiqué du Secours Rouge Arabe, Front Social 75 en soutien à Georges qui milite notamment dans ces deux organisations et qui est victime d'un énorme acharnement judiciaire malgré l'absence de preuves...

Mercredi matin 17 janvier 2018 à 4h30, dix policiers anti-terroristes et quatre policiers en civil ont violemment perquisitionné le domicile de notre camarade, Georges Louis, délégué syndical à la CGT, militant au sein du Secours Rouge Arabe (Al Inkad al Ahmar al Arabi), au Front Social Paris, à la Coordination contre la répression IDF et au collectif Stop-Précarité. La police a fouillé l'appartement durant 3h30, saccageant tout sur son passage. Pendant ce temps, Georges était menotté et séparé de sa compagne. Georges a ensuite été emmené au commissariat de la Plaine Saint-Denis.

Georges Louis avait déjà été arrêté le 10 octobre dernier lors d'une manifestation dans le cadre de la grève nationale contre les nouvelles lois anti-salariés du gouvernement de Macron. Il avait alors été détenu 3 jours et son procès avait eu lieu le 24 novembre dernier.

Puisqu'il n'y a pas d'élément nouveau depuis son procès, s'agirait-il de trouver dans ses lectures, ses choix musicaux ou ses documents des charges pour le faire rejurer et, cette fois, l'enfermer ?

Enfin, le 19 janvier, George passe en procès au tribunal de Bobigny. Un appel à rassemblement sur place avait circulé.

Il a été accusé d'avoir détenu et déposé un engin potentiellement incendiaire en gare du Bourget le 7 décembre 2015, et d'avoir détenu des éléments pouvant composer un engin incendiaire, le 17 janvier à son domicile.

Les experts ayant établi la non-dangereux du matériel en question, le tribunal - malgré la demande de la procureure d'une condamnation à 18 mois fermes - l'a relaxé pour l'un des motifs et condamné pour l'autre à un stage de citoyenneté à ses frais. Le parquet va sûrement faire appel, mais en attendant, et pour une fois, la justice a plutôt tranché en sa faveur face à l'absurdité des accusations.

Solidarité face à la répression et aux atteintes à la liberté syndicale, à la liberté de parole et de pensée

#NDDL - « Déchicanisation » : comme un malaise

"la zad sera la tomba del capitalismo"

Chère B,

J'entends bien que tu as participé en toute honnêteté, en toute conscience de militante, et non née des dernières pluies, comme quelques autres de mes lointain-e-s et proches, à un processus démocratique – ou du moins défini tel par la logique dominante - de discussion, aboutissant à la décision majoritaire de « dégager », sur le site de NDDL, l'emblématique ROUTE DES CHICANES : décision dont cependant tu dis toi-même craindre qu'elle ne génère des « accrochages » (ce qui signifie, à mes yeux : qu'elle ne cristallise des divisions, voire de violentes oppositions et fractures internes, ce qu'attend vraisemblablement le pouvoir). Je ne suis évidemment pas en position d'en contester la validité, ni d'en prédire les conséquences. Je n'ai, comme l'on dit, pas voix au chapitre.



Mais permets-moi de te soumettre, depuis mon (pas si) lointain Mexique, quelques interrogations et réactions.

1.

Pourquoi si vite ? Pourquoi devancer l'ultimatum du pouvoir ? Cela sent (pardon, mais j'ai le nez exercé) le marchandage occulte, les arrangements de sous la table. Qui réellement négocia avec qui ? Qui s'engagea à quoi ? Et surtout : Qui lâcha qui(s) dans cette affaire ? Qui a (ont) intérêt à « calmer le jeu » en perspective d'une « négociation » sur l'avenir de la ZAD », soit, sur l'occupation productive du territoire ? Et enfin : au prix de quel abandon ?

2.

Pourquoi une décision régie par le principe mathématique de la majorité, ce qui signifie : contre une minorité ? N'aurait-il pas été plus sage et plus conforme à la dynamique historique de NDDL, de se donner la peine (comme l'on fait dans les communautés indigènes du Mexique ou d'ailleurs, et particulièrement au sein du mouvement néo-zapatiste au Chiapas) de parvenir - et tant pis pour le temps que cela exige - à une décision UNANIME ? N'est-ce pas se soumettre au modèle frelaté de « démocratie » que toute l'expérience de NDDL précisément récuse ?

3.

Cette hâte à nettoyer la route, quels qu'en soit les motifs argumentables affichés, s'apparente, en termes tactiques, à déposer les armes avant qu'aucune garantie de paix n'ait été donnée par l'ennemi : erreur fatale comme l'attestent mille exemples historiques. Pour mémoire – pardon si je parle encore depuis le Mexique - : l'EZLN, quoiqu'engagée dans un processus pacifique, n'a jamais déposé les armes, consciente qu'elle est de l'absolue duplicité du pouvoir.

4.

En termes symboliques, cela me paraît franchement désastreux. Il y a comme un fantasme hygiéniste à l'œuvre dans cette opération. Effacer des traces, ce n'est jamais innocent. La route en question constitue l'une des plus fortes images (mémoire-trace-symbole) de la résistance, une forme concrète d'affirmer : « No pasarán »... S'empresse de vouloir la dégager, disponibiliser, normaliser, propriser, sous le prétexte de passer à une étape « constructive » (les précédentes ne le furent-elles donc pas ?), cela me semble vouloir effacer du même coup l'énorme portée de son nom même : route des CHICANES, c'est-à-dire des fragiles entraves, des « remparts de brindilles » que les exclus de l'ordre dominant, les impossibles, les irréductibles, les sans-titre et sans-nom, soit, comme dirait Eduardo Galeano, les NADIES, construisent, comme ils peuvent, avec des débris de métal rouillé, des pneus crevés, etcétera, pour l'empêcher d'avancer davantage, ne serait-ce qu'un temps, pour l'empêcher de parvenir à les écraser définitivement. Détruire les chicanes, c'est alors, toutes proportions évidemment gardées, comme démolir les vestiges des maisons bombardées pour reconstruire l'après-guerre dans une logique d'oubli. On sait aujourd'hui où conduisent les logiques d'oubli : à la renaissance de toutes les formes du fascisme.

5.

Je suis consterné par les propos, relayés par Europe 1, de Julien Durand, porte-parole de l'Acipa, justifiant la décision de dégager la route sur le thème 'tourner la page', (je ne sais pas si cette inquiétante expression est de lui ou des journalistes) :

"Puisque que le projet de Notre-Dame-des-Landes est abandonné, il n'y a plus de menace et nous ne sommes donc plus dans une phase de résistance. Désormais, il faut penser autrement, c'est-à-dire penser l'avenir de la zone pour qu'il y règne une bonne entente, une sérénité, et un dialogue pour aboutir à une vie quotidienne normale."

Ils me semblent d'un angélisme accablant – « bonne entente », « sérénité » = déni de toute dimension politique et du caractère éminemment fécond de la conflictivité inhérente à cette expérience communautaire hétérogène -, et par ailleurs gravement réducteurs : il ne s'agissait donc QUE de l'opposition au projet d'aéroport – et alors « on a gagné » - et non pas, en même temps et transcendant cette opposition, d'une expérience historique exceptionnelle et par essence a-normale, hors-norme, innormalisable, qui demeure, quant à elle, évidemment menacée ? Il ne s'agit donc plus de résister à l'ordre dominant (qui ne s'est pas miraculeusement aboli avec l'abandon du projet) en continuant de nourrir la « page », mais seulement de la « tourner » ? Seulement de revenir à « une vie quotidienne normale » ?

6.

Parlons, puisque l'occasion s'en présente, des rapports entre la « page » et sa/ses « marge(s) » : c'est un paradigme pertinent, tout aussi bien pour comprendre quelque chose dans l'histoire du long processus dit d'humanisation (qui nous séparerait, comme certain-e-s s'obstinent encore à croire, de ce qu'elles-ils nomment les bêtes) que dans celui de la construction (individuelle ou collective) d'une quelconque pensée, d'une quelconque pratique dans les sociétés humaines, ou dans celle des rapports sociaux eux-mêmes, et, surtout, DANS CE QU'IL EN RESTE POUR AUTRUI, c'est-à-dire dans ce que l'on transmet à celles et ceux qui nous survivront. Pages nettes, « mises au propre » (comme on disait à l'école), utiles à l'avenir, bonnes à communiquer, qui se taisent pudiquement ou bien obscènement (sacrifice rituel en forme de déni d'origine) sur leur envers, c'est-à-dire, en vérité, sur ce qui les nourrit et les fonde : ces marges sales, saturées de taches et de graphes informes ; ces marges honteuses que « l'ordre public » enjoint de s'effacer, dans le passage du brouillon au texte publiable. Or si c'est seulement la page que retient l'Histoire (ou du moins l'Histoire officielle), ce sont pourtant ses marges, et elles seulement, qui la font UNE histoire, NOTRE histoire.

7

L'une des dimensions essentielles de cette expérience n'était-elle pas qu'elle aura permis, comme et plus que

quelques rares autres, à des jeunes et moins jeunes « en rupture de système », c'est-à-dire porteurs de la plus belle, la plus saine espérance de sortir enfin, de forme « légale » ou non, mais de sortir EN ACTES, à leur propre manière, de ce cycle de mort qu'on nous impose pour seul destin, seul horizon possible - de se reconstruire comme sujets en reconstruisant collectivement, comme disent nos frères zapatistes, un « autre monde possible où trouvent place tous les mondes » ? Si ce sont eux qui doivent aujourd'hui, au motif apparemment consensuel du « désengagement de la route des chicanes », se trouver sacrifiés sur l'autel de la « normalisation » ou de la « pacification », alors, chère B., l'aventure exceptionnelle de NDDL tombera misérablement, pour notre plus grande honte, dans les tristes et lugubres poubelles de l'Histoire.

Janvier 2018

Marc Georges Klein

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Besançon : Fracas nocturnes

Les impacts, nombreux, ne sont pas passés inaperçus pour qui sait reconnaître les responsables de la misère et de l'exploitation.

Dans la soirée de dimanche à lundi, entre l'avenue Cuisenier et la place Flore à Besançon, une série de coups a déchiré la nuit, sous un vent terrible et une pluie battante. Citoyens vigilants et policiers n'ayant rien entendus, les vandales ont pu agir en toute quiétude et retourner se cacher dans l'obscurité de la nuit.

Près d'une quinzaine d'impacts ont été découverts sur des agences interim (3) et des agences immobilières (2). Comme souvent dans de tels cas, plainte a été déposée à la police. Mais contrairement à d'autres faits divers produits par cette société morbide, il est préférable de ne pas en parler dans les journaux, au cas où certaines personnes cibleraient leur rage contre les vrais responsables de leurs malheurs.

Plusieurs genres d'arme pourraient avoir été utilisés : barre de fer, clé à molette ou plus simplement marteaux de type bricolage. Selon toutes vraisemblances, les auteurs étaient déterminés à frapper fort et à causer le plus de dégâts possibles chez les défenseurs de la propriété et de l'exploitation salariale.

S'agit-il d'un règlement de compte d'ordre privé, d'anciens exploités en intérim, de mauvais payeurs de loyer harcelés et/ou foutus à la rue, ou d'individus en guerre permanente contre la misère et ceux qui en profitent... ?

Willy Frapp

Centre de rétention de Vincennes (Paris) : Vive la belle !

Le Parisien / lundi 22 janvier 2018

Depuis l'ouverture d'une nouvelle unité début décembre, **26 retenus administratifs se sont évadés**.

La passoire. Voilà comment est surnommée en toute simplicité la nouvelle unité du Centre de rétention administrative (CRA) de Vincennes, située dans le bois du même nom. Selon nos informations, 26 retenus s'en sont échappés depuis son ouverture le 6 décembre. Il y a quelques jours, la Préfecture de police l'a du reste fermée. Mais les évasions n'en finissent pas. « Des retenus fracturent des portes de l'unité la plus proche pour se rendre dans la nouvelle, soupire un fonctionnaire. C'est tellement simple quand on est à l'intérieur ».

Dernier exemple en date dans la nuit dimanche à lundi avec trois évasions. Et c'était déjà le cas quelques jours avant.

Cette fameuse « unité modulaire », où étaient retenues une soixantaine de personnes, a ouvert en catastrophe, au

lendemain d'une [évasion ratée](#) qui s'était terminée par un incendie spectaculaire.

« Le problème de l'unité modulaire, c'est qu'elle donne quasiment dans la rue, peste un fonctionnaire. Il suffit de casser une porte et de sauter une grille de 2,50 m pour se retrouver dehors. » « Les policiers sont tellement peu nombreux dans le CRA qu'ils ne peuvent pas surveiller correctement les retenus, ajoute le représentant d'Unité SGP Police. Et surtout, ils n'y sont même plus en sécurité. »

Le 31 décembre dernier, une grande évasion a même eu lieu dans l'unité passoire. « La veille, une dizaine de personnes étaient venues retirer leurs effets personnels au coffre, persifle un fonctionnaire. On se doutait bien qu'ils préparaient une évasion. » Les évadés parviennent à embrouiller un agent de propreté et lui volent son badge magnétique permettant d'ouvrir les portes. « Ils lui ont fait le coup du bonneteau », résume un policier. Dehors, des voitures attendent. Bilan : 17 évasions en une fois.

La Préfecture de police confirme qu'elle « a constaté ces dernières semaines que des personnes retenues avaient délibérément quitté le CRA de Vincennes en dépit de la surveillance du site ». Et de préciser que « des instructions ont été données aux effectifs de police sur place de renforcer la sécurité et la surveillance des bâtiments. » Suffisant pour que la passoire n'en soit plus une ? « Par ailleurs des mesures de rénovation immobilière et de modernisation des locaux sont actuellement en cours », ajoute la Préfecture de police. Les personnes qui se trouvaient dans la passoire ont été transférées dans l'ancienne unité incendiée, qui vient d'être réparée.

[Un drone au-dessus des manifs parisiennes !](#)

Curieuse rencontre lors de la manifestation [déclarée] contre les violences policières suivie de son cortège au parcours plus libre [non autorisé]. Au départ du lycée Bergson 75019, le 18 janvier 2018 à 18h.

La [manifestation au départ du Lycée Bergson](#), après avoir parcouru un peu plus de la moitié du parcours imposé par la préfecture, arrivait place du Colonel Fabien lorsque la majorité du cortège partait en heureuse sauvage se détachant des camarades et de fait du parcours imposé.

Cortège rapide et sautillant - crépitant même, si on l'indexe au rythme des explosions de ce feu d'artifice lancé une fois la sauvage engagée signifiant au ciel des désirs de révolution genre 14 juillet Boum, Paf, Krouf, Paf-Paf - quand justement cette nuit tombée d'hiver humide, par les belles lumières sises sur les bords de tous les véhicules embouteillés empêchaient les compagnies de CRS en nombre - au moins quatre compagnies,- de poursuivre ou même d'approcher les grappes déters des camarades partis manifester contre les violences d'État, capital et de police mêlée.

Mais curieusement les escouades de flics pourtant bien handicapées par la lourdeur, la non-fluidité de leurs « forces » se montraient particulièrement bien renseignées sur le parcours maintenant que nous leur imposions - élégant retour de bâton, même si improvisé.

Du Quai de Valmy jusqu'à ce que l'on décide d'une dispersion à Ménilmontant, les flics étaient là, vraiment en nombre - une vingtaine de cars de CRS, mais toutefois distants et statiques, il n'y eu aucune arrestation.

Encore un étrange scénario, si ce n'est qu'à la lecture du fameux [rapport du Défenseur de Droits](#) on y apprend que les CRS et autres EGM doivent essayer de garder le plus possible leurs distances d'avec les manifestants. Ce que le rapport omet de citer c'est l'emploi de drone(s).

Il y eut au moins un drone survolant toute la manif de manière fort discrète, furtive. Il ne fut repéré justement qu'au moment du lancé des feux d'artifices, envoyant les regards bien en l'air.

Où l'esprit du 14 juillet explosant en plein janvier a du bon. Il faudra s'en souvenir !

Ce n'est pas nouveau, on se rappelle du drone le 28 avril 2016 planant au-dessus de la grosse manif, mais depuis on en avait pas revu - pas ici. Et pas sur des départs en sauvages. Il est probable qu'un drone fut aussi employé lors de la manif sauvage elle aussi, partie de Rambuteau jusqu'à la rue de Rivoli le 17 janvier dernier : [Fête de la libération de la zad](#)

Qu'un beau feu d'artifice puisse descendre un drone cela pourrait être une prochaine expérimentation à prévoir.

Valence [Drôme] cente pénitentiaire 100 prisonniers contre le mouvement d'humeur des matons

dauphiné libéré du 24 janvier

hier matin , quelques heures avant la mise en place d'un nouveau blocage du centre pénitentiaire , deux surveillants étaient évacués vers le centre hospitalier Légèrement intoxiqués par les fumés d'un feu allumé par un détenu dans sa cellule du quartier » arrivant »

une centaine de détenus ont refusé e regagner leur cellule

vers midi, profitant de cette situation de sous- effectif, une centaine de détenus de la maison d'arrêt , ont refusé de regagner leur cellule après la promenade . Alertés, les [équipes régionales d'intervention et de sécurité](#) (Eris) de Lyon ont « ramené » le calme vers 17h30.

[lire aussi sur le blog attaque-noblogs.org](#) des mouvements de révolte dans les prisons ailleurs qu'au centre pénitentiaire de valence

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Témoignages de « famille » de prisonniers face aux mouvements d'humeur syndicale des matons

La situation s'est encore dégradée en ce début de semaine. Les CRS ont suspendu, quelques heures, le blocus des gardiens pénitentiaires, ce mardi, à Besançon. Ils sont venus ravitailler l'établissement en nourriture et en médicament. Un déblocage très temporaire. Depuis plus d'une semaine, il n'y a plus aucun surveillant à l'intérieur. Des policiers et gendarmes ont été mobilisés pour assurer la surveillance des détenus et la distribution des repas. De leur côté, les familles et proches de détenus se sentent pris en otage. Ils n'ont aucune nouvelle de leur conjoint, père, fils, ami.

« Ils ne peuvent même plus aller se doucher »

Il n'est pas rare, ces derniers jours, de voir attendre des personnes devant l'entrée de la maison d'arrêt. Et pour cause, beaucoup de familles n'ont pas été prévenues de la poursuite du blocage et patientent dans l'espoir, vain, de pouvoir accéder au parloir quelques minutes. Un rendez-vous qu'elles avaient pris depuis plusieurs jours.

« Il n'y a plus aucun surveillant à l'intérieur. Pendant un temps, ils n'ont même pas eu de repas, confie Angélique, angoissée d'avoir aucune nouvelle de son conjoint. En début de semaine, les robinets d'eau ont carrément été coupés, de peur que les détenus inondent leur cellule. Ils vivent eux aussi, un calvaire. Ils sont enfermés H24, toute la journée. Ils ne peuvent pas aller en promenade, ceux qui travaillent ne peuvent plus y aller. Même pour prendre une douche, c'est impossible, car elles sont situées à l'extérieur de la cellule et que*

personne ne peut les emmener. Et **_nous, familles de détenus, nous n'avons aucune nouvelle depuis plusieurs jours_, une lettre.** »

d'outes nouvelles de la guerre sociale [ici](#)

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

#NDDL: On veut du silence et du temps... Alors on se met en grève.

Le mouvement, dans son ensemble, n'a pas seulement reçu une victoire mais il a aussi reçu un cadeau empoisonné. On le savait. On le redoutait même.

Le chantage de nous faire nettoyer, choisir qui peut rester, légaliser, expérimenter sous les conditions d'un jury, etc. ce chantage ne nous fractionne que parce qu'il est imposé avec un calendrier INDÉCENT. Ce ne sont que des mots, et pour peu que nous nous en donnions le temps, nous avons toujours su comment ne pas les transformer en maux. C'est indécent d'exiger d'un mouvement qu'il fasse le sacrifice de son symbole le plus incontrôlable en deux semaines. C'est indécent d'exiger d'habitant.e.s qui sont quasiment tou.te.s sous le seuil de pauvreté de quitter des cabanes fabriquées, choyées et pleines de vies en quelques semaines. Et de leur imposer de dire merci, au revoir, et partir en ne faisant surtout pas de bruit, hein ! C'est indécent de ne même pas avoir 24h pour faire la fête à 50 ans de lutte. Cinquante ans, bon sang !!! Ça ne se range pas plus en un coup de baguette magique qu'en un coup de tonfa!



Alors oui les AG sont mouvementées. Mais nous ne vous en parlerons pas. Parce que ce qui s'y passe n'est pas ce pour quoi nous nous sommes battu.e.s.

Ce qui s'y passe ce sont des gens qui ont peur face à des gens qui ont peur. Diviser pour mieux régner. Bravo Jupiter ! Bravo l'Hydre Capitaliste ! Nous ne vous en parlerons pas parce que notre rôle ici, sur cette page, c'est de relayer les multiples visages de la lutte. Qu'ils soient éligibles ou cagoulés, qu'ils se nomment Marcel ou Camille. Nous ne vous en parlerons pas parce qu'un Machiavel en Chef veut nous faire marcher, toutes et tous, au pas cadencé. Veut que nous n'ayons qu'une seule tête. Pour mieux la couper. Mais c'est mal nous connaître ! Il nous faut nous retrouver. Il nous faut nous engueuler encore, il nous faut de multiples idées. Il nous faut votre aide aussi, pour nous renvoyer les lumières d'espoir qu'on a peut-être fait naître. Nous ne nous battons pas pour une route, ni pour des symboles. Nous nous battons pour que l'avenir de la zad ne soit pas dicté par ce que nous avons combattu.

Nous, équipe de diffusion, ne participerons pas à une communication uniformisée qui ne donnerait raison qu'à Macron. Alors on se met en grève. Et toc !

Quelques liens parfois même venus de l'extérieur qui nous qui éclairent :

Rémire-Montjoly (Guyane) : Contre le méga-projet industriel d'extraction d'or

Les bureaux de la société Montagne d'or, qui porte le méga-projet industriel d'extraction de l'or en forêt guyanaise, ont été pris pour cible au cours de la nuit du 18 au 19 janvier 2018, notamment par des jets de liquide rouge (ressemblant à du sang) lancés contre le bâtiment et une inscription disant « La sang de la Guyane ».



France : Brèves d'évasions depuis les prisons pour étrangers (décembre/janvier 2018)

Évasions à la pelle du centre de rétention de Vincennes (ou comment l'incendie ouvre la voie vers la liberté)

La presse locale nous apprend que les évasions s'enchaînent au centre de rétention de Vincennes. Tout part de [la nuit du 5 au 6 décembre, où une révolte incendiaire éclate et rend inutilisable l'ensemble de l'unité 3 peu après une tentative d'évasion de 7 retenus](#). A la suite de cette mutinerie, les retenus du bâtiment dévasté sont transférés dans un autre bâtiment qui, à la différence des autres, donne directement sur la rue et semble avoir quelques failles de sécurité. **Depuis le 6 décembre, ce sont au total 26 sans-papiers qui sont parvenus à se faire la belle**. Un flic affirme que des « retenus fracturent des portes de l'unité la plus proche pour se rendre

dans la nouvelle » et tenté l'évasion. La dernière tentative, qui remonte à la nuit de dimanche à lundi (du 21 au 22 janvier) a été une réussite pour trois retenus.

Dans la nuit de la Saint-Sylvestre, on apprend que 17 sans-papiers sont parvenus à s'échapper du centre fermé. Un flic peste, impuissant, en disant que « la veille, une dizaine de personnes étaient venues retirer leurs effets personnels au coffre [...] On se doutait bien qu'ils préparaient une évasion. ». Ce dernier détaille ensuite la méthode utilisée par les futurs évadés, qui ont réussi à embrouiller un agent de propreté et à lui dérober son badge magnétique permettant d'ouvrir les portes.

La préfecture tient à rassurer les flics en disant que tous les retenus de cette unité « passoire » vont être transférés dans l'ancienne aile dévastée, qui vient d'être rénovée et que des travaux de sécurisation vont avoir lieu dans les bâtiments en service.

Sète : les flics, ultimes obstacles pour gagner la liberté

Dans la nuit de lundi 8 janvier 2018, un retenu a tenté de s'évader du centre de rétention, situé dans le port de Sète. Pour ce faire, il n'a eu d'autre choix que d'assommer un flic, qui a dû être transporté à l'hosto, où deux points de suture ont été posés sur son crâne. Depuis, il souffre de maux de tête et de douleurs aux cervicales. Malheureusement, un autre keuf, présent dans les parages, a pu intervenir pour défendre son collègue et interpellé le retenu, non sans mal, avec l'intervention de nombreux autres flics. Le courageux a été placé en GAV pour cette tentative d'évasion.

France : Chronique des révoltes en prison contre la grève des matons

Quand les matons font grève et bloquent les prisons, les prisonniers trinquent et dans certains cas se révoltent : diminution voire suppression du temps de promenade, fin des activités sportives et/ou culturelles, refus de parloirs aux proches, aggravation des conditions de survie au sein de la taule (accès aux soins et à l'hygiène, approvisionnement en eau, etc...).

Le mouvement des geôliers (contre tous les risques que comportent leur sale métier) dure maintenant depuis plus d'une semaine, et il n'est pas rare qu'à l'intérieur jaillissent des révoltes. C'est qui s'est passé dans certaines taules, où des prisonniers se sont révoltés contre un quotidien rendu encore plus insupportable.

Jeudi 18 janvier à Fleury-Mérogis, plus d'une centaine de prisonniers ont refusé de réintégrer leurs cellules à l'issue de la promenade écourtée, qui se sont mis à taper sur les portes et à insulter le personnel. Cette insoumission des prisonniers s'est d'abord traduite au sein du bâtiment B1 en restant immobiles à l'issue de la promenade, ce qui a nécessité l'envoi des ERIS vers 10h30 pour rétablir l'ordre. Puis c'est au sein du bâtiment B2 que plus d'une centaine de prisonniers ont refusé de remonter dans leurs cellules après la promenade du midi. Là encore, l'AP a immédiatement eu recours aux ERIS pour mettre fin à la protestation, qui a duré plus d'une heure.

Samedi 20 janvier à **Maubeuge (Nord)**, la colère des prisonniers était encore plus palpable, à en croire un article de la Voix du Nord : c'est en fin de matinée que la mutinerie a commencé, lorsqu'**un groupe d'une vingtaine de détenus s'est rassemblé dans les coursives du bâtiment A2 et s'est mis à détruire des vitres et du mobilier, à entasser des poubelles et à déverser de l'eau savonneuse pour perturber toute intervention des ERIS ou autres. Par ailleurs, 70 autres mutins ont saboté les serrures de cellules dans trois autres ailes de la prison**, d'après un maton de Force Ouvrière. Cinq mutins présumés ont été placés en quartier disciplinaire.

Dehors, la colère gronde aussi du côté des proches et des membres de familles de détenus en raison de cette situation invivable qui dure depuis le début de semaine. « *On est venu mercredi et vendredi pour voir notre cousin, explique l'une d'entre elles. Ça nous a été refusé. On l'a eu au téléphone, à l'intérieur, ils n'en peuvent plus d'être coincés dans leur cellule. Ils sont énervés [...]* »

Le lendemain après-midi, la protestation des prisonniers s'est poursuivie à la prison de Maubeuge, où une quarantaine d'entre eux a refusé de regagner leurs cellules.



A Longuenesse (Pas-de-Calais), près de Saint-Omer, un détenu a agressé deux matons en début de soirée dimanche (21 janvier 2018), à l'aide d'un pied de table (une barre de fer de 80cm de long, de 5 cm sur 5 cm). Les deux souffrent de contusions au bras et ont passé quelques heures à l'hôpital. Le maton syndiqué FO, Julien Martin, n'a pas hésité à qualifier cette attaque de « guet-apens » et de « tentative d'assassinat ».

Mardi 23 janvier, 28 détenus de la prison de **Nantes** ont refusé de remonter en cellule après la promenade vers 17h, par crainte de se voir complètement supprimer les parloirs. A **Uzerche (Corrèze)**, il y a eu un début de rébellion dans la matinée après que l'ensemble des prisonniers s'est vu refuser l'accès à la cantine. Dans l'après-midi, un détenu mineur de la maison d'arrêt de **Pau**, énervé par le mouvement d'humeur des matons, frappait la porte de sa cellule à coups de pied lorsqu'une surveillante est venue lui ouvrir. Elle s'est mangée la porte en pleine face. Sonnée, elle a été immédiatement emmenée à l'hosto par les flics venus suppléer les matons en grève. Ces derniers sont suppléés la nuit par trois membres du groupe ERIS, les Equipes régionales d'intervention et de sécurité venus de Bordeaux, un policier de la Bac et deux officiers de l'ENAP, l'école nationale d'administration pénitentiaire, basée à Agen.

Dans la matinée de **mercredi 24 janvier** à **Epinal (Vosges)**, des détenus ont répondu par le feu au blocage des matons : certains d'entre eux ont multiplié les foyers d'incendie dans l'une des coursives de la taule. D'ailleurs, ce début de révolte a fait reprendre du service aux matons « en grève », qui ont épaulé pompiers, flics et ERIS pour rétablir l'ordre.

[Reformulé de divers articles de presse]

Communiqué de l'Amassada : 16 gardes à vue dans la lutte anti-transfo et éolien industriel

  publié le jeudi 25 janvier 2018 à 14:31 | . |

Mis à jour : le jeudi 25 janvier 2018 à 14:32

Mot-clefs: [Ecologie](#)[Répression](#)[Resistances](#)

Lieux: [camarès](#)[saint-afrique](#)

URGENT : 16 Gardes-à-vue lutte ANTI TRANSFO ST VICTOR !

Communiqué de l'Amassada, opposants à l'éolien industriel et au Transformateur de Saint-Victor-et-Melvieu (12)

Ce matin (25 Janvier), aux alentours de 6h30, plusieurs habitants des communes de Saint-Affrique et Camarès, ont vu leur sommeil interrompu brutalement par une série d'irruptions intempestives dans leur domicile.

Plusieurs dizaines de gendarmes s'y sont en effet déployés pour procéder à l'arrestation de 16 personnes. Cette opération militaire démesurée semble répondre aux refus commun de plusieurs personnes d'aller à une série de convocations ayant été distribuées peu après le court blocage le 12 décembre 2017 d'un chantier éolien industriel à Crassous (Saint-Affrique). Aucun lien n'ayant été établi entre ce blocage et les personnes

convoquées, les concernés avaient jugés peu pertinent d'obéir à ces injonctions, et avaient judicieusement fait connaître leur décision publiquement par voie de presse.

Cette opération démontre une fois de plus que le Procureur de Rodez ayant mandaté la troupe, fait, comme ses semblables, bien peu cas de la présomption d'innocence. Opération dont les méthodes rappellent vaguement celles de l'anti-terrorisme.

Nous appelons donc aujourd'hui à un rassemblement bruyant devant la Gendarmerie de Saint-Affrique à 13h00 mais aussi ce soir à 18h00 au "Lieu-Dit" (Saint-Affrique) pour organiser l'auto-défense juridique.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Tribune d'un collectif de détenus incarcérés à la maison d'arrêt des hommes de Fleury Mérogis

Nous, prisonniers, condamnés ou prévenus, enfermés à la maison d'arrêt de Fleury Mérogis, lançons un appel contre la conquête sécuritaire qui se joue en ce moment à travers les mobilisations des surveillants de prison dans toute la France. Cet appel vise également à construire une force collective entre les détenus en lutte et à l'extérieur. Depuis plusieurs jours, des surveillants de prisons bloquent les entrées des maisons d'arrêt, centrales et centres de détention du territoire français. Ici, à Fleury Mérogis, l'établissement est régulièrement paralysé depuis le début de semaine par plusieurs dizaines de surveillants, empêchant les parloirs avec nos familles, parfois venus de loin, empêchant les extractions dans le cadre des procédures judiciaires (bloquant les aménagements de peine), l'entrée des avocats, les cantines, les cuisines, le nettoyage et toutes les activités dédiées à la prétendue « réinsertion ». Leurs revendications sont simples, ils réclament plus de moyens et plus de sécurité pour le personnel pénitencier, ce qui se traduit concrètement par un armement généralisé des surveillants, l'imposition de menottes aux détenus lors de leurs déplacements hors des cellules, et des restrictions conséquentes de nos libertés et de nos droits, pour le peu qu'il en reste.

Leur mouvement fait suite à diverses manifestations supposées de violence depuis quelques temps, qui, si elles existent, ne sont que des actes isolés, bien souvent en réponse à une violence bien plus importante de l'institution carcérale et de l'État en général. Depuis une semaine, nous assistons à une surmédiatisation d'événements sporadiques et minimes sur toutes les chaînes de télévision, sur fonds d'antiterrorisme. Une insulte devient une agression, une bousculade un passage à tabac et un retard en cellule une mutinerie. Et nous voyons ainsi défiler ces mensonges sur BFM depuis le week-end dernier. Les surveillants et leur syndicat, interviewés par les médias, ont présenté la prison comme un « sanctuaire de criminels » où les détenus avaient « pris le pouvoir » dans des zones totalement abandonnées par les pouvoirs publics. Mais cette stratégie de désinformation ne s'arrête pas là et se couple à des actions bien réelles à l'encontre des détenus.

Ce jeudi 18 janvier au matin, alors que tous les parloirs avaient été annulés, que les activités n'avaient pas lieu et que nous étions séquestrés en cellule, sans information et sans même avoir été nourris, l'administration a finalement décidé, en réponse aux mobilisations de leur personnel, de lancer une nouvelle entreprise de terreur comme on n'en voit qu'en prison à l'encontre des détenus, et alors que rien ne s'était encore passé. Vers 11h, plusieurs dizaines de surveillants et d'Eris, armés, cagoulés et prêts à intervenir

étaient déployés dans toute la prison. Alors que les départs en promenade se faisaient sous pression, ponctués de coups de matraque et de bouclier, de fouille à nu arbitraires et d'insultes diverses, nous avons décidé de nous organiser contre ces violences gratuites, exercées pour satisfaire des surveillants en mal de reconnaissance. Sur le bâtiment D2, nous étions plus d'une centaine à refuser de réintégrer nos cellules à l'appel de fin de promenade, qui avait été réduite à 45 minutes au lieu des deux heures quotidiennes. Sur le bâtiment D1, c'est cette fois l'administration qui nous enfermait plus de 4h en promenade, pour prévenir un risque de blocage et en profiter pour fouiller une bonne partie des cellules. Dans les autres bâtiments, nous tentions plusieurs blocages, la plupart mis en échec par l'intervention violente des Eris.

À travers ces blocages, nous voulons exprimer notre droit à manifester, qui nous a été arraché lors de notre incarcération et nous voulons lancer un message vers l'extérieur, contre ce qui se joue en ce moment devant les prisons françaises : l'invisibilisation des violences quotidiennes à l'encontre des détenus - insultes régulières, coups, pressions administratives, les suicides réguliers, les piqûres forcées, les cellules en flamme comme à Fresnes il y a quelques jours, et même les viols, comme à la MAF ou à Meaux il y a quelques mois. Mais également, la stratégie des surveillants qui rappelle celle des policiers qui manifestaient illégalement, masqués et armés, en direction des lieux de pouvoir à l'automne 2016 au cri de « la racaille en prison ! », pour réclamer et finalement obtenir un nouveau permis de tuer.

À travers ces actes de résistance collective, nous nous mobilisons contre cette répression grandissante et contre l'entreprise sécuritaire de l'État pénal. Mais pour ce faire, nous avons besoin de construire une force collective, et que nos luttes soient entendues et relayées à l'extérieur. La violence, la vraie, elle est du côté de la prison, de la justice et de la police, qui frappent, séquestrent et légitiment ces exactions. La violence, c'est l'État. Nous ne sommes pas des bêtes, nous sommes des êtres humains, et nous refusons d'être enfermés et renvoyés à des faits qui feraient de nous des parias, sans droits et sans dignité. Nous en appelons aujourd'hui à toutes celles et tous ceux qui, à l'extérieur, luttent contre les violences d'État. Nos mobilisations sont vaines si nous ne sommes pas soutenus et si les acteurs des luttes actuelles ne se font pas écho de nos combats. En effet, nous payons le prix fort de ces blocages, la vengeance de l'administration est terrible, plusieurs personnes ont d'ores et déjà été envoyées au mitard, le quartier disciplinaire, et nous savons tous que nos conditions de détention seront rendues encore plus difficile, du seul fait d'avoir refusé ces injustices. Par ailleurs, nous avons besoin que des mobilisations fortes appuient nos mouvements, car l'administration sait qu'elle a les moyens de nous faire taire, en chargeant nos dossiers en vue de nos procès à venir ou en refusant nos aménagements de peine.

Ce texte ne s'adresse ni aux institutions, ni aux défenseurs des soi disant droits de l'homme et des politiques traditionnelles car à nos yeux, il n'existe pas de prisons « plus justes ». C'est un appel à toutes celles et tous ceux qui, au printemps 2016, se sont soulevés contre la loi travail ; car nous aussi, nous sommes les premières victimes d'une précarisation massive qui nous a contraint à choisir entre la misère et la prison. C'est un appel à celles et ceux qui luttent contre le racisme, car nous aussi sommes les premières cibles d'un racisme d'État qui enferme toujours les mêmes personnes, des jeunes non blancs, parqués dans les prisons françaises. C'est un appel à celles et ceux qui luttent

contre les violences policières, car nous sommes ceux qui subissent depuis toujours les violences des forces de police et nous sommes ceux qui se lèvent toujours lorsqu'un de nos frères tombe sous les coups ou sous les balles des forces de l'ordre.

Mobilisons-nous, à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons. Construisons une vraie force contre la répression en bloquant et en perturbant les institutions répressives et les politiques sécuritaires. Brisons le silence de la prison, et brisons les chaînes qu'elle nous impose.

Liberté pour toutes et tous.

Un collectif de détenus incarcérés à la maison d'arrêt des hommes de Fleury Mérogis.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Contre la grève des matons

Depuis plus d'une semaine une grève dure des matons touche une grosse partie des prisons françaises. Dans l'après-midi du mardi 23 janvier, à différents endroits de Toulouse, pendant quelques moments, la circulation a été perturbée avec le déploiement d'une banderole et une distribution de tracts dont le texte est reproduit ici.

Nous vous bloquons quelques instants.

Quelques instants, c'est pas grand-chose par rapport à celles et ceux qui sont bloqués 24h sur 24 et qui depuis une semaine subissent des conditions encore plus dures. Par rapport à ces personnes qui sont cloisonnées à à peine 25 km d'ici et partout en France. Pas grand-chose face à la réalité des prisonnier.e.s

Depuis une semaine, à la télé, à la radio ou dans la presse, on n'entend plus que les matons se plaindre de leurs conditions. À les écouter, les prisons seraient aux mains des détenu.e.s qui n'en feraient qu'à leurs têtes et ils risqueraient leurs vies chaque jour.

Jamais ils ne disent (et pour cause !) que ce sont eux qui ont le tout pouvoir au sein des taules, que ce sont eux qui mènent la danse et font filer droit, que le règlement et leur hiérarchie leur donnent toujours raison. Jamais ils ne parlent de ça, ni des sanctions disciplinaires, du mitard, des brimades et des 1001 humiliations de l'enfermement... Non ! Ils pleurnichent et se fâchent tout rouge même, car voyez-vous, ils voudraient « pouvoir travailler dans de bonnes conditions ». Alors, ils demandent « plus de moyens », « plus de personnels », et « plus de sécurité » histoire de s'assurer d'avoir le monopole de la violence en prison et de pouvoir exercer leur sale besogne sans être contestés. Mais la répression ne parvient pas toujours à casser l'esprit de révolte.

Que ce soit clair, nous ne sommes pas contre les grèves ou autres formes de contestations ! Au contraire, nous pensons même qu'elles sont nécessaires pour se débarrasser de ce monde qui nous tient par le fric et nous montent les unes contre les autres au nom d'une origine, d'une couleur de peau ou de l'appartenance à un sexe.

Mais là, pour tout vous dire, on s'en fout de leurs conditions de travail. La prison est une abomination qui sert à maintenir les privilèges des riches et la morale dominante. Les matons, en exerçant la répression, se sont mis de son côté. Il n'y a pas de solidarité possible avec ceux qui écrasent les autres pour s'en sortir.

Pour les détenu.e.s et leurs proches, ces grèves sont une galère sans nom. Souvent les blocages menés par les matons impliquent la suppression des parloirs, des promenades (2 x 1h par jour), des activités, mais aussi dans certains cas des douches et des repas chauds !

Face à cela, des grognes et des rébellions commencent à éclater dans les prisons. De ce que laisse percer la presse, ce sont les prisonniers de Maubeuge qui ont eu la bonne idée d'ouvrir le bal. Samedi une bonne vingtaine de taulards refusent de rentrer de promenade tandis qu'au même moment les serrures de 70 cellules sont bouchées avec les moyens du bord et empêchent le retour en cellules. Dimanche, rebelote à Maubeuge où une cinquantaine de détenus refusent de rentrer de promenade, savonnent le sol pour rendre difficile les interventions de délogement et s'adonnent à un peu de casse. À Séquedin, ce sont 160 prisonniers qui refusent de rentrer en cellules, suivis de près (120 détenus) par Fleury.

Ne les laissons pas seul.e.s

Pour un monde sans prison !

Grève des matons ? Feu aux prisons !

L'administration pénitentiaire et le ministère de la Justice se foutent bien de quelques blocages très limités dans le temps, car les matons n'ont pas le droit de faire grève (ils touchent pour cela une prime spéciale), et seuls ceux qui sont en repos ou en congé participent aux actions. Les détenus restent entre quatre murs, c'est tout ce qui compte. En revanche, lorsque la taule est bloquée, ça se traduit par une somme d'emmerdements pour les détenus : pas de parloirs, pas de douches, retard du courrier, pas d'extractions ni de visites médicales, suspension des « promenades » et des activités (sport, bibli...). Ce qui veut dire moisir dans la cellule toute la journée.

Lorsque les matons parlent de « surpopulation carcérale » (aujourd'hui la barre des 67 000 prisonniers est franchie), ce n'est jamais dans l'optique de vider les prisons, mais pour demander plus d'embauches, plus de moyens (en termes de salaires mais aussi en terme d'équipements sécuritaires pour la prison et pour eux-mêmes) et parfois, la construction de nouvelles prisons. Ces revendications, émanant de larbins vis-à-vis desquels il y a déjà des claques qui se perdent, aboutiraient donc à semer encore plus ce monde de murs, de barbelés et de barreaux, mais aussi à piocher abondamment dans la fameuse et nombreuse « armée de réserve du capital » (les chômeurs) pour en faire des gardes-chiourme au service de l'Etat.

Quand on sait en plus la facilité qu'ont ces salauds à provoquer directement la colère des détenus et à leur pourrir la vie, par une multitude de petites humiliations autant que par le tabassage pur et simple, on sera d'autant plus enragé par leur faux chantage à l'explosion toujours imminente des prisons afin de pousser l'AP à accroître le nombre d'uniformes. Feignant de comprendre et de compatir à l'exaspération des détenus, les matons en profitent pour...demander plus de matons.

Que notre colère noire puisse exploser des deux côtés des murs et les emporte, eux, l'AP toute entière, la justice, l'Etat et ses taules !

Et pour inspirer et encourager notre rage, quoi de mieux que les faits eux-mêmes :

Mi-mars, à Lorient, un surveillant voulant sonder les barreaux est blessé par un détenu. Le 10 avril, une mutinerie éclate dans la taule de Vezin-le-Coquet (Rennes) ; des détenus frappent un maton et lui subtilisent ses clés pour ouvrir les autres cellules, du produit vaisselle est répandu au sol pour freiner l'avancée des ERIS, des caméras de surveillance sont pétées, un incendie démarre. Après la répression de cette révolte, la justice isole quatre détenus, les accusant d'être les « meneurs » de la mutinerie, et les condamne à de lourdes peines (de un à cinq ans fermes). Fin avril, à Béziers, un détenu en fauteuil roulant parvient à frapper trois surveillants venus le

maitriser. Début mai, suite à une série de revendications des détenus (depuis novembre dernier), un prisonnier de Roanne met le feu à une cellule, des matons sont pris à partie et frappés par des détenus. Début mai toujours, des détenus du quartier maison centrale (QMC) de la prison de Lille-Annoeullin se retranchent dans un atelier où ils s'arment de ce qu'ils trouvent sur place pour se défendre. Deux jours plus tôt, un détenu s'était rebellé contre deux surveillants, leur causant des blessures graves. Dans la nuit du 3 mai, le restaurant des surveillants de l'ancienne prison de Loos-les-Lille est incendié, probablement volontairement, tandis que de nombreux tags insultant les matons sont retrouvés sur les murs d'enceinte. Le 9 mai, un détenu de la prison d'Aiton (Savoie) tente de s'échapper lors d'un transfert par les pompiers suite à une fausse tentative de suicide. Après avoir aspergé de gaz ses surveillants, il tente de rejoindre la voiture où l'attendent ses complices, mais est finalement repris. Le 10 mai, un homme s'évade lors de son transfert de Thionville (Moselle) au centre de détention d'Epinal (Vosges), profitant d'un arrêt sur l'autoroute, le cavaleur franchit les deux voies et disparaît dans la nature. Le même jour, un détenu de Fleury-Mérogis qui tente de s'évader pendant la « promenade » est repris à quelques mètres du dernier grillage séparant la taule de la cavale. Le 15 mai à la taule d'Argentan (Orne), un détenu qui vient de sortir du quartier d'isolement fout une pastèque à un maton. Le 18 mai, à l'occasion d'un tournoi de basket réunissant matons et détenus à Bercy, un prisonnier de Fleury-Mérogis parvient à se faire la belle, fêtant ainsi la première sortie de la nouvelle ministre de la Justice, qui venait prôner « formation et réinsertion ». Le 21 mai, la famille d'un mineur enfermé à l'EPM de Lavaur tente de rentrer en force dans la prison pour voir ce dernier, insultant les surveillants. Rebelote quelques jours plus tard, où trois personnes reviennent menacer de casser la gueule des matons et de tirer sur l'EPM, et se barrent quelques minutes avant l'arrivée des gendarmes. Le 23 mai à Nancy (Meurthe-et-Moselle), un détenu s'échappe lors d'un transfert au tribunal, il est repris quelques jours plus tard à la gare Saint-Charles de Marseille, suite à une dénonciation anonyme. Une semaine avant, dans cette même gare, un homme détenu à Mulhouse échappe aux gendarmes qui l'escortent depuis l'Alsace pour le TGI de Marseille, où il devait être présenté à un juge des libertés et de la détention. Le 29 mai, un détenu se fait la malle à Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), suite à un transfert en centre hospitalier. Il se rend le lendemain, exigeant de changer de prison. Le même jour, c'est à Roanne (Loire), qu'un détenu réussit à prendre la poudre d'escampette, en se glissant parmi les visiteurs sortant des parloirs. Le 30 mai, lors d'une extraction pour visite médicale, un détenu de la prison de Sarreguemines (Moselle) s'évade à l'aide de trois complices armés qui tirent sur le fourgon pénitentiaire. Le 30 mai toujours, les sept détenus du centre éducatif fermé (CEF) de Combs-la-Ville (Seine-et-Marne) se mutinent, taguent et cassent les vitres du centre. 25 000 euros de dégâts, le CEF doit fermer, comme en février et mars derniers, après de nombreuses destructions.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

[Toulouse] Journée de rencontres « Des femmes face à la prison » : regards croisés, vécus et luttes.

[[reçu par mail

[TOULOUSE] JOURNÉE DE RENCONTRES « DES FEMMES FACE À LA PRISON » : REGARDS CROISÉS, VÉCUS ET LUTTES.

PROJECTION – ÉCHANGES – TABLES DE PRESSE – REPAS – BAR ET CONCERT !

EL CAMBUCHÉ, _LES TROIS PASSANTS_, _BRUITS DE TÔLES_ et DES TOULOUSAINES ANTI-CARCÉRALES vous invitent à la 4ème journée de

rencontres, d'échanges et de débats « DES FEMMES FACE À LA PRISON » :
REGARDS CROISÉS, VÉCUS ET LUTTES.

RENCONTRE – DÉBAT autour du documentaire anti-carcéral réalisé au Mexique « ILS NOUS ONT VOLÉ NOS NUITS » tissé collectivement avec 11 femmes mexicaines. Débat en présence de femmes ayant vécu la prison en France.

LA RENCONTRE EST OUVERTE À TOUS ET TOUTES, L'IDÉE ÉTANT DE PARTAGER ET DE CONNAÎTRE DES RÉALITÉS DIVERSES, DES VÉCUS, DES EXPÉRIENCES ET LUTTES CONTRE LA PRISON, L'ENFERMEMENT, L'ISOLEMENT, LE SYSTÈME CARCÉRAL...

LE DIMANCHE 11 FÉVRIER 2018 – À PARTIR DE 12H30

LE HANGAR

8 BIS RUE DE BAGNOLET

31100 – TOULOUSE

MÉTRO : ARÈNES

Cliquez ici pour télécharger le flyer (programme):

<https://liberonsles.files.wordpress.com/2018/01/flyerfemmestoulouse3.pdf>

Au fil du temps nous avons observé la lutte incessante, la résistance et le travail que mènent les femmes dans et hors les prisons, comme tisserandes de la mémoire contre l'oubli, mais aussi comme porteuses d'une lutte infatigable contre le système judiciaire et pénitentiaire.

Cependant, et y compris dans nos propres espaces leur existence et leur combat sont méconnus. C'est pourquoi, dans ce documentaire, sans fabriquer une vision innocentante et victimisante, nous avons ouvert un espace de paroles à ces femmes confrontées à l'enfermement, à l'humiliation, à la maltraitance du corps, à la torture sexuelle, au harcèlement, à la stigmatisation et à l'hypothétique « justice ». Elles nous rappellent la valeur de la lutte, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des geôles. Nous en parlerons ensemble.

POUR FAIRE MIROIR, ÉCHANGER ET PARTAGER DES RÉFLEXIONS, DES FEMMES AYANT VÉCU LA PRISON EN FRANCE PARTICIPERONT À CETTE JOURNÉE. C'EST À TRAVERS LEURS VOIX ET LEURS RÉFLEXIONS QUE NOUS VOULONS ABORDER CES SUJETS ET TROUVER LES CHEMINS, LES ESPACES, LES MOMENTS ET LES ACTIONS POUR LA LIBERTÉ.

AU PROGRAMME :

À PARTIR DE 12H30 – ACCUEIL et BRUNCH à prix libre

À 14H00 – PRÉSENTATION de la journée et présentation des intervenantes /
RENCONTRE – DÉBAT autour du documentaire anti-carcéral réalisé au Mexique « ILS NOUS ONT VOLÉ NOS NUITS » tissé collectivement avec 11 femmes mexicaines. Débat en présence de femmes ayant vécu la prison en France.

À 14H30 – PROJECTION DU DOCUMENTAIRE : « ILS NOUS ONT VOLÉ NOS NUITS », documentaire collectif filmé récemment au Mexique comme un outil de lutte anti-carcérale et contre l’oubli. (1H10)*

À 16H00 – DÉBATS ET ÉCHANGES : COMMENT LA PRISON S’EMPARE DE LA VIE DES FEMMES ; discrimination systématique, rôles assignés, appropriation du corps / LUTTES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES ; l’importance de tisser des réseaux anti-carcéraux pour faire face à l’enfermement, la taule, l’isolement, la société carcérale...

À 18H30 – APÉRO – REPAS ET CONCERT avec:

– _FANDANGO MANO Y VUELTA_ « Son Jarocho » venu du Golf du Mexique et nourri d’influences européennes, africaines et indigènes.

BRÈVE PRÉSENTATION DES INTERVENANTES :

– ANNELYSE BENOIT : _« incarcérée fin des années 80 durant quatre ans dans le cadre des diverses procédures contre Action directe. À ma sortie, avec d’autres ex-prisonnier-e-s et prisonnier-e-s, création de la Commission pour l’organisation des prisonniers en lutte (Copel), collectif anti-carcéral qui éditait le journal « Rebelles ». Par la suite, mon engagement politique et ma solidarité envers les militants emprisonnés m’ont amenée à visiter plusieurs d’entre elles/eux incarcérés pour de longues peines. La solidarité à perpétuité. C’est encore le cas aujourd’hui. »_

– CHRISTINE RIBAILLY : 47 ans, enfin sortie le 22 décembre 2016 après quatre années de dédale pénitentiaire (17 transferts dans le nord de la métropole). Christine était incarcérée depuis novembre 2012 pour diverses condamnations d’outrages et rébellions envers des flics et des matons. Rentrée pour quelques mois, elle est finalement restée plus de quatre ans en détention dont plus de la moitié en quartier disciplinaire et beaucoup en isolement. En prison, cette bergère se rebelle contre l’autorité pénitentiaire, et en paye le prix : 17 condamnations judiciaires et près de 120 procédures disciplinaires. Tout son dossier crie sa haine de l’institution pénitentiaire.

– SYLVIA : _« 41 ans, fille de braqueur issu du gang de la banlieue sud de Paris, femme de prisonnier et ex-prisonnière une irrécupérable aux yeux de la société une enfermée dehors par procuration ou une délinquante au casier judiciaire avec mention puisque j’ai, parmi d’autres chefs d’inculpation, l’association de malfaiteurs ... La prison ? 34 ans de ma vie, quand je suis rentrée en détention je la connaissais déjà, pourtant je n’avais visité que mon papa et en m’enfermant on ne m’a appris qu’une chose : ne plus en avoir peur mais la combattre en dénonçant sans tabou ce système carcéral qui détruit beaucoup....»_

*« ILS NOUS ONT VOLÉ NOS NUITS » [Nos robaron las noches]

Ce documentaire collectif, réalisé au Mexique en octobre 2016, est un outil de lutte anti-carcérale. C'est un documentaire fait maison, avec nos propres moyens, par des personnes solidaires et non spécialistes. Sa réalisation a été rendue possible grâce à la complicité de mères, de compagnes, de femmes solidaires, de filles de prisonnier.e.s et d'ex-prisonnières, et la participation de La Voix des Zapotèques Xiches en Prison de Oaxaca, du Groupe de Travail Nous ne sommes pas tous et toutes là du Chiapas, de La Croix Noire Anarchiste de Mexico et du groupe Les Trois Passants de Toulouse.

Dans ce documentaire, 11 femmes témoignent de la manière dont la prison s'empare de leurs vies. Elles expriment leurs vécus, leurs luttes et comment elles en sont arrivées à une position anti-carcérale.

NOUS PROFITONS DE CETTE INVITATION POUR RELAYER LES ÉVÈNEMENTS SUIVANTS:

Pièce de théâtre « PISSER DANS L'HERBE ». Mise en scène : Marie-Paule GUILLET, Interprétation : Philippe GIAI-MINIET, Texte de Christine RIBAILLY et Philippe GIAI-MINIET

LA PIÈCE DRESSE UN TABLEAU QUI INTERROGE LA JUSTICE, L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE ET LES MODES RÉPRESSIFS PRÉCONISÉS DEPUIS TOUJOURS.

SUIVIE D'UN DÉBAT AVEC CHRISTINE RIBAILLY

– À TOULOUSE LE 9 FÉVRIER À 19H30 : Organisé par La Troupe de théâtre « Les Morphaloups » à la Maison de quartier de Bagatelle, 11 impasse du bachaga Boualam, Toulouse – Métro ligne A / Bus 13 : arrêt Bagatelle (Prix Libre)

– À GAILLAC LE 16 FÉVRIER À 20H : Organisé par Le Comptoir du Chinabulle, 47 rue du Château du Roi , 81600 – Gaillac (Prix Libre)

Les trois passants

<https://liberonsles.wordpress.com/>

À bas les murs des prisons !

La lutte durera jusqu'à ce que nous soyons tous et toutes libres !

Rassemblement en solidarité avec les prisonniers en lutte devant la MAH de Fleury-Mérogis samedi 27 janvier 13h

Depuis une dizaine de jours les syndicats de matons sont en grève. On est habitué à les entendre pleurnicher mais cette fois, ils passent à l'acte et de manière durable. En cause une agression d'un maton par un détenu. Que les matons (comme les flics) soient la cible « d'agressions » est inhérent à leur condition : ils sont le bras armé du pouvoir. Et c'est autant une manière hypocrite de cacher les violences quotidiennes dont ils sont les acteurs.

De la plus simple humiliation aux personnes battues à mort : nous ne sommes pas dupes et nous savons parfaitement qui en prison subit la violence et ce n'est certainement pas les matons...

Dans un système où l'alternative se trouve entre galérer pour quelques miettes ou la taule pour qui d'une manière ou d'une autre essaye de se débrouiller, y compris de manière illégale, pour sortir de la misère dans laquelle les Grands de ce monde voudraient nous voir rester sans broncher. Parce que oui, les prisons sont remplies de « délinquants économiques ».

Les matons, avec ce mouvement demandent la reconnaissance de l'État et de la société pour leur boulot infâme, puisqu'ils sont, à juste titre, méprisés par tous, y compris par leurs propres maîtres ! Donc ils bloquent les prisons, une manière de se venger encore sur tous les détenus et leurs proches, de leur faire payer.

Ce sont des retards voire des annulations de parloirs, pas d'extraction pour les audiences, peu ou pas d'accès aux soins, aux promenades ou aux activités etc.

Un peu partout les détenus mais aussi leurs proches à l'extérieur, s'organisent pour se défendre et faire sortir au delà des murs ce qu'ils subissent. Des détenus refusent collectivement de remonter en cellule et les familles président les abords des prisons.

Hier un communiqué est sorti de la MAH de Fleury-Mérogis et nous leur répondons par notre solidarité active : nous serons donc devant la prison de Fleury-Mérogis à partir de 13h aux côtés des familles et face aux matons pour leur montrer que non, les prisonniers ne sont pas seuls et leur rappeler que le seul moyen pour eux de ne plus être agressés c'est de changer de métier !

Solidarité avec les détenus en lutte !

Les prisons en feu, les matons au milieu !!!

Rassemblement devant la MAH de Fleury-Mérogis, samedi 27 janvier à partir de 13h

Pour s'y rendre en transport en commun :

* bus 109, direct depuis la porte d'Orléans : départ à 12h20- arrivée à 13h00 à la MAH (le suivant 50' plus tard, donc faut pas le louper !)

* RER C ou D, jusqu'à Juvisy prendre la sortie Condorcet et prendre le bus DM05 : départ 12h23- arrivée à 12h51 à la maison d'arrêt des hommes (le suivant 40' plus tard).

* RER D direction Corbeil-Essonnes jusqu'à Grigny Centre. Puis prendre le bus 510 à la gare RER : départ 12h17- arrivée à la maison d'arrêt des hommes à 12h35 ; ou le suivant départ à 12h47, arrivée 13h05.

Pour s'y rendre en voiture :

* Depuis le périph' suivre la A6 en direction d'Évry, puis prendre la sortie n°7 Fleury-les-Aubrais. Suivre l'avenue Victor Schoelcher puis avenue du Docteur Fichez (entre 2 ronds-point), la maison d'arrêt est indiquée sur la gauche.

Ils veulent expulser une de nos Zones à défendre, silencieusement ! No pasaran !

Nous comprenons que nos modes d'existence et de résistance ne vont pas dans le sens du poil des plus puissants, des plus dominants et virulents de ce monde, souvent plus près de nous que l'on pense... Aujourd'hui, nous faisons face à une répression assez mesquine au sein du mouvement d'occupation, par une force commune d'intérêts personnels qui impose ou manipule l'apolitisation pour pouvoir commencer des potentielles

négociations portées par le PARTI dominant, et méprisant dans le mouvement "anti-aéroport", très représenté dans l'AG des usages. Souvent appuyé par beaucoup de formes d'oppressions intellectuelles, élitistes imposées et organisées par différents groupes et individus, d'un élan autoritaire, discriminant et fascisant. Par des menaces, coups de pression individuels ou collectifs, mensonges, des sabotages et détournements d'outils collectifs.

Le PARTI tente de réprimer l'expression contestataire et parfois radicale de la zad. Cette expression incontrôlable et militante qui s'affirme assez fort contre l'État avec laquelle le PARTI veut négocier. Ils veulent négocier un certain confort d'avenir égoïste, comme la normalisation de la zone et ses activités et pour certains privilèges "communs/collectifs" au mépris de beaucoup d'opprimé-e-s de l'État et ses institutions, mais surtout au mépris des camarades en lutte ici et ailleurs.

Ielles sont venu-e-s en vitesse et avec une force virulente le lundi 22 janvier pour virer une grosse partie de la d281. C'était un moment très confus pour beaucoup de gens présent-e-s. Des gros rapports de force asymétriques appuyés par une mauvaise foi et des intentions agressives, mais aussi des moments de médiation forgés par celles et ceux qui ne voulaient pas que ça parte en guerre ; pour d'autres un moment très enrageant ou frustrant, surtout déprimant. Quoi que donnent les négociations, au final l'État n'acceptera pas une voix subversive depuis cet endroit, mais il y en a qui croient encore qu'ils pourront négocier sans confrontation avec l'État.

Si aujourd'hui une partie de l'occupation se plie et danse déjà aux menaces des coups de fouet par la préfecture et ses chefs d'État avant même le début de quelconques négociations, ça laisse imaginer la direction que pourraient prendre les prochaines étapes de nos vies, et celle de la zone à défendre et autres luttes contre le monde qui voulait cet aéroport. Il existe encore un enjeu majeur. L'enjeu à garder des terres et nos quotidiens libres et solidaires, hors des griffes de l'État, hors des cadres, hors du système, de manière à continuer à nourrir les résistances contre ce monde qui impose une éducation de servitude, une consommation suicidaire, des activités polluantes, des comportements destructeurs, des méthodes oppressantes et un spectacle de démocratie-libérale discriminatoire dont nous n'avons aucune intention d'en redevenir prisonnières ou complices.

Le possible que la zad permet, c'est d'expérimenter des réalités et structures autonomes ou créatrices qu'on imagine, construit et défend, ensemble, en mode affinitaire ou non, par nos rencontres, conflits et découvertes hors des normes et des cadres imposés, certains individuellement, d'autres collectivement, d'autres pour les partager ailleurs. Pour une grande part d'entre nous en essayant d'être conscient-e-s des réalités sensibles et des visions des autres, en restant ouvert-e-s à l'idée qu'on a tou-te-s des vécu-s, cultures et principes différents. Mais ce n'est hélas pas le cas pour tout le monde sur cette zone, il y en a qui pensent qu'ils savent mieux gérer nos vies et prendre des décisions pour nous.

Il existe une part du mouvement qui lutte contre le monde auteur de ce projet d'aéroport inutile et abandonné, la part qui critique ouvertement, par principes, qui questionne par l'éthique ou par des formes d'actions directes créatives, la collaboration et la complicité d'autres composantes avec nos ennemis destructeurs, exploiters ou oppresseurs. Les ennemis contre qui ils prétendent aussi résister et dénoncer. Cette forme de critique déplaît particulièrement aux bénéficiaires du maillage étatique néo-colonialiste; surtout la frange patriarcale, autoritaire et exploitant sur et autour de la zone. Il faut rentrer dans l'image totalitaire du mouvement anti-aéroport et la région pour être accepté-e et pouvoir rester.

On est nombreux-ses à vouloir tenir et défendre les routes et les terres expropriées sur la zad et continuer à y avancer avec des projets émancipateurs et cultiver avec celles et ceux qui y passent et partagent des principes horizontaux, partageurs et inclusifs, mais nous faisons face à des pressions et des forces asymétriques et nous ne pensons pas pouvoir tenir seul-e-s cette brèche fertile et ces structures horizontales sur la zad dans la durée

sans des forces à la hauteur de la menace. Des structures servant d'habitats, de lieux de convivialité, de rencontres, d'organisation, de lieux d'échanges intergalactiques qui ont besoin d'imaginaires sans cesse renouvelés. Même si les pressions et repressions nous affaiblissent moralement ou physiquement à certains moments, pour parfois au final se voir réprimer ou expulser selon la volonté d'un État, nous continuerons à résister, subvertir et à attaquer ce monde de violences par tous les moyens et à construire un monde différent. La zad est partout !

Nous invitons tout le monde à exprimer vivement sa solidarité déterminée avec la zad et dans nos espaces, ceux des anarchistes, des revolté-e-s, des animaux sauvages, des pirates, des squatteur-euse-s, des émigré-e-s, des enragé-e-s, des autonomes, des electrons libres, des réprimé-e-s, des exilé-e-s, des rebel-le-s, des exclu-e-s, des apatrides, celles et ceux qui ont défendu les zads et d'autres taz (zones autonomes temporaires) ou squats pour des idées et pratiques qui dérangent les pouvoirs, les dominants, les privilégiés et les aménageurs. Nous vous invitons à faire vivre les zads et des lieux ailleurs pour arroser les graines de révolte et de solidarité avec toutes les résistances en lutte contre un monde totalitaire qui s'impose. Ne les laissons pas expulser nos idées, nos vies souvent fragiles, nos conflits face aux oppresseurs et aux structures de leur monde. Ne les laissons pas nous expulser de nos environnements libérés, autonomes et anarchistes, par les pressions et complicités locales des entités fascistes, autoritaires, libérales et citoyennes, par les menaces psychologiques, par les intérêts de la propriété privée ou par les forces meurtrières de l'État.

Nous avons combattu ensemble les pouvoirs d'État et son monde capitaliste et libéral, à la zad et ailleurs en 2012, et bien avant, continuons aussi en 2018 sur la zad et partout où nos forces convergent, où les possibilités se présentent... Restons incontrôlables, libres et sauvages!

S'ancrer à la zad le 10 février : le projet d'aéroport a donc été, enfin, abandonné, nous vous invitons donc à fêter la victoire avec nous sur ce territoire que notre lutte a protégé des appétits carnassiers des bétonneurs. La lutte continue, car il faudra défendre l'avenir de la zad contre celles et ceux qui voudront en faire un territoire normalisé. Venez vous organiser, vous amuser, vous émanciper, vous révolter, venez partager et construire les avens pour la zone à défendre à Notre-Dame-des-Landes et ailleurs !

"Nous ne sommes rien si nous marchons seuls; nous sommes tout quand nous marchons ensemble au pas avec d'autres pieds dignes", Subcommandante Marcos, zapatista

- **Lettre aux comités locaux, aux soutiens du mouvements, et à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans le mouvement contre l'aéroport et son monde**<https://fr.squat.net/2018/01/17/notre-dame-des-landes-lettre-aux-comites-locaux-2/>

- **À propos de la présence des flics autour de la #ZAD de #NDDL**<https://nantes.indymedia.org/articles/39833>

- **#NDDL - « Déchicanisation » : comme un malaise**<https://nantes.indymedia.org/articles/39868>

- **Site de la lutte contre l'aéroport et son monde**<http://zad.nadir.org> - zad_at_riseup.net

- **Radio Klaxon : radio pirate diffuser localement sur 107.7FM et 97.5FM et en stream sur le web**<https://radioklaxon.antirep.net> - radio.klaxon_at_riseup.net

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Toulouse : Contre la grève des matons

Nous vous bloquons quelques instants.

Quelques instants, c'est pas grand-chose par rapport à celles et ceux qui sont bloquées 24h sur 24 et qui depuis une semaine subissent des conditions encore plus dures. Par rapport à ces personnes qui sont cloisonnées à à peine 25 km d'ici et partout en France. Pas grand-chose face à la réalité des prisonnier.e.s

Depuis une semaine, à la télé, à la radio ou dans la presse, on n'entend plus que les matons se plaindre de leurs conditions. À les écouter, les prisons seraient aux mains des détenu.e.s qui n'en feraient qu'à leurs têtes et ils risqueraient leurs vies chaque jour.

Jamais ils ne disent (et pour cause !) que ce sont eux qui ont le tout pouvoir au sein des taules, que ce sont eux qui mènent la danse et font filer droit, que le règlement et leur hiérarchie leur donnent toujours raison. Jamais ils ne parlent de ça, ni des sanctions disciplinaires, du mitard, des brimades et des 1001 humiliations de l'enfermement... Non ! Ils pleurnichent et se fâchent tout rouge même, car voyez-vous, ils voudraient « pouvoir travailler dans de bonnes conditions ». Alors, ils demandent « plus de moyens », « plus de personnels », et « plus de sécurité » histoire de s'assurer d'avoir le monopole de la violence en prison et de pouvoir exercer leur sale besogne sans être contestés. Mais la répression ne parvient pas toujours à casser l'esprit de révolte.

Que ce soit clair, nous ne sommes pas contre les grèves ou autres formes de contestations ! Au contraire, nous pensons même qu'elles sont nécessaires pour se débarrasser de ce monde qui nous tient par le fric et nous montent les unes contre les autres au nom d'une origine, d'une couleur de peau ou de l'appartenance à un sexe.

Mais là, pour tout vous dire, on s'en fout de leurs conditions de travail. La prison est une abomination qui sert à maintenir les privilèges des riches et la morale dominante. Les matons, en exerçant la répression, se sont mis de son côté. Il n'y a pas de solidarité possible avec ceux qui écrasent les autres pour s'en sortir.

Pour les détenu.e.s et leurs proches, ces grèves sont une galère sans nom. Souvent les blocages menés par les matons impliquent la suppression des parloirs, des promenades (2 x 1h par jour), des activités, mais aussi dans certains cas des douches et des repas chauds !

Face à cela, des grognes et des rébellions commencent à éclater dans les prisons. De ce que laisse percer la presse, ce sont les prisonniers de Maubeuge qui ont eu la bonne idée d'ouvrir le bal. Samedi une bonne vingtaine de taulards refusent de rentrer de promenade tandis qu'au même moment les serrures de 70 cellules sont bouchées avec les moyens du bord et empêchent le retour en cellules. Dimanche, rebelote à Maubeuge où une cinquantaine de détenus refusent de rentrer de promenade, savonnet le sol pour rendre difficile les interventions de délogement et s'adonnent à un peu de casse. À Séquedin, ce sont 160 prisonniers qui refusent de rentrer en cellules, suivis de près (120 détenus) par Fleury.

Ne les laissons pas seul.e.s

Pour un monde sans prison !

Un soir de janvier à Paname

reçu par mail / vendredi 26 janvier 2018

On se promenait dans les quartiers des riches lundi soir et on cherchait un moyen de gâcher leur sommeil. On ne veut pas attendre sagement une hypothétique révolution qui viendra peut-être on ne sait pas trop quand et on ne sait pas trop comment, comme si elle devait tomber du ciel. Une révolution qui n'arrivera probablement pas si on se limite à l'attendre sagement. On s'est dit qu'on veut rendre coup pour coup maintenant, détruire un

peu de ce qui détruit petit à petit nos vies, enferme nos désirs.

Plongés dans ces pensées nous sommes tombés sur une grosse BMW d'un corps diplomatique, au début de la rue Cardinet.

Inutile de le dire, la caisse de luxe est partie en flamme en quelques minutes !

Une pensée pour Krème condamné pour le barbecue sauce bleusaille, à qui l'État veut faire payer ce printemps émeutier de 2016. Une pensée pour les prisonnier.e.s qui ripostent aux matons, ces jours-ci.

Solidarité avec les compagnon.ne.s sous procès pour l'opération scripta manent en Italie, solidarité avec Lisa emprisonnée en Allemagne !

Liberté pour tou.te.s, vive l'anarchie !

Thessalonique : Communiqué de Libertatia suite à l'incendie de leur squat par des fascistes

Environ deux heures plus tard, un groupe de 60-70 fascistes a attaqué notre squat avec des cocktails Molotov et des fumigènes, provoquant l'incendie. A ce moment il n'y avait personne dans le bâtiment car on était au rassemblement à Kamara. Tout au long de l'attaque, en dehors du squat il y avait des flics en civil et un camion de CRS garé à côté qui ont couvert l'attaque sans intervenir. Les voisins ont réagi en sortant aux balcons et criant contre les fascistes, qui à leur tour ont répondu avec des insultes et en leur lançant des fumigènes. Quand les fascistes ont tenté de s'approcher du centre social « l'école » à nouveau, la police a réagi de la même façon, couvrant les fascistes et isolant les camarades qui se trouvaient à l'intérieur du bâtiment.

Que ça soit clair pour tout le monde : ces attaques et l'incendie de l'immeuble ne pourraient se faire sans la « couverture » qu'offrait le rassemblement pour la Macédoine ; les fachos s'y rendaient et tournaient autour de celui ci. Tous les groupes nazis et d'extrême droite ont appelé à renforcer ce rassemblement mais personne ne se souciait du fait de leur offrir une légitimité sociale et l'espace public nécessaires pour qu'ils s'expriment et agissent. Nous savons très bien que dans d'autres conditions tout cela ne pourrait se faire ; que chacun donc réexamine son attitude envers le fascisme.

Les actions de ces groupes para-étatiques complètent la répression étatique contre ceux qui résistent et luttent pour quelque chose de mieux. Que chacun réfléchisse à qui profite l'incendie d'un immeuble avec plus d'un siècle d'histoire, abandonné pendant des décennies. Un bâtiment que nous, en tant qu'anarchistes, communistes libertaires et révolutionnaires, avons décidé d'occuper et de préserver, à la fois pour répondre à des besoins de logement pour les prolétaires, les migrants et les personnes attaquées par l'État et le capitalisme et aussi pour créer un espace politique radical et pour promouvoir une nouvelle culture libertaire. Il doit être clair qu'il s'agit d'un acte criminel qui pourrait avoir une fin tragique, c'est à dire des morts.

Ces attaques n'arrêteront pas notre lutte contre l'État, le capital et le fascisme. Aucune attaque ne nous intimidera ; obstinément pour une société d'égalité et de liberté, avec une conscience en acier, nous continuerons à lutter pour nos idéaux.

**LES ATTAQUES FASCISTES NE RESTERONT PAS SANS RÉPONSE
CONSTRUISONS DES BARRICADES CONTRE LA MENACE FASCISTE
POUR L'ANARCHIE ET LE COMMUNISME LIBERTAIRE**

MANIF LE LUNDI 22/01 à 18H, départ devant le Squat

italie

Cagliari, Sardinia – Fire to the accomplices of war, a Vitrociset vehicle under attack

Like a flash of light in the unfortunate Christmas festivities, we publish news received by anonymous mail:

CAGLIARI VITROCISSET VEHICLE ATTACKED FIRE TO THE ACCOMPLICES OF WAR.

[Published on 26th December 2017](#)

Translated by Act for freedom now!

nouvelle-calédonie

Nouméa (Nouvelle-Calédonie) : Le DAB en miettes !

Nouvelle-Calédonie 1ere / Mercredi 17 janvier 2018

Un guichet automatique de banque vandalisé ? Le coût de la réparation est estimé à un demi-million! C'est ce que l'OPT annonce dans un communiqué diffusé ce mercredi matin. **Le GAB qui rend grand service à l'extérieur de la poste de Magenta a été cassé cette nuit**, explique le service communication de l'Office.

«*L'écran a été totalement brisé et la trappe de distribution des billets a été forcée et détériorée*, décrit-il. *Les dégâts ont été constatés ce matin par le chef d'agence et une plainte a été déposée. Les travaux de réparation ont rapidement été effectués, limitant la gêne occasionnée auprès de nos clients*», assure l'OPT, qui précise : «*Le coût pour la remise en service du GAB est évalué à plus de 500 000 F. [environ 4200 euros, NdA]*»

Or, l'an dernier, six distributeurs comme celui-ci auraient été vandalisés, dans le Grand Nouméa et aux îles.



suisse

Basile, Switzerland – Job centre attacked (31/12/2017)

Anyone who doesn't let himself/herself be exploited enough is isolated and inflicted more and more pressure.

Unemployment allowances and other social allowances are granted only to those who submit themselves: through sanctions and disciplinary measures, people are being watched, humiliated and compelled to accept precarious jobs.

The increase in “flexibility” and “self-optimisation” means more profits for some on the one hand and precarious jobs for the majority on the other. The fact that people fall into financial troubles is wrongfully attributed to individual incapacity. This makes fundamental critique and resistance difficult.

As a consequence we destroyed the glass of the entrance to a job centre in Kleinbasel on New Year's Eve.

We hope the action will cheer up someone in the next days.

For a new year in the struggle!

Translated from [Italian](#) by act for freedom now!

Attaque pyrotechnique contre le Secrétariat d'Etat à l'économie suisse

Nous avons attaqué le SECO à Berne et son secteur des accords de libre-échange avec des fusées et des tirs de pyro cette nuit (15.01.2018). Nous souhaitons vous présenter deux des plusieurs milliers de raisons de mettre le feu au SECO :

Selon les déclarations du ministre de l'économie turc, un nouvel accord commercial sur le libre-échange entre la Turquie et l'Association européenne de libre-échange (AELE) sera signé lors du World Economic Forum (WEF) à Davos. Après des négociations finales à Genève en novembre 2017, sous la direction de Johann Schneider-Ammann, les responsables semblent s'être suffisamment mis d'accord sur l'intérêt commun des élites de ces pays.

Le WEF est un excellent exemple de la manière dont l'impérialisme suisse fonctionne

Ce n'est pas par hasard que ce contrat sera signé à Davos. C'est le moment même où la classe des exploités se réunit en chaque début d'année dans une atmosphère détendue. Le WEF est un excellent exemple de la manière dont l'impérialisme suisse fonctionne : il offre un espace soi-disant pacifique de retrait des différentes factions du capital qui s'opposent les uns aux autres, puis négocie une diplomatie de coulisse et use de sa position prestigieuse pour se faire de l'argent en passant des accords avec tout le monde. Ils appellent cela la « neutralité » et les « droits de l'Homme ». Le WEF est en soi un élément important de ce modèle d'affaires, mais les réunions informelles des ministres de l'organisation mondiale du commerce (OMC) autour du WEF est un élément particulièrement important de ce modèle.

Il est important de souligner que chaque réunion de ceux au pouvoir et que chaque contrat entre exploités ne signifie qu'une trêve temporaire de leur concurrence les uns avec les autres ; ceci en faveur d'une position encore plus forte par rapport à celle d'autres capitalistes et surtout en faveur de leurs intérêts communs en tant que classe d'exploités, contre ceux du prolétariat. Il ne peut y avoir de Conseil Suisse des ministres qui agisse « dans l'intérêt de la Suisse » lors d'une telle réunion. Les intérêts qu'il représente sont ceux du capital suisse.

Une position révolutionnaire par rapport à l'impérialisme suisse doit signifier saboter la position de la Suisse dans les négociations telles que celles qui entourent le World Economic Forum.

L'expression « accord de libre-échange » doit être interprétée au sens littéral : il s'agit d'accords renforçant la liberté de ceux qui, des deux côtés, ont quelque chose à échanger, pendant que s'accroît la dépendance de ceux qui produisent les marchandises qui sont échangées. Dans le cas de l'accord avec la Turquie, par exemple : Novartis veut utiliser son implantation turque encore mieux (15'000 travailleur-euse-s) pour extorquer de meilleures conditions fiscales en sa faveur et cela en menaçant de quitter la Suisse. Ou encore : Ammann, le producteur de machines de construction (oui, la société du patron des négociations Schneider-Ammann et sa famille), qui est déjà très présent sur le marché turc, souhaite profiter encore davantage en tirant profit de la reconstruction des villes kurdes qui ont été bombardées par l'Etat turc. Parallèlement, ils menacent leurs collaborateur-riche-s en Suisse de coupures financières en raison de « l'état de l'économie » à chaque fois qu'ils le peuvent.

Une position révolutionnaire par rapport à l'impérialisme suisse doit signifier saboter la position de la Suisse dans les négociations telles que celles qui entourent le World Economic Forum.

Pas d'arrière-court pacifique pour les exploités et les profiteurs de la guerre !

Sabotons l'accord de libre-échange avec la Turquie !

Pour une perspective révolutionnaire !

Traduction et adaptation par le RAGE du communiqué paru sur la plateforme Barrikade.info

tunisie

« Mais qu'est ce qu'on attend ? »



La semaine précédant le 14 janvier, et l'agitation qui s'est répandue comme une traînée de poudre en quelques jours, l'auront assez démontré : l'anniversaire du départ de Ben Ali en 2011 n'est pas condamné à se dérouler dans la morne apathie qu'entretiennent tous ceux qui font métier de commémorer la révolution pour mieux l'enterrer. Les événements en cours se télescopent d'ailleurs avec plus d'une date historique, renvoyant à la mémoire des soulèvements de janvier. Ce mois incarnerait presque à lui seul la hantise des gouvernements tunisiens tant il a été le théâtre de mouvements prenant une ampleur nationale [1]. Si depuis 2011 les épisodes de contestation se succèdent toute l'année, janvier occupe une place particulière dans l'imaginaire national, représentant la possibilité d'un embrasement d'ampleur du pays.

Dans la mesure où la loi des finances 2018 et les mesures d'austérité sont clairement visées par la contestation actuelle, difficile de ne pas faire le parallèle avec les émeutes du pain de janvier 1984. Le régime avait alors annoncé, sous la pression du Fond Monétaire International, l'augmentation des prix du pain et de tous les produits à base de blé. Après plusieurs jours d'affrontements où de nombreux manifestants ont été tués, toutes les augmentations furent annulées.

Ce parallèle, le gouvernement actuel ne le connaît que trop. Ainsi, il martèle que les produits de première nécessité - pain, pâtes, semoule, sucre et huile, dont les prix sont subventionnés - ne sont pas concernés par l'actuelle hausse des prix. Mais en voulant éviter de nouvelles émeutes du pain, le gouvernement court le risque de se retrouver avec des émeutes de tout le reste. À travers la question de la loi des finances 2018 et au-delà, le cœur de la contestation tient probablement au fait qu'un quotidien toujours plus réduit à une survie à minima apparaît intolérable, face à laquelle persiste une exigence formulée en terme de « dignité ».

« Soit la faim nous tue, soit c'est la police » (*slogan*)

L'augmentation de la TVA et les multiples taxes imposées par la loi des finances 2018 (sur l'essence, les recharges téléphoniques, les produits importés, l'alcool, les cosmétiques, les voitures etc.) viennent couronner une hausse constante de l'ensemble des prix au cours des dernières années. De nombreuses analyses considèrent que la loi en elle-même entraînera une dépense supplémentaire de 300 dinars par mois pour les ménages tunisiens. Cette estimation doit être mise en perspective avec le fait que le salaire minimum en Tunisie dépasse tout juste les 300 dinars [2]. À cela, il convient d'ajouter l'inflation rapide du dinar tunisien entretenue par les politiques du FMI qui tiennent le pays par la dette et les crédits. Selon un cercle infernal, la dette engendre la dette, les intérêts à rembourser donnent lieu à d'autres intérêts et la dévaluation du dinar augmente mécaniquement le montant des deux.

Par ailleurs, profitant des moments de reflux de la contestation, les gouvernements successifs et les entreprises ont régulièrement annulé ou évité d'appliquer un grand nombre d'accords qui avaient été remportés par les innombrables grèves survenues dans le sillage du départ de Ben Ali. Soit autant d'augmentations salariales et d'avantages divers pour certains secteurs qui auraient pu améliorer le quotidien, et qui sont donc rarement entrés en vigueur. À côté de cette austérité généralisée promise à tous, le budget du Ministère de l'Intérieur se porte

bien. Pour étouffer les mouvements sociaux et en réponse à l'activisme forcené des syndicats policiers, son budget a plus que doublé, passant ainsi de 1,245 milliards à 2.879 milliards de dinars entre 2011 et 2018. [3]

Au milieu du gouvernement qui nie que l'austérité aura un impact sur les couches les plus populaires le président Béji Caïd Essebsi, reconnaît le caractère douloureux de ces mesures. Mais c'est pour mieux entonner ces paroles dont la musique est connue : "*la badila laha*", "there is no alternative" dans la langue de Thatcher. Rien de bien étonnant de la part d'un représentant de l'élite politique et économique qui a tout fait pour que rien ne change, afin de protéger ses intérêts et sa position. Quitte à s'allier pour cela avec les cadres d'Ennahda et quelques franges d'opportunistes afin de se partager le gâteau et de tenter de faire triompher la contre-révolution.

Le plus étonnant est qu'encore récemment, dans [un entretien avec le président](#), un journal comme Le Monde n'a pas trouvé mieux que d'interroger ce partisan forcené de la réconciliation avec tout l'ancien personnel de la dictature, lui-même passé par tous les strapontins étatiques de Bourguiba à Ben Ali, sur « les avancées de la révolution ». Après ces fadaises que même les journaux de propagande du régime n'oseraient pas, il n'est pas trop tôt pour commencer à s'interroger sur « l'envers du décor d'une transition tant célébrée à l'étranger ». Parfois, quel que soit son ampleur en terme de nombre de participants impliqués, la force d'un mouvement tient aussi à sa capacité de rupture, faisant voler en éclat certains énoncés devenus intenables.



Manifestation à Tebourba

"Fech nestannaw ?" (Qu'est-ce qu'on attend ?), une initiative pour prendre les devants.

Le retour en force d'une police qui entend bien restaurer son autorité sans concession, de même que l'état d'urgence quasi-permanent depuis 2011, ne suffisent pas à endiguer durablement les mouvements de contestation et les explosions sociales. [4] Des luttes avec une implantation locale très forte rencontrent fréquemment un élan de solidarité dans le reste du pays - à l'image des sit-ins de Kerkennah ou d'El-Kamour contre les compagnies pétrolières, des grèves pour l'emploi à Meknassi ou au Kef pour n'évoquer que quelques uns des conflits les plus récents. Cependant, ils demeurent souvent isolés, peinant à trouver une issue après avoir tout bloqué, ou se délitant petit à petit à la suite des récurrentes compromissions du principal syndicat, l'Union Générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

Vu le manque de confiance dans les institutions, la dégradation de la situation de l'économie et du niveau de vie de fractions toujours plus importantes de la population, les fameuses conditions objectives ne manquent pas. Les soulèvements récents ont toutefois rappelé que rien n'est jamais plus incertain que l'événement qui tiendra le rôle d'élément déclencheur d'un mouvement d'ampleur. L'immolation de Mohamed Bouazizi en 2010 était loin d'être une première et ce geste devenu tristement anodin dans la Tunisie actuelle a peu de chance de

produire les mêmes effets. La plupart du temps la longue liste des suicidés vient plutôt exacerber l'impression généralisée d'une impuissance sans horizon, ou elle ne donne lieu qu'à conflits déterminés, mais limités à une ville donnée. Ainsi en novembre dernier, la ville de Sejnane a connu plusieurs jours de conflit et de grève générale en réaction à la mort de Radhia Mechergui qui s'était immolée après la suppression de l'allocation qui l'aidait à faire vivre sa famille.

Au milieu de cette agitation qui se cherche, le mot d'ordre *fech nestannaw* ? (qu'est-ce qu'on attend) répandu par divers activistes en ce début d'année vient clairement tenter d'exprimer et de rassembler la colère accumulée ici et là sous un énoncé commun. À l'image de la campagne *manish musamih* (je ne pardonne pas) qui conteste la loi de réconciliation avec les anciens de la dictature, ce mot d'ordre a vocation à résonner bien au-delà des collectifs qui en sont à l'origine, tant en termes d'organisation que de demandes. Ces collectifs, fonctionnant de manière relativement horizontale et présents dans plusieurs régions, invitent ainsi plutôt à se saisir d'une initiative qu'à les rejoindre au sens strict.

On aurait donc tort de chercher derrière tous les événements récents la main de ce groupe, comme de limiter les désirs qui surgissent de ces mouvements aux revendications exprimées directement par le collectif en lui-même. À Tunis, les manifestations de jour officiellement appelées ramenèrent finalement bien moins de monde que les affrontements nocturnes, qui se déroulèrent principalement dans les quartiers populaires de la capitale comme Ettadhamen, Ibn-Khaldun ou El-Kabaria. À Thala, des habitants ont affirmé ouvertement que les manifestants se retrouvent plus nombreux de nuit d'abord par peur des représailles de la police qui les filme et les photographie. [5].



« **Vous nous avez appauvris, affamés, emprisonnés... maintenant vous allez nous entendre** » (traduction du graffiti sur le mur)

Fech nestannaw ? prévoyait à l'origine de lancer un appel à manifester le 12 janvier, mais l'agitation ambiante et l'arrestation d'une cinquantaine de ses militants l'a poussé à organiser un rassemblement dès le 7 janvier. Le mouvement s'est alors rapidement répandu, selon une géographie de la contestation qui touche d'abord l'intérieur du pays, historiquement marginalisées par rapport aux régions côtières (Kasserine, Thala, Meknassi, Gafsa, Sidi Bouzid...), les quartiers populaires des grandes villes et leurs lointaines banlieues abandonnées, cet envers de l'image reluisante de la Tunisie.

Les rassemblements, manifestations et blocages de route ont souvent été suivis d'affrontements avec la police en fin de journée ou la nuit, et d'actes ou tentatives de pillage. C'est au cours d'une confrontation nocturne avec les forces de l'ordre qu'est mort un manifestant, Khomsi El-Yeferni, écrasé par un véhicule de police à Tebourba. Par la suite, une vidéo où on le voit passer sous les roues a fait surface, s'ajoutant aux nombreuses voix qui infirmaient la version éternellement biaisée du Ministère de l'Intérieur. Ce dernier affirmait ainsi que l'homme en question s'était étouffé car il était asthmatique - ce qu'il n'a jamais été, bien entendu, et qui n'explique pas les côtes cassées découvertes pendant l'autopsie. En mai dernier déjà, quand un occupant du campement d'El-Kamour avait subi le même sort, l'État avait accusé la cohue des manifestants d'être à l'origine du décès, avant d'évoquer un « accident », ici encore, malgré des images de la scène.



Capture d'écran de la vidéo où l'on aperçoit Khomsi El-Yeferni se faire écraser par un véhicule de police.

Loin d'être complètement superflues, ces précisions visent à rappeler que les manifestants ne meurent pas tout seuls. Les forces de l'ordre tunisiennes foncent régulièrement à toute allure au milieu des manifestants pour tenter de les disperser. La violence dont la police est l'objet est loin de surgir de nulle part, elle est une réaction aux brutalités que les agents exercent tant pour réprimer les manifestations qu'au quotidien. Docilement, les médias ont régulièrement retranscrit le décompte des agents blessés ces derniers jours, mais n'évoquent aucun bilan concernant les manifestants, malgré de nombreux témoignages évoquant des blessures graves, des personnes dans le coma, des interrogatoires brutaux etc. Après la mort de Khomsi El-Yeferni, un certain nombre de commissariats et casernes ont été attaqués et parfois incendiés comme à El-Guetar (dans la région de Gafsa) ou à Thala. L'armée a été déployée en renfort ou en remplacement des forces de l'ordre là où elles ont dû se retirer.

En une semaine, des arrestations massives ont été effectuées, touchant plus de 900 personnes. Parmi les arrêtés se trouvent de nombreux activistes clairement identifiés par les autorités, mais également un grand nombre d'anonymes, attestant que le mouvement déborde largement les cercles strictement militants. Ces derniers jours, beaucoup d'initiatives se sont concentrées sur la question de la solidarité pratique avec les arrêtés. Des appels à témoignage ont notamment été fait pour rassembler des informations sur ces anonymes toujours en détention, qui risquent de se retrouver sans moyen de se défendre.

Ce travail apparaît d'autant plus nécessaires que certaines familles ne savent même pas où ont été emmenés leurs proches après les rafles effectuées dans certains quartiers ou directement à domicile. Par ailleurs, de nombreux cas ont déjà été signalés évoquant des mauvais traitements dans les commissariats et des dossiers montés de toute pièce pour incriminer les accusés ou leur faire signer n'importe quoi. Et les premières peines de prison ferme tombent. Côté mobilisation, le ralentissement des actions, par rapport à la première semaine où toutes les nuits donnaient lieu à des affrontements, ne signifie pas encore leur arrêt. Divers rassemblements et

blocages de route se poursuivent dans le pays, animés d'une même impatience, tandis que *fech nestannaw* ? appelle à une prochaine échéance le 26 janvier, devant le parlement.

À côté de la répression en tant que telle, le gouvernement et la presse jouent la carte de la diabolisation et de la division. D'abord en condamnant les violences et le vandalisme, mais également en accusant les terroristes, les contrebandiers ou la mafia de fomenter les troubles et de payer les émeutiers, avec les encouragements du Front Populaire. Cette coalition de partis de gauche, dont de nombreux militants participent aux manifestations, n'est toutefois pas en reste sur les théories du complot, accusant de son côté les casseurs d'être des agents du gouvernement ayant pour but de discréditer la campagne. De son côté la direction de l'UGTT a joué l'endormie toute la semaine, se réveillant d'un œil pour se prononcer contre les violences, en reconnaissant du bout des lèvres le bien-fondé de la contestation. Fidèle à son habitude, elle vient seulement d'annoncer qu'elle allait rejoindre le mouvement, de peur d'être complètement dépassée par celui-ci.

Si la tentative de diabolisation vire souvent au ridicule, (la police montant de poussives histoires telle que celle d'un individu arrêté la nuit avec 2000 dinars en liquide pour payer les émeutiers et ou exhibant 16 salafistes arrêtés depuis dimanche), l'injonction faite aux manifestants de se dissocier des actes de violence et de pillage n'est pas sans effet. Faut-il vraiment s'étonner que quelques commerces soient dévalisés au milieu d'un mouvement où le mécontentement se cristallise sur la hausse des prix, face à un gouvernement dont beaucoup n'attendent plus rien ? D'autant plus que dans les pillage, ce sont avant tout des grands magasins, des bâtiments administratifs, des centres des impôts et des dépôts de la fourrière qui ont été visés. Les organisations qui à la suite de la révolution étaient capables d'affirmer publiquement « Moi aussi j'ai brûlé un commissariat » en soutien aux personnes inculpées à ce titre seraient-elles plus frileuses face aux attaques contre de la marchandise ?



La police braque des manifestants à Tebourba

Après ses airs inflexibles tenus toute la première semaine, le gouvernement a commencé à lâcher du lest dès le week-end suivant en annonçant de timides mesures en faveur des familles les plus pauvres, ainsi que la gratuité des soins pour les chômeurs. Depuis, le ministre de la santé a clairement fait entendre que tous les chômeurs ne pourront pas en bénéficier, à moins d'être inscrit sur une liste nominative qui sera établie prochainement - comment ? Impossible de savoir, sinon que la porte semble ouverte à toutes les logiques clientélistes pour y figurer.

Pendant ce temps, lors d'une rencontre avec des jeunes bien sages, le premier ministre Youssef Chahed vantait son nouveau plan pour l'emploi des jeunes : une loi sur l'auto-entreprenariat et un encouragement du micro-crédit. L'horizon proposé reste celui d'une débrouille déjà généralisée. Un encouragement inattendu est venu côté présidence, quand à l'occasion de son discours pour l'anniversaire de la révolution, Essebsi a proclamé que 2018 serait l'année de la jeunesse, sans faire attention à l'ironie d'une telle annonce. Aucun de ses conseillers n'a dû le prévenir que la dernière personne à avoir annoncé une telle « année de la jeunesse » était Ben Ali... en 2010.

Le camp du consensus et de la réconciliation face à ceux qui ne pardonnent pas.

Les innombrables vagues de protestations et leurs tout aussi innombrables reflux qu'a connus la Tunisie ces dernières années rendent cependant difficile de prédire dans quelles perspectives s'engageront ou non les luttes en cours. Quelques remarques toutefois :

D'abord, au risque de l'évidence, il faut rappeler qu'il n'existe pas d'explosions de colère venues de nulle part, ni des déçus de la révolution en soi comme on se plaindrait du mauvais temps. La déception et la colère sont bien dirigées contre les groupes et les dispositifs qui entretiennent la dépossession du plus grand nombre, tant au niveau politique que social. Ainsi, bien que le niveau des prix était certainement plus bas à l'époque de la dictature qu'aujourd'hui, malgré une économie déjà largement en berne, il est difficile de rencontrer une véritable nostalgie du régime de Ben Ali en dehors des classes moyennes et de la bourgeoisie. Les anciens accapareurs et l'ancien personnel répressif font d'autant moins rêver que l'amnistie accordée à certains d'entre eux apparaît clairement comme une des causes essentielles du sentiment d'injustice actuel.

Loin d'une opposition entre les dynamiques politiques et sociales de la révolution, avec d'un côté une transition démocratique qui aurait été menée à bien face à des questions économiques et sociales qui auraient été négligées ou oubliées, il apparaît que les processus politiques ont aussi eu pour fonction de marginaliser les mouvements qui exigeaient des changements radicaux. Il paraît donc d'autant plus hors de propos de s'accrocher à défendre l'idée d'une Tunisie qui surnagerait démocratiquement au milieu des pays voisins - y compris pour ceux animés par un désir sincère de « sauver » les printemps arabes - sans prêter l'oreille à ce que disent les mouvements aux quatre coins du pays. De la dictature jusqu'à aujourd'hui, la fiction entretenue jusqu'à la nausée de l'exception tunisienne dans un domaine ou un autre (démocratie, constitution, droits des femmes etc.), a bien été sans cesse opposée aux demandes populaires, confortant l'immobilisme. [À l'heure où peuvent circuler chez certains Iraniens engagés dans les soulèvements des hashtags comme #تونس_ميشويم, (on sera comme la Tunisie), la contestation qui persiste en Tunisie après sept ans de révolution joue un rôle d'avertissement contre toute idéalisation d'un modèle.]

De loin, la célébration du consensus entre divers courants politiques et une grande partie de la société civile, a par exemple pu apparaître comme à même de résoudre une situation de crise et éviter un scénario à l'égyptienne. En pratique, elle revient à monter en exemple un type d'union nationale dont la fonction est d'éviter que ne s'interrompe le gouvernement du pays, alors qu'il se voit contesté de toute part. Non seulement ce type d'union incarne les pires trahisons pour les mouvements, au nom de la réconciliation et de la stabilité, mais il a directement permis à ceux qui participent à cet accord de monopoliser le pouvoir et les ressources, verrouillant l'espace politique.

Même si la question de leurs perspectives reste ouverte, l'expérience des différentes vagues de contestation a bien permis de tirer des enseignements non négligeables. Si la démocratie a pu un temps briller comme quelque chose de neuf, sa magie s'est vite dissipée devant la réalité de la pratique du pouvoir. Les gouvernements successifs et les alliances des grands partis autour d'une même politique ont mis à mal l'idée qu'une alternance, un gouvernement d'union nationale, « technocratique » ou un quelconque remaniement pourraient constituer

autant de réponses valables à la crise. Le désenchantement ne tombe pas du ciel, il signe aussi la fin de la croyance accordée à certaines solutions.

La ligne de fracture profonde que mettent en lumière les conflits récents témoigne d'une défiance toujours plus grande envers la classe politique, comme vis-à-vis d'organisations qui n'ont cherché qu'à faire leur place et à protéger leurs intérêts. À l'inverse, l'irruption régulière de mouvements qui s'organisent majoritairement en dehors de ces différents acteurs incarne une force venant rompre ce consensus par le haut, témoignant d'un désir de se ressaisir d'un processus révolutionnaire confisqué.



"Ne soyez pas épris du pouvoir"

[1] Les plus importants mouvements de contestation de la dictature se sont déroulés en janvier. Pendant la grève générale de 1978, lors du « jeudi noir » les autorités tirent sur la foule et l'État fait passer et applique dans la foulée un décret qui régleme encore aujourd'hui l'état d'urgence. Il sera à nouveau appliqué en janvier 1984 au cours « d'émeutes du pain » qui font suite à une tentative du gouvernement de relever tous les prix des produits à base de céréales sous la pression du FMI. Plus récemment, c'est en janvier 2008 que l'ensemble de la région du bassin minier, dans le sud-ouest, se soulève, y mettant un temps en déroute les autorités. Le soulèvement de décembre 2010-janvier 2011 en finit avec Ben Ali et amplifie ce cycle de protestations. En janvier 2013, le gouvernement de la Troïka est à deux doigts de tomber, contesté de toute part pour sa politique d'austérité et après la répression à la chevrotine de manifestations à Siliana - avant d'être sauvé grâce à l'initiative d'un dialogue national appelé par la société civile. En Janvier 2016 un mouvement des chômeurs s'est répandu dans tout le pays à partir de Kasserine, face auquel le gouvernement décrètera un couvre-feu jamais vu depuis la révolution. Janvier 2017 a été marqué par des mouvements en tous sens, entre protestations régionales, rassemblements contre la vague de procès visant des actes commis par des manifestants au cours des années précédentes et reprise de la grèves de la faim des mafrouzin amin, ces anciens étudiants dont beaucoup sont aujourd'hui encore blacklistés de la fonction publique à cause de leur engagement politique sous la dictature

pay for it and call it a public service. But hardly anyone is still pretending that governments exist to *care for* human beings.

In this context, the dazzling and infuriating spectacle of partisan politics is basically a shiny distraction, while the corporations and functionaries who make most of the choices that shape our lives with no oversight from us continue redesigning the world to facilitate their profits. [Voting is little more than an anachronistic ritual](#) reinforcing this illusion. It's not good news that the average citizen of a Western democracy is so alienated from practical self-determination that he barely notices how irrelevant the only avenue for "participation" has become.

Elsewhere across the planet, however, we can find much more inspiring examples of society without government. In [the autonomous cantons of Rojava](#), using a system of popular councils organized from the bottom up in neighborhoods and workplaces, Kurdish and other peoples are taking control of their lives and making decisions collectively on the most local level possible, with federated structures coordinating to address matters of collective concern. In stark contrast to the everyday indifference that is so prevalent in US democracy, these and other scattered instances of life without a centralized state offer far more robust and authentic model for self-determination than anything you can find on an American ballot.

But what about [the impact a government shutdown](#) will have on our lives? Won't we suffer the loss of critical services? Sure, we all gripe about Washington and hate politicians, but when it comes down to it, don't we need them?

Government shutdown? A good start.

According to most summaries of the shutdown scenario, most of the actually useful services we get from state bureaucracies or federal programs—Social Security, food stamps, the US Postal Service, free school lunches—will still continue. If we look at the history of these programs, this isn't surprising. Many of them were modeled on autonomous initiatives started by powerful social movements; the government *needs* these programs to keep us from getting used to relying on ourselves. FBI chief super-villain J. Edgar Hoover called the Black Panthers' [breakfast program](#) "the greatest threat to efforts by authorities to neutralize the BPP and destroy what it stands for"; the US Department of Agriculture was forced to start the School Breakfast Program in response, which now feeds 13 million students every day. Early anarchist [Lysander Spooner](#) created an independent postal system; in response, the government passed a law granting the US Postal System a monopoly, although Spooner forced the USPS to lower its prices to levels that ordinary people could afford. Advocates of "[the people's pension](#)" deserve the credit for social security. If the government weren't hogging all the resources, we might discover that we could maintain these programs better through grassroots organizing.

Now let's look at the government functions that will actually be impacted under a shutdown.

We might not be able to get new passports. But believe it or not, for the vast majority of human history, people traveled freely without them. The problem here is simply that the shutdown doesn't go far enough: if we could shut down government agencies and governments *completely*, we wouldn't need passports in the first place. Tens of millions who lack citizenship status or proper visas could visit their families without fear of losing their homes. Dissidents could leave North Korea and Iran. People with arrest records could travel to Canada from the US without some arrogant jerk in a uniform talking down to them. You could go anywhere on earth without having to fill out a form or apply for a visa.

The shutdown could delay tax refunds. But the IRS will still continue collecting taxes—they just won't give us back the pittance beyond what they claim we "owe." Here's a simple solution: they should stop stealing from us

in the first place! It would be better if we could devote our resources to addressing problems directly, not sending checks to Washington so that nepotists and their cronies can buy more pork barrels and cruise missiles. Not only will this save us money—once the Pentagon budget runs out, it'll make nuclear war a lot less likely. If you've been paying taxes in hopes of providing support to the retired senior citizen down the street, you could just give her the money directly instead of giving it to a bunch of bureaucrats taking up a collection in her name.

The fancy dining hall at the House of Representatives during the 2013 shutdown. If the shutdown went further, we could open it up to some of the [41 million people who struggle with hunger in the United States](#) while politicians fatten themselves at our expense.

Federal courts might close if the shutdown lasts longer than ten days. That's a good start, but it would be better if they shut down for good! Two and a half million people are in prison already—as many as were in the gulags under Joseph Stalin. Mass incarceration is one of the most serious problems in the US today and one of the key linchpins of white supremacy and class domination. Judges and prosecutors should stay home for good; they can count themselves lucky no one gave them a taste of their own medicine. With the foot of the criminal legal system off our necks, we could focus on rebuilding our communities and resolving our problems ourselves without police or prisons. For people who grew up with no models for conflict resolution except for running to the biggest gang in town, this is hard to imagine, but [there are plenty of alternatives](#).

National parks might be shut down. Wait a minute—why would we need politicians and bureaucrats to enjoy the wilderness? It would take about an hour to crowdsource the basic maintenance functions of cleaning and upkeep for facilities. Then we could enjoy all of these supposedly public resources, free of charge.

Last time there was a shutdown, in 2013, one enterprising individual took over [mowing the lawn around the Lincoln Memorial](#). This worked out fine—until the US Park Police interceded and forced him to stop. Obviously, the shutdown didn't go far enough if there were still police on the job to keeping people from learning to take care of problems themselves!

Direct action gets the goods! A volunteer mowing the lawn around the Lincoln Memorial during the last shutdown.

Let's be clear: the ones who are most worried about a government shutdown are the politicians themselves. Not for the reasons they claim—that one gang will lose votes to the other gang, or that the paychecks of federal workers will be delayed. No, they're worried because a real shutdown could just show how pointless and parasitic their entire protection racket is. They're worried that if we get a taste of what it's like to organize collectively to solve our problems, we'll never want to stop. Then they would be permanently out of a job.

As anarchists, we've got a hunch that people can get along just fine without a government. We're convinced that everything the government does is either harmful and should be abolished outright (borders, prisons, armies, surveillance) or can be done better by groups of people working together freely (social welfare, preserving wilderness, coordinating production and distribution, collective self-defense).

Don't confuse us with the so-called libertarians who laud the shutdown because they want the capitalist market to reign supreme over everything else. There's no way that the prevailing regime of inequality and private property could exist without the coercive force of the state to enforce it. As anarchists, we're in this for freedom

—not the freedom to accumulate profit and property at everyone else's expense of others, but the freedom to flourish in tandem with everyone, to pursue the concert of our interests without coercion.

Are you with us? Regardless of what the politicians do in the coming days or years, let's work together to shut down the US government once and for all. Then we can get on with our lives.